

PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'OCI

Parvenir à une reprise durable et
résiliente après la pandémie de
COVID-19

2022



ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE
CENTRE DE RECHERCHES STATISTIQUES, ÉCONOMIQUES ET
SOCIALES ET DE FORMATION POUR LES PAYS ISAMIQUES
(SESRIC)





Organisation de la coopération islamique
Centre de recherches statistiques économiques et
sociales et de formation pour les pays islamiques
(SESRIC)



PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'OCI 2022

*Parvenir à une reprise durable et résiliente
après la pandémie de COVID-19*



© Novembre 2022 | Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SESRIC)

Kudüs Cad. No: 9, Diplomatic Site, 06450 Oran, Ankara - Türkiye

Téléphone +90-312-468 6172

Internet www.sesric.org

E-mail pubs@sesric.org

Le matériel présenté dans cette publication est protégé par les droits d'auteur. Les auteurs accordent la permission de visionner, copier, télécharger et imprimer les données fournies par ce rapport tant que ces matériaux ne seront réutilisés, sous aucune condition, à des fins commerciales. Pour obtenir l'autorisation de copier ou réimprimer toute partie de ce document, veuillez adresser votre demande, en fournissant tous les renseignements nécessaires, au Département des publications du SESRIC.

Le présent rapport est un produit du personnel du SESRIC. La responsabilité concernant le contenu, les opinions, les interprétations et les conditions exprimées ici ne peut en aucun cas être considérée comme reflétant les opinions du SESRIC ou de ses États membres, de ses partenaires ou de l'OCI. Les frontières, couleurs et toutes autres informations illustrées sur n'importe quelle carte n'impliquent aucun jugement de la part du SESRIC quant au statut juridique d'un territoire ou de la reconnaissance de ses frontières. La version finale du rapport est disponible sur le site web du SESRIC.

Veuillez citer cette publication comme suit : SESRIC (2022). *Perspectives économiques de l'OCI: Parvenir à une reprise durable et résiliente à la suite de la pandémie*. Études sur le développement économique. Le Centre de recherches statistiques économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques. Ankara.

Le Rapport sur les *Perspectives Économiques de l'OCI 2022* est préparé par le Département de la Recherche Économique et Sociale du SESRIC sous la supervision de Mazhar Hussain, Directeur du Département. La présente édition a été dirigée par Esat Bakımlı, qui a également rédigé le chapitre 1 et le chapitre 2. Kenan Bağcı a supervisé et co-écrit le chapitre 3 avec Cem Tintin et Fahman Fathurrahman.

Toutes les demandes relatives aux droits et licences doivent être adressées au Département des publications du SESRIC à l'adresse susmentionnée.

ISBN: 978-625-7162-24-1

La Traduction de ce Rapport a été faite par M. Denis Rmouch et Mme Najah Elyahyaoui et la conception de la couverture a été faite par M. Savaş Pehlivan, Département des publications, SESRIC.

Pour plus d'informations, veuillez contacter le département de la Recherche, SESRIC au courriel suivant: research@sesric.org

TABLE DES MATIERES

Acronymes	iii
Avant-propos	v
Résumé analytique	1
CHAPITRE 1: DEVELOPPEMENTS RECENTS DANS L'ECONOMIE MONDIALE: TENDANCES ET PERSPECTIVES.....	12
CROISSANCE ECONOMIQUE	13
CHOMAGE	21
PRIX ET INFLATION	24
COMMERCE INTERNATIONAL.....	26
BALANCE DES COMPTES COURANTS	28
INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS	30
CONDITIONS FINANCIERES	32
BALANCE FISCALE.....	33
CHAPITRE 2: DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES RECENTS DANS LES PAYS DE L'OCI	37
PRODUCTION ET CROISSANCE ECONOMIQUE.....	38
MARCHE DU TRAVAIL.....	47
INFLATION.....	49
COMMERCE INTERNATIONAL.....	50
BALANCE DES COMPTES COURANTS	57
BALANCE FISCALE.....	58
FINANCE INTERNATIONALE	60
CHAPITRE 3: PARVENIR A UNE REPRISE DURABLE ET RESILIENTE APRES LA PANDEMIE DE COVID-19	70
FAITS STYLISES SUR LES IMPACTS DE LA PANDEMIE	71
ACCROISSEMENT DES RISQUES LIES AUX CONFLITS ET AUX CATASTROPHES.....	79
ORIENTATIONS POLITIQUES POUR UNE REPRISE DURABLE ET RESILIENTE.....	82
Annexe: Classifications des pays	104
Références	106

Acronymes

IA	Intelligence artificielle
COVID-19	Maladie de Coronavirus de 2019
IPC	Indice des prix à la consommation
DOTS	Direction des statistiques commerciales
EPR	Ratio emploi-population
FAO	l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
IDE	Investissements directs étrangers
FTE	Équivalent temps plein
FBC	Formation brute de capital
PIB	Produit intérieur brut
GES	Gaz à effet de serre
RNB	Revenu national brut
ICH	Indice du capital humain
TIC	Technologies de l'information et de la communication
IEA	Agence internationale de l'énergie
OIT	Organisation internationale du travail
FMI	Fonds monétaire international
ISIC	Classification internationale type, par industrie, de toutes les activités économiques
CVM	Chaînes de valeur mondiales
ALC	Amérique latine et Caraïbes
FMN	Firme multinationale
APD	Aide publique au développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCI	Organisation de la coopération islamique
EPI	Équipements de protection individuelle
PPA	Parité de pouvoir d'achat
PP-P	Partenariat public-privé
ODD	Objectifs de développement durable



SESRIC	Centre des recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques
PME	Petites et moyennes entreprises
ASS	Afrique subsaharienne
STI	Science, technologie et innovation
EAU	Émirats Arabes Unis
UK	Royaume-Uni
ONU	Nations Unies
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
UNSD	Division de statistique de l'ONU
USA	États-Unis d'Amérique
US\$	Dollar américain
PEM	Perspectives économiques mondiales
OMC	Organisation mondiale du commerce

Avant-propos

Les perspectives économiques mondiales sont extrêmement fragiles et incertaines dans le contexte de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, ce qui aggrave les dommages causés par la pandémie de COVID-19 en exacerbant les chocs au niveau de l'offre, perturbant les marchés internationaux des matières premières et entraînant une escalade d'une inflation sans précédent dans le monde entier. Dans ce contexte, le rapport phare du SESRIC "Perspectives économiques de l'OCI 2022" fournit une analyse complète des développements économiques récents dans l'économie globale et leurs implications sur les économies des pays membres de l'OCI en utilisant une large gamme de statistiques et d'informations comparatives utiles.

Le rapport souligne que la plupart des indicateurs économiques se sont améliorés en 2021 dans le monde entier, ainsi que dans les pays de l'OCI, en raison de la reprise en cours après la pandémie. La croissance économique mondiale est estimée à 6,1% en 2021 après une contraction de 3,1% en 2020. De même, les pays de l'OCI ont, en moyenne, enregistré une croissance de 5,8 % - le taux le plus élevé atteint depuis 2010 - après une contraction modérée de 1,7 % en 2020. Il convient également de noter que, pour les pays de l'OCI, en 2021, les déficits publics se sont réduits à 3,8 % du PIB, les exportations de marchandises ont rebondi de 41,7 %, les exportations de services ont augmenté de 26,4 % et les comptes courants ont généré un excédent après avoir enregistré un déficit au cours des deux dernières années. Cependant, les pays de l'OCI ont enregistré des détériorations, notamment en termes de taux de chômage élevé de 7,2% et de taux d'inflation de 12,9%, s'écartant davantage de la moyenne mondiale de 6,2% et 4,7%, respectivement.

Bien qu'elle ait enregistré une reprise notable en 2021, l'économie mondiale est restée embourbée dans les préoccupations liées à la résurgence de la pandémie et aux perturbations causées par la guerre Russie-Ukraine. En conséquence, la croissance économique mondiale pour 2022 a été ramenée à 3,2 % dans les projections du FMI de juillet 2022, soit 1,2 point de pourcentage de moins que ce qui avait été prévu en janvier. De même, la projection pour 2023 a été révisée à la baisse de 0,9 point de pourcentage, à 2,9 %. Conformément aux tendances mondiales, la croissance économique des pays de l'OCI devrait se modérer au cours des deux prochaines années, pour atteindre 4,9% en 2022 et 4,2% en 2023. La prolongation de la guerre en Ukraine entraînera sans aucun doute des retombées négatives plus importantes dans toute l'économie mondiale, affectant également les pays de l'OCI.

Pendant la pandémie, la plupart des pays ont opté pour une expansion budgétaire en adoptant des politiques accommodantes afin d'atténuer le coût économique global de la pandémie. Toutefois, le soutien lié à la pandémie s'est épuisé ou s'est relâché au fil du temps. Aujourd'hui, de nombreux pays, surtout les pays développés, réduisent leur marge de manœuvre en réponse aux pressions inflationnistes, et de nombreux pays en développement se retrouvent confrontés à une marge de manœuvre budgétaire limitée. Ainsi, le maintien de la viabilité budgétaire est devenu encore plus difficile en raison de la hausse des taux d'intérêt et de la nécessité de protéger les populations vulnérables contre les prix élevés des denrées alimentaires et de



l'énergie. Les hausses de taux d'intérêt exposent les vulnérabilités de la dette, en particulier dans les pays ayant des niveaux d'endettement plus élevés et des besoins de financement accrus.

Les pays à déficit énergétique et alimentaire sont particulièrement vulnérables, car ils devront faire face à des factures d'importation plus élevées. En outre, les personnes vivant dans des économies à faible revenu et les segments les plus pauvres de la population en général, où l'alimentation représente une part plus importante de la consommation des ménages, devraient être les premières à souffrir de l'augmentation du coût de la vie. En conséquence, les pénuries alimentaires dues à la réduction des approvisionnements en provenance des pays en conflit, l'augmentation consécutive des prix des denrées alimentaires et les perturbations probables de la production agricole dues à l'augmentation du coût des intrants pourraient aggraver l'insécurité alimentaire et la pauvreté dans les régions pauvres, avec le risque potentiel de troubles civils dans les cas extrêmes. Alors que de nombreux pays de l'OCI s'efforcent déjà de " revenir à la normale " après deux ans de pandémie, ces nouveaux défis ne vont pas seulement compliquer le retour à la normale, mais plutôt l'aggraver.

À la lumière de ce qui précède, et compte tenu des défis supplémentaires associés au changement climatique et au nombre croissant de sécheresses, d'inondations et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes, il est impératif de renforcer la résilience aux chocs futurs, quelle qu'en soit la cause. À cet égard, le rapport comprend un chapitre spécial intitulé " Parvenir à une reprise durable et résiliente après la pandémie de COVID-19 ", qui met en évidence un certain nombre de mesures politiques visant à renforcer la résilience économique face aux chocs futurs dans huit grandes catégories.

Les Perspectives économiques de l'OCI 2022 est le résultat d'un investissement substantiel en temps, effort et dévouement par l'équipe de recherche du SESRIC. J'aimerais souligner leurs contributions tout en espérant que vous trouverez le rapport intéressant, mais surtout utile et instructif.

Nebil DABUR
Directeur général
SESRIC.

Résumé analytique

DEVELOPPEMENTS RECENTS DANS L'ECONOMIE MONDIAL

CROISSANCE ECONOMIQUE

Après une contraction de 3,1 % en 2020, la croissance économique mondiale est estimée à 6,1 % en 2021, soutenue par une forte reprise tant dans les pays développés (5,2 %) que dans les pays en développement (6,8 %). Au milieu de l'année 2022, la pandémie est lentement maîtrisée et l'économie mondiale continue de se remettre du COVID-19. Toutefois, le conflit entre la Russie et l'Ukraine devrait avoir un impact considérable sur la reprise économique mondiale post-pandémique et faire peser des incertitudes importantes sur les perspectives. En conséquence, la croissance économique mondiale pour 2022 a été ramenée à 3,2 % dans les projections du FMI de juillet 2022, soit 1,2 point de pourcentage de moins que ce qui avait été prévu en janvier. De même, la projection pour 2023 a été révisée à la baisse de 0,9 point de pourcentage, à 2,9 %. Les perspectives pour ces années sont toutefois très incertaines, en fonction de divers risques : une éventuelle escalade de la guerre en Ukraine, une intensification des sanctions à l'encontre de la Russie, un ralentissement plus marqué que prévu en Chine, une nouvelle flambée de la pandémie avec l'apparition d'une nouvelle souche virale plus contagieuse, et une montée des tensions sociales en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie.

CHOMAGE

Les estimations récentes de l'Organisation internationale du travail (OIT) soulignent que, par rapport au quatrième trimestre de 2019, 8,6% du total des heures de travail ont été perdues en 2020 - l'équivalent des heures travaillées en un an par 250 millions de travailleurs à temps plein. Avec la reprise de l'activité économique dans la deuxième année de la pandémie, le déficit d'heures de travail par rapport à la situation antérieure à la pandémie s'est réduit à 3,9 % en 2021, ce qui correspond à un déficit de 114 millions d'emplois en équivalent temps plein (ETP). Les estimations de l'OIT montrent également que le chômage mondial s'élevait à 214,2 millions en 2021, soit une baisse de 9,5 millions par rapport à l'année précédente, mais toujours 28,3 millions au-dessus du niveau d'avant la pandémie de 2019. Le taux de chômage mondial a baissé de 0,4 point de pourcentage pour atteindre 6,2 % en 2021, après avoir culminé à 6,6 % en 2020. Il devrait encore s'améliorer, passant tout d'abord à 5,9% en 2022, puis à 5,7% en 2023. En général, l'amélioration du chômage d'ici 2023 ne suffira pas à combler les lacunes causées par la pandémie, le taux de chômage restant supérieur au niveau de 2019 et le nombre de chômeurs dépassant son niveau de 2019 de près de 17 millions.

PRIX ET INFLATION

Avec l'assouplissement des restrictions tout au long de 2021, la demande s'est accélérée, mais l'offre a été plus lente à réagir dans un contexte de perturbations continues. Les prix moyens des produits de base (mesurés par l'indice des prix des produits de base du FMI) ont augmenté de moitié (53,2 %) par rapport à leurs faibles niveaux de l'année précédente, et ils devraient encore augmenter (46,9 %) en 2022 dans un contexte d'escalade des tensions géopolitiques et de la guerre en Ukraine qui a

débuté fin février. L'inflation mondiale a augmenté à 4,7 % en 2021 après avoir ralenti à 3,2 % en 2020. L'augmentation de l'inflation a été plus marquée dans les pays développés, passant de 0,7 % à 3,1 %, tandis que l'inflation dans les pays en développement a augmenté de 5,2 % à 5,9 %. Les pénuries d'approvisionnement liées à la guerre devraient fortement intensifier les pressions inflationnistes croissantes, surtout en raison de l'augmentation des prix de l'énergie, des métaux et des denrées alimentaires. Ainsi, pour 2022, l'inflation devrait atteindre 6,6 % dans les pays développés et 9,5 % dans les pays en développement, avec une moyenne mondiale de 8,3 %.

COMMERCE INTERNATIONAL

Les effets négatifs sans précédent de la pandémie ont entraîné un effondrement remarquable (-7,9 %) du volume des échanges mondiaux en 2020. Toutefois, la reprise a été rapide, en particulier dans le commerce des marchandises, tandis que le commerce des services reste atone, notamment en raison de la lenteur de la reprise des activités de voyage. Les échanges de marchandises, après avoir baissé de 4,9 % en 2020, ont augmenté de 10,9 % en 2021, ce qui se traduit par un volume de 5,4 % d'échanges mondiaux de marchandises supérieur à celui d'avant la pandémie. Les échanges de biens et de services, qui ont augmenté de 10,1 % en 2021, ne dépassent pourtant que 1,5 % leur niveau d'avant la pandémie. En raison du ralentissement important de l'activité globale, de la guerre en Ukraine et des effets persistants de la pandémie, la croissance du commerce mondial devrait connaître un ralentissement remarquable en 2022. Les projections actuelles indiquent que la croissance du volume du commerce mondial des biens et des services devrait ralentir à 5,0 % en 2022, puis à 4,4 % en 2023. Le volume des échanges de marchandises devrait ralentir à 4,4 % en 2022 et à 3,8 % l'année prochaine.

BALANCE DES COMPTES COURANTS

L'excédent cumulé des comptes courants des pays développés a augmenté de 83 % en 2021 par rapport à l'année précédente pour atteindre 379,3 milliards de dollars, malgré le déficit massif des États-Unis qui est passé de 616,1 milliards de dollars à 806,6 milliards de dollars. En pourcentage du PIB, les excédents des comptes courants se sont également améliorés, passant de 0,4 % en 2020 à 0,7 % en 2021. Le solde cumulé des pays en développement a plus que doublé (128%) et a atteint 365,3 milliards de dollars. Les excédents croissants de la Chine et les importants excédents enregistrés au Moyen-Orient et en Asie centrale ont joué un rôle important dans cette amélioration. Le ratio des excédents au PIB a augmenté encore plus pour les pays en développement que pour les pays développés, passant de 0,5 % en 2020 à 0,9 % en 2021. Les projections actuelles montrent que les excédents des pays développés devraient disparaître en 2022-23, tandis que ceux des pays en développement atteignent 1,5% du PIB en 2022 avant de revenir à 0,9% en 2023.

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

Les flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) ont connu un rebond significatif en 2021 et se sont élevés à 1,58 trillion de dollars des États-Unis, soit une hausse de 64,3 % par rapport au niveau exceptionnellement bas de 963 milliards de dollars des États-Unis en 2020. La majeure partie de cette augmentation est due à l'essor des pays développés. Les flux d'IDE à destination des pays développés ont presque doublé avec une augmentation de 85,6 % pour atteindre 895 milliards de dollars des États-Unis, tandis que les flux à destination des pays en développement ont augmenté de 42,9 % pour atteindre 687 milliards de dollars des États-Unis. L'environnement mondial des affaires internationales et des investissements transfrontaliers ayant radicalement changé en 2022, il est peu



probable que la dynamique de croissance de 2021 se maintienne, et les flux mondiaux d'IDE en 2022 suivront probablement une trajectoire descendante ou resteront stables dans le meilleur des cas.

CONDITIONS FINANCIERES

En 2021, les conditions financières se sont encore assouplies dans les économies développées et la maîtrise des risques pour la stabilité financière s'est poursuivie, grâce au soutien continu des politiques monétaire et budgétaire et au rebond de l'économie mondiale. En revanche, les conditions financières ont peu changé dans les pays en développement, restant généralement favorables. Au début de l'année 2022, les conditions financières mondiales se sont considérablement durcies et les risques de dégradation des perspectives économiques ont augmenté en raison de la guerre en Ukraine. Une politique monétaire moins accommodante aux États-Unis et dans d'autres grandes économies développées devrait entraîner un resserrement des conditions financières mondiales, ce qui exercera une pression sur les devises des marchés émergents et des économies en développement. La hausse des taux d'intérêt rendra également les emprunts plus coûteux dans le monde entier, ce qui pèsera sur les finances publiques.

BALANCE FISCALE

Bien que les aides exceptionnelles liées à la pandémie ont pesé lourdement sur les soldes budgétaires en 2020, les déficits budgétaires publics ont diminué en 2021, lorsque les économies se sont redressées et que les pays ont commencé à retirer ces aides exceptionnelles. Dans les pays développés, les déficits se sont réduits de 10,5 % du PIB en 2020 à 7,3 % en 2021, principalement en raison d'une baisse de 2,6 points de pourcentage des dépenses en pourcentage du PIB. Les déficits devraient continuer à diminuer en 2022-23 grâce à la contribution de la réduction des dépenses en pourcentage du PIB. Dans les pays en développement, la baisse des recettes a joué un rôle remarquable dans les déficits qui ont doublé en 2020 pour atteindre 9,5 % du PIB par rapport à l'année précédente. En 2021, les déficits se sont réduits à 5,3 % du PIB, étant donné que les dépenses ont diminué de 2,7 points de pourcentage en raison de l'épuisement ou du relâchement des aides liées à la pandémie et que les recettes se sont redressées de 1,1 point de pourcentage. Les déficits des pays en développement ne devraient pas continuer à diminuer en 2022, mais plutôt augmenter à 5,7 % du PIB en raison de la réduction des recettes.

DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES RECENTS DANS LES PAYS DE L'OCI

PRODUCTION ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Produit intérieur brut (PIB)

À prix courants, le PIB total des pays de l'OCI, qui s'est contracté de 2,5 % en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, a augmenté de 18,6 % pour atteindre 8 500 milliards de dollars en 2021 et a dépassé le niveau pré-pandémique de 2019. Compte tenu de la reprise progressive en cours, on estime qu'il augmentera encore pour atteindre 9,7 trillions de dollars en 2022. Avec cette taille économique, les pays de l'OCI, en tant que groupe, représentaient 8,9 % du PIB mondial en 2021, soit 0,4 point de pourcentage de plus que l'année précédente. La part des pays de l'OCI dans le PIB total des pays en développement a également augmenté, passant de 21,0 % en 2020 à 21,2 % en 2021, ce qui indique que la reprise de la production courante a été plus rapide dans les pays de l'OCI par rapport au reste du monde.

PIB par habitant

Compte tenu de la reprise de la production, les valeurs du PIB par habitant à prix courants ont augmenté dans le monde entier en 2021 par rapport à l'année précédente. En dollars des États-Unis, la moyenne mondiale a augmenté de 12,7% pour atteindre 12 543 dollars. La hausse dans les pays de l'OCI a été encore plus marquée, le PIB moyen par habitant ayant augmenté de 18,3 % pour atteindre 4 582 dollars. Bien que les pays en développement non membres de l'OCI aient enregistré un taux de croissance plus bas (15,7 %), le PIB par habitant est resté plus faible dans les pays de l'OCI, l'écart se creusant même.

Croissance économique

Dans les conditions de la pandémie en 2020, les pays de l'OCI ont, en moyenne, subi une contraction de 1,7 %, mais parallèlement à la reprise économique mondiale, ils ont enregistré une croissance de 5,8 % en 2021, le taux le plus élevé atteint depuis 2010. Ainsi, le PIB réel en 2021 a dépassé de 4,0 % son niveau d'avant la pandémie de 2019. La croissance économique devrait se modérer au cours des deux prochaines années, pour atteindre 4,9 % en 2022 et 4,2 % en 2023. Au niveau des pays individuels, 4 des 54 pays de l'OCI dont les données sont disponibles ont enregistré un taux de croissance négatif en 2021: Suriname (-3,5%), Yémen (-2,0%), Tchad (-1,1%), et Brunei Darussalam (-0,7%). D'autre part, la Libye (177,3 %), les Maldives (33,4 %) et la Guyane (19,9 %) sont les économies à la croissance la plus rapide de l'OCI et du monde en 2021.

Structure du PIB : Valeur ajoutée par secteur

Les dernières données disponibles pour 2020 montrent que *les activités agricoles*, qui ne constituent que 1,2% de la valeur ajoutée totale dans les pays développés, ont une part élevée de 11,6% de la valeur ajoutée totale dans les pays de l'OCI, ce qui est encore plus élevé que dans les pays en développement non membres de l'OCI (8,8%). La part de *l'industrie non manufacturière*, qui est beaucoup plus élevée dans les pays de l'OCI par rapport au reste du monde, a diminué lentement au cours de la dernière décennie à travers le monde. Pour les pays de l'OCI, il est passé de 27,5 % en 2010 à un niveau record de 19,4 % en 2020. *Le secteur manufacturier*, qui a un plus grand potentiel pour promouvoir la productivité et la compétitivité, a une part de 15,2% dans la valeur ajoutée totale des pays de l'OCI, ce qui est comparable à celui des pays développés (13,8%) mais nettement inférieur à celui des pays en développement non membres de l'OCI (21,5%). *Le secteur des services* continue de jouer un rôle clé dans la majorité des économies de l'OCI, représentant en moyenne 53,8% de la valeur ajoutée totale dans l'OCI. Cette part est pourtant encore basse, si l'on considère que le secteur représente les trois quarts (76,5 %) de la valeur ajoutée totale dans les pays développés et 57,1% dans les pays en développement non membres de l'OCI, la moyenne mondiale étant de 68,3%.

Structure du PIB : Dépenses

En 2020, les dépenses de consommation finale (par les ménages et le gouvernement) ont continué à avoir la part la plus élevée dans le PIB au fil des ans dans les pays de l'OCI ainsi que dans le reste du monde. *La consommation des ménages* a représenté 57,4% du PIB dans les pays de l'OCI, ce qui est supérieur à celui des pays en développement non membres de l'OCI (49,0%) mais un peu inférieur à celui des pays développés (58,7%). La part des *dépenses générales de consommation finale du gouvernement* dans le PIB était faible dans les pays de l'OCI (15,0%) par rapport aux pays développés et en développement. La part de *la formation brute de capital* a atteint en moyenne 28,2% pour les pays de l'OCI, ce qui est inférieur à la moyenne des pays en développement non membres de l'OCI



mais supérieur à la moyenne des pays développés. Le commerce international - des biens et des services - représente une part plus importante du PIB dans les pays de l'OCI que dans les pays développés et en développement. Pour les pays de l'OCI, la part des exportations et des importations dans le PIB était en moyenne de 28,3% et 29,5%, respectivement.

MARCHE DU TRAVAIL

Compte tenu des pertes d'heures de travail, on estime que la pandémie a entraîné une perte de 32,5 millions d'emplois équivalents temps plein (ETP) dans les pays de l'OCI en 2021, soit une baisse de 37 % par rapport aux 51,5 millions de 2020. Néanmoins, la réduction plus rapide des pertes d'emplois dans les pays développés et en développement (49% et 61%, respectivement) a entraîné une augmentation de la part des pays de l'OCI dans les pertes mondiales, de 20,6% en 2020 à 28,6% en 2021, ce qui implique que la reprise des marchés du travail a été un peu plus lente dans le groupe des pays de l'OCI. Après être tombé à un niveau historiquement bas de 54,8 % à l'échelle mondiale en 2020 en raison des pertes d'emploi, le ratio emploi/population (REP) a augmenté de 0,6 point de pourcentage pour atteindre 55,4 % en 2021, mais est resté en dessous du niveau de 2019. Le nombre de chômeurs dans les pays de l'OCI, qui a augmenté de plus de 5,5 millions pour atteindre 49,6 millions en 2020, a encore augmenté de 1,8 million en 2021, tout en diminuant dans le monde d'environ 9,5 millions. En conséquence, alors que les taux de chômage ont baissé dans le monde entier en 2021, les pays de l'OCI ont observé une hausse du taux de chômage à 7,2%.

INFLATION

Contrairement au taux d'inflation mondial, qui a diminué de 0,3 point de pourcentage pour atteindre 3,2 %, l'inflation dans les pays de l'OCI a fortement augmenté pour atteindre 9,4% en 2020, contre 7,7% en 2019. En 2021, il a encore augmenté pour atteindre 12,9 %. Considérant que le taux d'inflation est passé à 3,1% dans les pays développés et à 4,5% dans les pays en développement non membres de l'OCI, les pays de l'OCI, en moyenne, ont continué à avoir un taux d'inflation beaucoup plus élevé en 2021. Cette tendance devrait se poursuivre en 2022 également, étant donné que l'inflation devrait encore augmenter pour atteindre le niveau record de 17,7 % dans les pays de l'OCI, mais seulement 8,3 % dans le monde.

COMMERCE INTERNATIONAL

Commerce des marchandises

La valeur annuelle du commerce mondial de marchandises, après avoir baissé de 7,6% en 2020, a encore diminué de 26,7 % en 2021 dans le contexte de la pandémie. Les exportations et les importations des pays de l'OCI ont suivi une évolution parallèle, bien qu'une reprise plus marquée ait été enregistrée au niveau des exportations. Après avoir chuté de 17,3 % en 2020, les exportations de marchandises des pays de l'OCI ont augmenté de 41,7 % en 2021. Les importations de marchandises ont augmenté de 25,8 % en 2021, après une baisse de 9,9 % l'année précédente. Par conséquent, les exportations, qui ont atteint 2,14 trillions de dollars en 2021, ont représenté une part plus importante des exportations mondiales, soit 9,7 % en 2021 contre 8,7 % en 2020. Les importations, qui ont augmenté à 2000 milliards de dollars, ont eu une part un peu plus faible dans les importations mondiales, passant de 9,1 % en 2020 à 9,0 % en 2021.

Commerce des services

La valeur du commerce mondial des services, qui s'est contractée d'un cinquième (18,2%) en 2020 par rapport à l'année précédente, a rebondi de 15,9% en 2021. Après avoir connu une baisse encore plus marquée du commerce des services en 2020, les pays de l'OCI ont également enregistré une reprise en 2021. Leurs exportations de services, qui avaient chuté d'un tiers (34,0 %) en 2020, ont augmenté de 26,4 % pour atteindre 373 milliards de dollars, de sorte que leur part dans les exportations mondiales de services est passée de 5,7 % en 2020 à 6,1 % en 2021. De même, leurs importations de services, qui avaient chuté de 26,7 % en 2020, ont augmenté de 15,2 % et se sont élevées à 509 milliards de dollars, leur part dans les importations mondiales de services restant à 9,0 % comme en 2020.

Balance commerciale

Les pays de l'OCI, en termes agrégés, sont devenus des exportateurs nets de marchandises en 2021, avec un excédent commercial s'élevant à 135 milliards de dollars, contre un déficit de 83 milliards de dollars l'année précédente. Dans le commerce des services, ils sont restés importateurs nets de services au cours de la dernière période quinquennale 2017-2021. Les déficits globaux des pays de l'OCI dans le commerce des services se sont élevés à 135 milliards de dollars en 2021, soit le plus bas niveau des quatre dernières années.

Commerce des marchandises au niveau intra-OCI

Baissant de 10,7% à 287 milliards de dollars en 2020, les exportations de marchandises entre les pays de l'OCI (exportations intra-OCI) ont rebondi de 33,0% à 382 milliards de dollars en 2021. Néanmoins, les exportations des pays de l'OCI vers le reste du monde ont augmenté à un taux plus élevé de 43,7%, entraînant une baisse de la part des exportations intra-OCI de 19,0% en 2020 à 17,9% en 2021. Parmi les pays de l'OCI, l'Arabie saoudite était le plus grand exportateur vers les pays de l'OCI en 2021. Les exportations totales de l'Arabie Saoudite vers les autres pays membres se sont élevées à 66,1 milliards de dollars en 2021, soit 17,3% du total des exportations intra-OCI. En termes de part des exportations intra-OCI, cependant, le Niger a pris la tête en acheminant 86,6% de ses exportations totales vers les pays de l'OCI.

BALANCE DES COMPTES COURANTS

Les pays de l'OCI, en termes agrégés, ont enregistré un excédent de la balance courante de 121 milliards de dollars en 2021, après avoir enregistré un déficit de 170 milliards de dollars l'année précédente. Ainsi, l'excédent de 2021 était de 1,4 % du PIB, tandis que le déficit de 2020 était de 2,4 % du PIB. Étant donné que les déficits du commerce des services se sont poursuivis en 2021, l'amélioration de la balance du commerce des marchandises (d'un déficit de 83 milliards de dollars en 2020 à un excédent de 135 milliards de dollars en 2021) a contribué de manière significative à l'excédent de la balance courante qui en résulte. Pour l'avenir, les projections du FMI indiquent un élargissement de l'excédent à plus de 500 milliards de dollars, soit 5,2 % du PIB, en 2022.

BALANCE FISCALE

Les mesures budgétaires mises en œuvre pour contenir les effets de la pandémie, combinées à la réduction des recettes publiques due à la récession économique, ont entraîné des déficits publics historiquement élevés dans le monde entier en 2020. Les déficits se sont également creusés dans les pays de l'OCI, atteignant en moyenne 6,7 % du PIB en 2020, contre 3,2 % l'année précédente. En 2021, les dépenses publiques ont augmenté de 6,8 % mais sont tombées à 23,8 % du PIB, tandis que les



recettes ont augmenté encore plus vite, de 20,7 %, avec un ratio au PIB qui a légèrement augmenté pour atteindre 20,0 %. Cela s'est traduit par une réduction des déficits à 3,8 % du PIB en 2021, toujours au-dessus du niveau pré-pandémique de 3,2 %. Les projections actuelles pour l'année 2022 indiquent une nouvelle baisse des dépenses à 22,9 % du PIB et une augmentation des recettes à 21,7 % du PIB, avec une nouvelle réduction des déficits à 1,2 % du PIB.

FINANCE INTERNATIONALE

Les flux et stocks d'IDE

Après une chute de 16,2% à 97 milliards de dollars en 2020, les flux à destination des pays de l'OCI ont rebondi de 36,7% et ont atteint un niveau élevé de 132 milliards de dollars en 2021. Cependant, la moindre croissance des flux vers les pays de l'OCI a entraîné une diminution de leur part dans les flux vers les pays en développement ainsi que dans les flux mondiaux. La part des pays de l'OCI dans les flux vers les pays en développement a été mesurée à 20,1% en 2020, mais elle a diminué à 19,2% en 2021. De même, leur part dans les flux d'IDE mondiaux est tombée à 8,3 % en 2021 après avoir atteint un pic de 10,0 % en 2020. Au cours de la période de 5 ans allant de 2017 à 2021, les stocks d'IDE n'ont augmenté que de 11,6% pour atteindre 2,2 trillions de dollars dans les pays de l'OCI, alors qu'ils ont augmenté de 22,4% dans les pays en développement non membres de l'OCI et de 42,8% dans les pays développés. Ainsi, les pays de l'OCI ont accueilli une part plus faible des stocks mondiaux d'IDE entrants en 2021 (4,9%) qu'en 2016 (6,0%). La majeure partie des stocks mondiaux a continué d'être hébergée par les pays développés, dont la part était de 79,3% en 2021.

Dettes extérieures

L'encours total de la dette extérieure des pays de l'OCI a augmenté de 105 milliards de dollars, soit 5,8%, pour atteindre 1 900 milliards de dollars en 2020, contre 1 795 milliards de dollars en 2019. *La dette publique et celle garantie par l'Etat*, qui a augmenté de 81,6 milliards de dollars, soit 9,1%, pour atteindre 980,6 milliards de dollars, a contribué le plus à cette augmentation et a continué à être la composante la plus importante de l'encours total de la dette extérieure des pays de l'OCI. *La dette privée non garantie*, après avoir connu une baisse de 3,4 milliards de dollars des États-Unis, soit 0,6 %, en 2019, a ensuite continué à diminuer de 23,6 milliards de dollars, soit 4,1 %, pour atteindre 547,1 milliards de dollars en 2020. Ainsi, en tant que deuxième composante de l'encours total de la dette extérieure, elle a représenté une part de 28,8% en 2020, contre 36,3% en 2016. Dans l'ensemble, *l'encours de la dette à long terme*, qui comprend la dette publique, la dette garantie par l'État et la dette privée non garantie, s'est élevé à 1 528 milliards de dollars en 2020, soit une hausse de 58,0 milliards de dollars ou 3,9% par rapport à l'année précédente, et a représenté 80,4% de l'encours total de la dette extérieure. *La dette à court terme* a atteint 299,5 milliards de dollars en 2020, avec une augmentation de 22,7 milliards de dollars ou 8,2% par rapport à l'année précédente, et a maintenu sa part à environ 15 %. Étant la plus petite composante de l'encours total de la dette extérieure, *les crédits du FMI* ont été la composante qui a proportionnellement le plus augmenté en 2020. Comparées à 2019, elles ont augmenté de 49,1%, soit 23,8 milliards de dollars, pour atteindre 72,3 milliards de dollars en 2020, constituant 3,8% de l'encours total de la dette extérieure.

Réserves internationales

Les réserves internationales totales mondiales s'élevaient à 15,8 trillions de dollars en 2021, soit une augmentation de 769 milliards de dollars ou 5,1% par rapport à l'année précédente. Trois cinquièmes (60%) de cette augmentation provenaient des pays développés, qui ont augmenté leurs réserves de

465 milliards de dollars, soit 6,7%, pour atteindre 7,4 billions de dollars. Dans les pays en développement, les réserves ont augmenté de 304 milliards de dollars, soit 3,8%, pour atteindre 8,4 trillions de dollars. Dans les pays de l'OCI, les données de 2021 disponibles pour 33 pays membres indiquent une augmentation des réserves de 5,0 % par rapport à 2020 - de 1,51 trillion de dollars à 1,58 trillion de dollars. Néanmoins, si la plupart des pays de l'OCI ont amélioré leurs réserves, l'adéquation des réserves s'est détériorée dans beaucoup d'entre eux, le plus souvent en raison d'une augmentation plus importante des importations que des réserves.

Aide publique au développement (APD)

En 2020, les flux nets d'APD reçus par le monde en développement ont culminé à 195,4 milliards de dollars des États-Unis, avec une augmentation de 32,8 milliard de dollars, soit 20,2%, par rapport à l'année précédente. Les flux qui ont été déclarés au niveau de chaque pays (environ un tiers des flux totaux d'APD ne sont pas déclarés au niveau des pays) ont augmenté de 28,5 milliards de dollars des États-Unis, soit 26,3%, et se sont élevés à 136,7 milliards de dollars, représentant 70% du total des flux d'APD. Plus des deux cinquièmes (43,4 %) de cette augmentation résultent d'une croissance de 20 % des flux vers les pays de l'OCI, qui ont atteint 74,0 milliards de dollars en 2020 contre 61,7 milliards de dollars en 2019.

Transferts de fonds personnels

Malgré la pandémie de COVID-19, les flux de transferts de fonds sont restés résilients en 2020 dans le monde entier. Au niveau mondial, les flux d'envois de fonds officiellement enregistrés ont atteint 653 milliards de dollars en 2020, soit seulement 0,5% de moins que le total de 657 milliards de dollars en 2019. Les flux à destination des pays de l'OCI ont diminué de 0,7 %, soit 1,2 milliard de dollars, pour atteindre 161 milliards de dollars, et leur part dans le total mondial des transferts de fonds est restée inchangée à 24,7 % en 2020.

PARVENIR A UNE REPRISE DURABLE ET RESILIENTE APRES LA PANDEMIE DE COVID-19

L'économie mondiale a subi d'énormes pertes économiques en raison des mesures prises pour contrôler la propagation de la pandémie de COVID-19. La pandémie a annulé une grande partie des progrès réalisés au niveau mondial en matière de réduction de la pauvreté et a eu un impact négatif sur les perspectives en matière de santé et d'éducation. La combinaison de vulnérabilités persistantes et du manque de capacités de réponse a accentué le risque de divergences et d'inégalités accrues entre les pays et au sein de ces derniers. Voici dix faits essentiels sur les impacts de la pandémie :

- **Fait 1.** Chaînes d'approvisionnement interrompues
- **Fait 2.** Le taux de chômage a augmenté
- **Fait 3.** La pauvreté a augmenté avec la hausse du chômage et des prix des denrées alimentaires.
- **Fait 4.** Les finances publiques se sont détériorées suite à la baisse des recettes fiscales et à la croissance des dépenses publiques.
 - Dépenses
- **Fait 5.** Le développement du capital humain s'est arrêté en raison de l'interruption des services d'éducation et de santé
- **Fait 6.** La dépendance à l'égard d'un petit nombre de fournisseurs a créé des vulnérabilités et détérioré les capacités de réponses.



- **Fait 7.** La mobilité a diminué et les activités de tourisme et de transport ont été perturbées.
- **Fait 8.** La demande d'outils et d'infrastructures numériques a augmenté
- **Fait 9.** Les petites entreprises ont souffert d'une baisse de la demande et d'un accès limité aux marchés et aux financements.
- **Fait 10.** Les investissements sont fortement perturbés par un accroissement des incertitudes.

Au moment où les décideurs politiques cherchaient la meilleure façon de se remettre des effets dévastateurs de la pandémie de COVID-19, l'économie mondiale a été frappée par un autre choc résultant du conflit entre la Russie et l'Ukraine. La sécurité alimentaire devient une préoccupation majeure pour les pays importateurs de denrées alimentaires en raison des pénuries de produits agricoles en provenance d'Ukraine et de Russie. Ce seul conflit montre l'ampleur de la vulnérabilité de l'économie mondiale aux chocs extérieurs. Alors que les conflits existants créent de graves problèmes économiques et sociaux, les risques géopolitiques et la menace de conflits ont malheureusement tendance à s'accroître. Compte tenu des défis liés au changement climatique et au nombre croissant de sécheresses, d'inondations et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes, il est impératif de renforcer la résilience aux chocs futurs, quelle qu'en soit la cause.

À cet égard, le rapport met en évidence un certain nombre de mesures politiques visant à renforcer la résilience économique aux chocs futurs, regroupées en huit grandes catégories. Ils ne sont pas exhaustifs et ne couvrent pas tous les domaines, mais ils fournissent des orientations possibles pour traiter les vulnérabilités au niveau de l'économie.

Économie et finances : La plupart des vulnérabilités découlant de la gestion générale des activités économiques et financières sont liées à l'utilisation inefficace des sources de production, à la répartition inégale des richesses et au manque de diversification des activités et des partenaires économiques. Afin de renforcer la résilience économique face aux chocs futurs, il est recommandé d'accroître les capacités de production nationale de biens essentiels, de se recentrer sur le développement inclusif face à l'augmentation de la pauvreté et des inégalités, d'améliorer la productivité agricole pour garantir la sécurité alimentaire, de mettre en place des fonds publics d'urgence, d'améliorer les compétences pour les nouveaux emplois et de réduire l'informalité.

Commerce et intégration : Les chaînes d'approvisionnement mondiales risquent d'être de plus en plus perturbées en raison du protectionnisme croissant et des restrictions liées aux pandémies. Avec la diminution de l'incertitude liée au commerce pendant la période post-pandémique, un certain nombre de mesures pourraient accroître la résilience des pays aux chocs futurs en termes de liens commerciaux et d'intégration économique. Il s'agirait notamment de minimiser l'incertitude politique, d'accélérer les mesures de facilitation du commerce, d'investir dans la résilience de la chaîne d'approvisionnement et de réduire la dépendance à l'égard d'un seul fournisseur, de se concentrer sur les chaînes de valeur intra régionales et de créer des pôles industriels et logistiques régionaux.

Investissement et flux de capitaux : Les investissements et les flux de capitaux internationaux ont fortement ralenti en raison d'un certain nombre d'incertitudes liées à la pandémie de COVID-19. Les décideurs des pays de l'OCI pourraient envisager un certain nombre d'options politiques pour combler les lacunes en matière d'investissement et assurer une reprise durable après la pandémie de COVID-19, allant du développement de pratiques saines de gestion de la dette et de la réduction des

vulnérabilités financières externes à l'amélioration du cadre réglementaire pour renforcer les investissements publics-privés et attirer plus d'IDE vers les secteurs liés aux ODD. De cette façon, les pays de l'OCI pourraient non seulement accélérer la reprise après la pandémie, mais aussi améliorer leur résilience financière pour les chocs futurs.

Transport et tourisme : Les secteurs du tourisme et des transports ont été parmi les plus touchés depuis le début de la pandémie de COVID-19 en raison des mesures restrictives prises pour contenir la propagation du virus, comme les couvre-feux et les interdictions de voyager. À cet égard, les pays de l'OCI devraient investir dans des modes de transport alternatifs afin d'élargir leurs options de voyage et de transport et d'améliorer leur résilience face aux chocs futurs. En outre, les pays de l'OCI devraient accroître leurs investissements dans les mécanismes de préparation aux crises et prendre un certain nombre de mesures pour rétablir rapidement la confiance dans le tourisme international, notamment en accélérant les vaccinations et en mettant en place une stratégie de communication pour le tourisme en cas de pandémie.

Développement du capital humain : Le renforcement de l'éducation est devenu très important car la pandémie de COVID-19 pourrait provoquer une "catastrophe générationnelle". Pour éviter un ralentissement du développement humain, les décideurs politiques doivent mettre en place des moyens pour rattraper le retard accumulé en matière de scolarisation et d'apprentissage. D'autres initiatives gouvernementales importantes, telles que l'amélioration et l'optimisation du système de soins de santé et l'extension du filet de sécurité sociale, seront également nécessaires pour un développement durable et résilient du capital humain.

Les PME et le développement du secteur privé : Les gouvernements de nombreuses régions du monde ont réagi rapidement aux défis sans précédent auxquels les PME sont confrontées en raison de la pandémie de COVID-19, en adoptant un large éventail de mesures de stimulation et de soutien. À plus long terme, il est recommandé d'élaborer une approche stratégique pour le développement du secteur privé ; d'améliorer l'écosystème entrepreneurial national (notamment les accélérateurs d'entreprises, les incubateurs, les grappes et les parcs technologiques) ; d'élargir les possibilités offertes au secteur privé et aux PME innovantes, et de soutenir l'internationalisation des PME et l'intégration des entreprises dans les chaînes de valeur mondiales.

Technologies de l'information et des communications : On assiste à une accélération de la transformation numérique et à une utilisation plus large des applications technologiques numériques ainsi que des outils d'analyse du big data et d'intelligence artificielle. Afin de bénéficier de cette transformation, les pays de l'OCI doivent faciliter l'adoption généralisée et durable de ces technologies et outils par les centres de recherche, les entreprises et les entités publiques concernées. Elles sont également invitées à améliorer leur infrastructure numérique dans les domaines de l'automatisation, de la robotique et de l'intelligence artificielle, à réduire les inégalités d'accès à l'infrastructure numérique, à renforcer la sécurité numérique et à investir dans les compétences numériques, à améliorer l'écosystème d'innovation et à garantir l'inclusion dans la participation aux écosystèmes STI.

Économie verte : Il faut éviter de revenir à des modes de développement traditionnels et dommageables pour l'environnement si l'on veut que la sortie de crise soit durable et résiliente. Une stratégie de relance par la croissance verte doit être mise en œuvre comme alternative. La transition vers une économie verte aura des effets favorables non seulement sur l'environnement, mais aussi sur l'économie et le bien-être social. Au moins quatre domaines clés doivent être considérés comme



prioritaires pour la relance de la croissance verte dans les pays de l'OCI : l'adoption de technologies agricoles "intelligentes pour le climat", la conception de politiques visant à soutenir la transition vers une économie circulaire, l'investissement dans la transition du système énergétique et l'encouragement des initiatives de villes intelligentes.

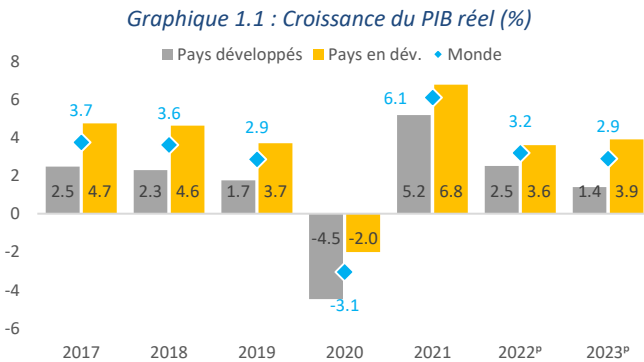
CHAPITRE 1: DEVELOPPEMENTS RECENTS DANS L'ECONOMIE MONDIALE: TENDANCES ET PERSPECTIVES



CROISSANCE ECONOMIQUE

Fort rebond en 2021, mais la guerre ralentit la reprise

La pandémie de COVID-19 et les mesures d'endiguement associées ont entraîné un ralentissement sans précédent des activités économiques dans le monde entier en 2020. Selon



Source: FMI, base de données des perspectives de l'économie mondiale (WEO), avril 2022 ; Mise à jour des perspectives de l'économie mondiale, juillet 2022.
Note: P= Projection

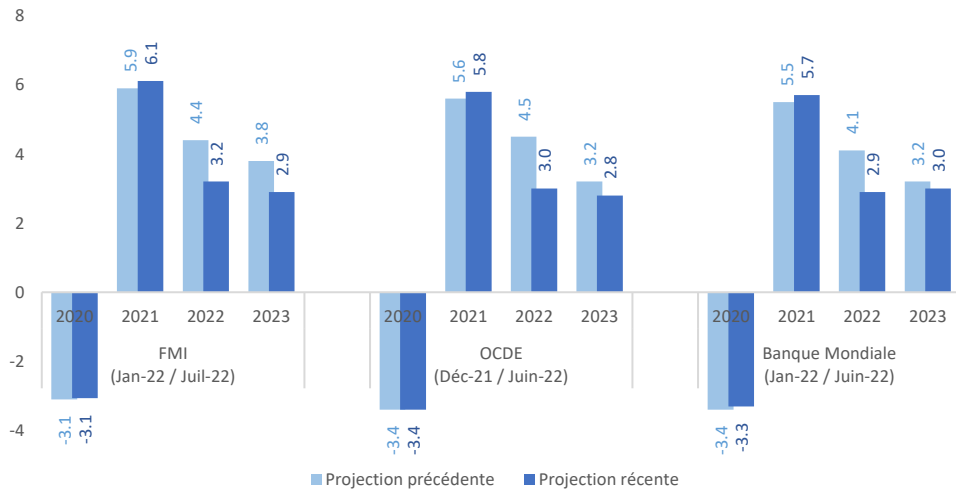
le Fonds monétaire international (IFM, 2022a), le PIB réel mondial s'est contracté de 3,1 %, les économies développées se contractant davantage que les pays en développement, respectivement de -4,5 % et de -2,0 %. Après la contraction de 2020, la croissance économique mondiale est estimée à 6,1 % en 2021, soutenue par

une forte reprise tant dans les pays développés (5,2 %) que dans les pays en développement (6,8 %) (*Graphique 1.1*). Il convient toutefois de noter que ces taux de croissance élevés prévus pour 2021 sont, en grande partie, le résultat d'un effet de base et ne signalent pas nécessairement une reprise durable de l'activité économique. Les graves contractions de la production enregistrées par les pays du monde entier en 2020 ont entraîné une faible base de comparaison et un report statistique important, amplifiant les taux de croissance en glissement annuel en 2021 (UN, 2021). Pour la même raison, les taux de croissance modérés prévus pour 2022 pourraient être partiellement attribués à la dissipation de l'effet de base.

Au milieu de l'année 2022, la pandémie est lentement maîtrisée et l'économie mondiale continue de se remettre du COVID-19. Toutefois, le conflit entre la Russie et l'Ukraine devrait avoir un impact considérable sur la reprise économique mondiale post-pandémique et faire peser des incertitudes importantes sur les perspectives. En conséquence, la croissance économique mondiale pour 2022 a été ramenée à 3,2 % dans les projections du FMI de juillet 2022, soit 1,2 point de pourcentage de moins que ce qui avait été prévu en janvier. De même, la projection pour 2023 a été révisée à la baisse de 0,9 point de pourcentage, à 2,9 %. La Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont apporté des révisions similaires à leurs prévisions de croissance économique mondiale pour 2022 et 2023 (*Graphique 1.2*). Les perspectives pour ces années sont toutefois très incertaines, en fonction de divers risques : une éventuelle escalade de la guerre en Ukraine, une intensification des sanctions à l'encontre de la Russie, un ralentissement plus marqué que prévu en Chine, une nouvelle flambée de la pandémie avec l'apparition d'une nouvelle souche virale plus contagieuse, et une montée des tensions sociales en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires et de

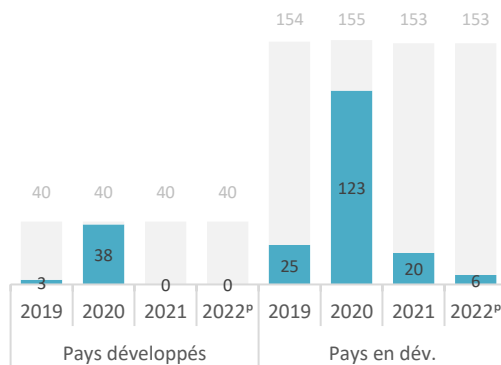
l'énergie (IMF, 2022a). En effet, la guerre en cours en Ukraine et les sanctions contre la Russie devraient affaiblir la croissance économique mondiale par le biais d'impacts directs sur les deux pays et de retombées mondiales, frappant notamment les pays ayant des liens économiques étroits avec ces derniers.

Graphique 1.2 : Révisions des projections de croissance du PIB réel mondial (%)



Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale, mise à jour de janvier 2022 et mise à jour de juillet 2022 ; Banque mondiale, Perspectives économiques mondiales, décembre 2021 et juin 2022 ; OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE, janvier 2022 et juin 2022.

Graphique 1.3 : Nombre de pays ayant un taux de croissance négatif du PIB



Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2022

Note: P= Projection

20 pays en développement ont connu une contraction de leur PIB. Les projections pour 2022 montrent que seuls six pays en développement enregistreront un taux de croissance négatif (Graphique 1.3).

Selon le FMI, en 2019, avant le déclenchement de la pandémie, seules 28 économies dans le monde ont enregistré un taux de croissance négatif du PIB. Avec l'effondrement de l'économie mondiale dû à la pandémie en 2020, 38 des 40 pays développés et 123 des 155 pays en développement ont connu un taux de croissance économique négatif lors de cette année. Compte tenu du processus de reprise économique en cours qui a débuté fin 2020, les données pour 2021 indiquent que tous les pays développés ont atteint un taux de croissance positif et que seuls

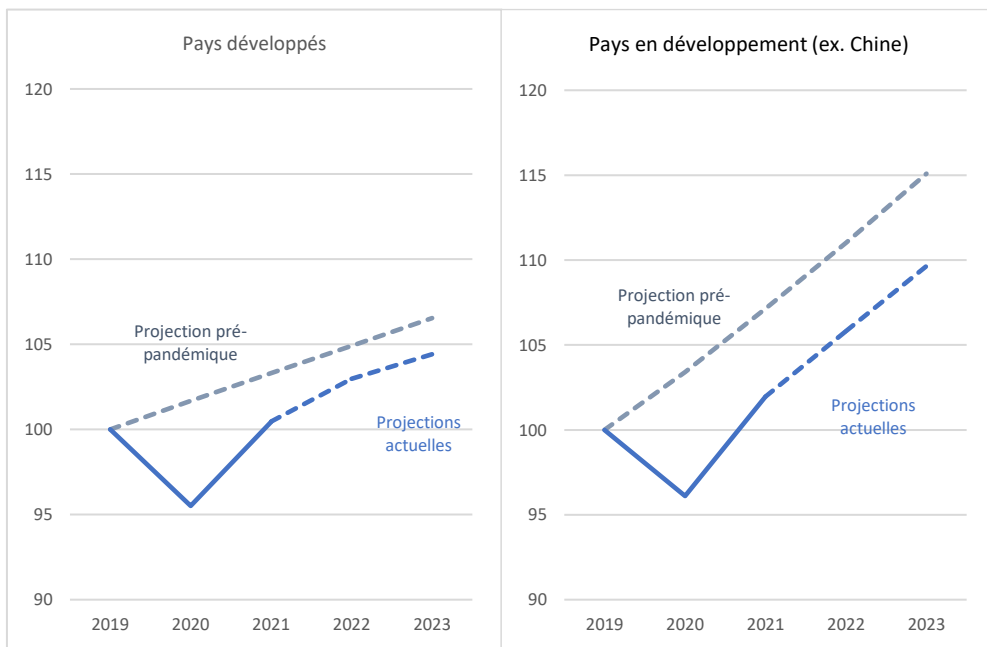


La divergence des perspectives économiques entre les pays reste une préoccupation majeure

Bien que les trois organisations internationales susmentionnées - le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE - prévoient une forte reprise après 2020, le processus de reprise restera inégal, certains pays connaissant une croissance beaucoup plus rapide que d'autres. Il faudra peut-être plusieurs années à certaines économies pour retrouver les valeurs de leur PIB d'avant la pandémie. Les divergences dans la vitesse de la reprise entre les pays sont principalement liées aux grandes différences dans le rythme de la vaccination et l'étendue du soutien de la politique économique. Outre les perturbations actuelles dues à la pandémie, la guerre en Ukraine menace les perspectives de reprise dans le monde entier.

Selon le FMI (2021a), les trajectoires de reprise divergentes sont susceptibles de créer des écarts de niveau de vie nettement plus importants entre les pays en développement et les autres, par rapport aux attentes antérieures à la pandémie. En effet, le *Graphique 1.4* montre que la production globale des pays développés devrait se rapprocher de sa tendance pré-pandémique.

Graphique 1.4 : L'économie mondiale reste en dessous de sa trajectoire de croissance pré-pandémique. (Production globale, 2019=100)

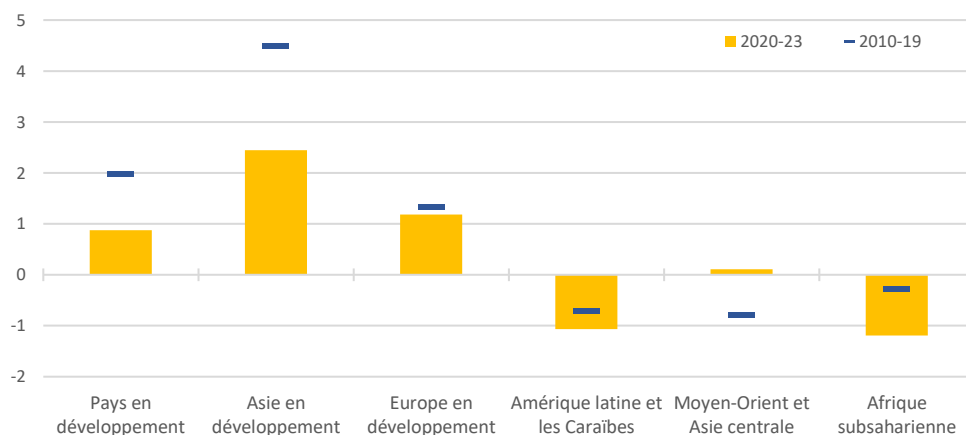


Source: Calcul des auteurs sur la base des données du FMI, bases de données des PEM, mises à jour en octobre 2019, avril 2022 et juillet 2022.

En revanche, la production globale du groupe des pays en développement (à l'exclusion de la Chine) devrait rester inférieure d'environ 5 pourcent aux prévisions antérieures à la pandémie, ce qui constitue un obstacle plus important à l'amélioration de leur niveau de vie.

De même, dans de nombreux pays en développement, la pandémie de COVID-19, associée aux répercussions de la guerre en Ukraine, a détérioré les progrès réalisés pour rattraper le revenu par habitant des pays développés. Selon les estimations, la différence de croissance du revenu par habitant entre les pays en développement et les pays développés devrait diminuer de moitié au cours de la période 2020-23 par rapport à la décennie précédente (*Graphique 1.5*), ce qui indique que le rapprochement du revenu par habitant par rapport aux économies développées

*Graphique 1.5 : Croissance du revenu par habitant par rapport aux pays développés (points de pourcentage)**



Source: Calcul des auteurs sur la base des données du FMI, Base de données des perspectives économiques mondiales, avril 2022.

Note: * Différence moyenne annuelle du taux de croissance du PIB par habitant à prix constants entre les groupes de pays en développement et les pays développés.

ralentirait compte tenu des taux de croissance projetés. Les différences régionales sont également énormes. Les pays en développement d'Europe et surtout d'Asie devraient être confrontés à un ralentissement du processus de rattrapage, tandis que ceux d'Amérique latine et des Caraïbes et d'Afrique subsaharienne, qui s'étaient déjà écartées des pays développés, devraient élargir l'écart. D'autre part, les pays en développement du Moyen-Orient et d'Asie centrale, qui se sont également écartés des pays développés au cours de la période 2010-2019, devraient enregistrer des taux de croissance comparables du revenu réel par habitant au cours de la période entre 2020 et 2023.

Toutes les économies développées, à l'exception de deux d'entre elles, atteindront les niveaux de production pré-pandémique à partir de 2023

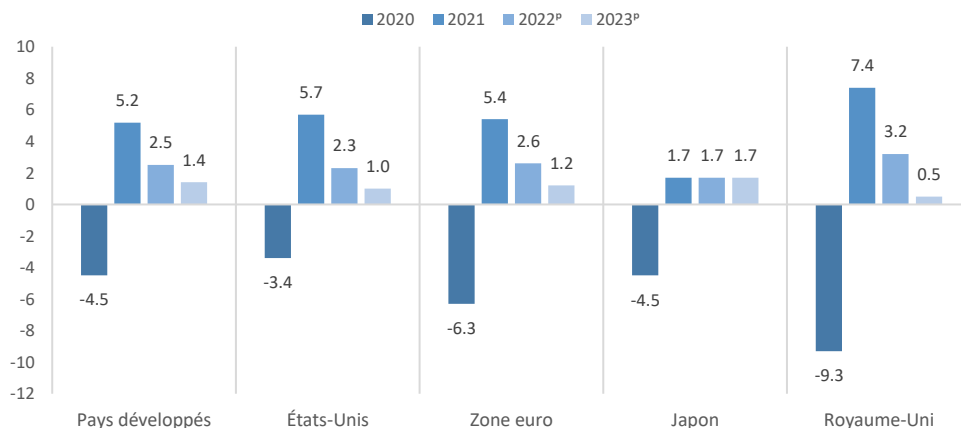
Après une contraction de 4,5 % en 2020, notamment en raison de la pandémie et des perturbations connexes de l'économie mondiale, le PIB réel des pays développés a augmenté de 5,2 % en 2021. La reprise en cours de l'économie mondiale, le soutien budgétaire supplémentaire des États-Unis, la libération d'une importante demande refoulée et l'augmentation progressive des activités économiques parallèlement à la vaccination de la population ont contribué à ce rebond. Néanmoins, 18 des 40 pays développés, tels que l'Espagne, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni, n'ont pas pu atteindre le niveau de production pré-pandémique (2019) en 2021. Les projections du FMI indiquent que la croissance économique des pays développés se ralentira



pour atteindre 2,5 % en 2022, puis 1,4 % en 2023 (*Graphique 1.6*). Alors qu'aucun pays développé ne devrait enregistrer un taux de croissance négatif pendant la période 2022-2023, huit d'entre eux continueront à avoir un niveau de production pré-COVID en 2022 et tous, à l'exception de Macao et de l'Espagne, devraient retrouver leur niveau pré-COVID en 2023.

Se remettant plus rapidement que ses pairs du choc de la pandémie et bénéficiant d'un soutien budgétaire important, l'économie des États-Unis a progressé de 5,7 % en 2021, après une contraction de 3,4 % l'année précédente (*Graphique 1.6*). Ainsi, il fait partie des 22 pays développés qui ont réussi à retrouver le niveau de production pré-pandémique en 2021. La croissance économique aux États-Unis devrait se modérer à 2,3 % en 2022 et à 1,0 % en 2023. Les liens économiques entre les États-Unis et la Russie étant limités, le ralentissement est largement attribué aux perturbations continues de la chaîne d'approvisionnement, au retrait du soutien monétaire pour contrôler l'inflation croissante et à la croissance ralentie des partenaires commerciaux en raison des perturbations résultant de la guerre.

Graphique 1.6 : Croissance du PIB réel dans les pays développés (%)



Source: FMI, Perspectives économiques mondiales, juillet 2022. Note: P= Projection

Bien qu'une vaccination lente et incohérente et des restrictions de mobilité strictes aient limité le rythme de la reprise au premier semestre 2021, la zone euro a connu une reprise plus forte au second semestre, parallèlement à l'accélération des vaccinations et à l'assouplissement des restrictions en cas de pandémie. L'économie de la zone euro a progressé de 5,4 % en 2021 après un effondrement de 6,3 % l'année précédente, ce qui indique que l'activité est restée en deçà des niveaux de fin 2019. Les projections du FMI montrent que la croissance économique de la zone euro se modérera pour atteindre 2,6 % en 2022 et 1,2 % en 2023 (*Graphique 1.6*), notamment en raison de la hausse des prix mondiaux de l'énergie et des problèmes de sécurité énergétique résultant de la guerre et des sanctions qui y sont associées. En outre, certaines industries manufacturières souffrent de perturbations de la chaîne d'approvisionnement, la guerre et les sanctions ayant entravé la production de certains intrants clés et provoqué des pénuries.

La croissance économique du Japon en 2021 a été parmi les plus faibles des pays développés. Après s'être contractée de 4,5 % en 2020, l'économie japonaise n'a progressé que de 1,7 % en

2021, la reprise ayant été freinée par les mesures d'endiguement récurrentes du COVID-19. D'une part, les mesures ont réduit la consommation privée, et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ont eu un impact négatif sur les investissements et les exportations. D'autre part, l'amélioration de la demande mondiale, le soutien budgétaire soutenu et la reprise de l'activité économique dans un contexte de taux de vaccination élevés ont atténué les effets négatifs sur la croissance de l'économie japonaise orientée vers l'exportation. L'économie japonaise devrait maintenir un taux de croissance de 1,7 % en 2022 et 2023 (*Graphique 1.6*). Ainsi, la production ne devrait atteindre le niveau pré-pandémique qu'à la fin de 2023. La croissance limitée des exportations - due aux perturbations de l'offre et à l'affaiblissement de la demande mondiale - et la reprise de la consommation privée sont les principaux facteurs qui devraient influencer ces perspectives.

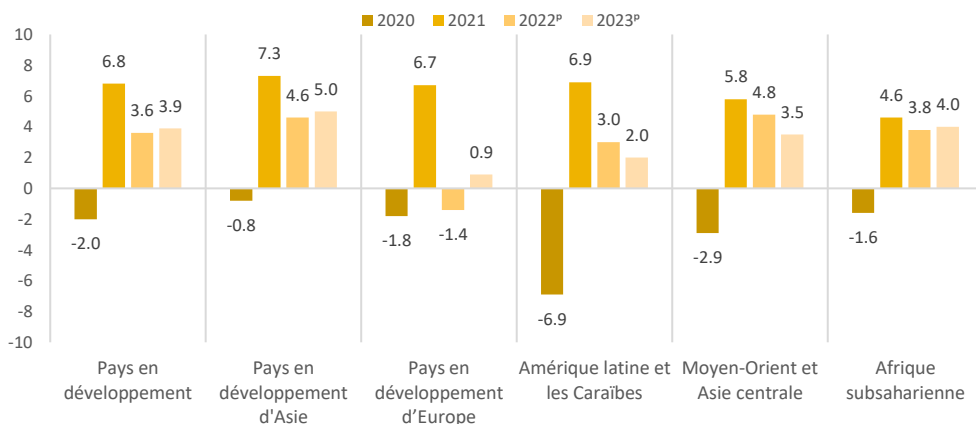
Le Royaume-Uni a été l'un des pays développés les plus touchés par la pandémie, avec une chute du PIB de 9,3% en 2020 (*Graphique 1.6*). Alors que la croissance économique au début de l'année 2021 était négative en raison du verrouillage en cours sous les pressions renouvelées des nouvelles variantes plus transmissibles de COVID, l'économie britannique a enregistré un taux de croissance de 7,4 % en 2021. Cette forte reprise est due en grande partie à un rebond de la consommation privée et publique. À l'avenir, la croissance devrait être atone, car les prix élevés de l'énergie et le resserrement de la politique budgétaire et monétaire pèsent sur les revenus disponibles et la consommation privée (EC, 2022a). Selon les projections du FMI, la croissance de l'économie du Royaume-Uni se modérera à 3,2% en 2022 et à 0,5% en 2023. Avec les taux de croissance prévus, l'activité économique devrait atteindre son niveau pré-pandémique en 2022.

L'activité économique a connu un rebond significatif dans toutes les régions en développement

Le PIB réel des économies en développement s'est contracté de 2,0% en 2020 en raison d'un ralentissement des activités économiques dû aux fermetures et autres mesures de confinement mises en œuvre contre la pandémie. Les effets de la pandémie s'étant progressivement atténués et les pays ayant bénéficié de la hausse des prix des produits de base et de l'amélioration de la demande extérieure, la croissance économique a atteint 6,8 % en 2021 –, soit le taux le plus élevé depuis 2010 (*Graphique 1.7*). Si cela signifie que le PIB réel pré-pandémique a été nettement dépassé en 2021, il n'en reste pas moins qu'une grande partie de ce rebond provient de certaines grandes économies, car la reprise dans de nombreux autres pays a été limitée en raison de l'augmentation du nombre de cas de COVID-19, des obstacles à la mise à disposition et au déploiement des vaccins, et du manque de soutien fiscal. En effet, la Chine et l'Inde ont contribué à plus de la moitié de la croissance des pays en développement en 2021. Avec la Türkiye, la Russie et la Libye, ces cinq pays ont représenté les deux tiers de la croissance en 2021. Alors que la croissance dans les pays en développement devrait ralentir pour atteindre 3,6 % en 2022, la Chine et l'Inde devraient rester les principaux moteurs de la croissance, représentant plus de la moitié de cette croissance (*Graphique 1.8*).



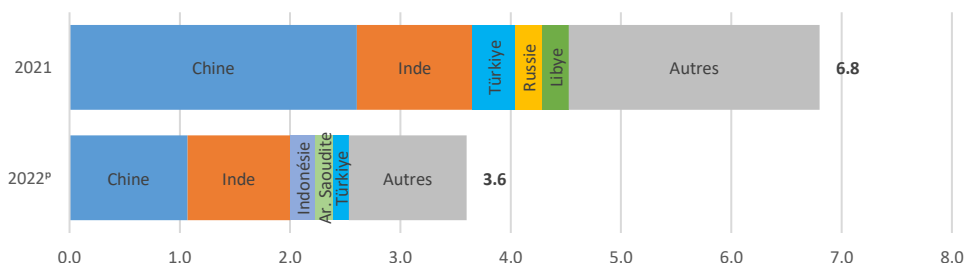
Graphique 1.7 : Croissance du PIB réel dans les pays en développement (%)



Source: FMI, Perspectives économiques mondiales mises à jour en juillet 2022.
Note: P= Projection

L'activité économique a rebondi de manière significative dans toutes les régions en développement en 2021, alors qu'elles avaient enregistré des taux de contraction très différents l'année précédente (Graphique 1.7). Région la moins contractée en 2020, l'Asie en développement a été la région à la croissance la plus rapide en 2021 avec un taux de croissance de 7,3 %. La croissance économique de la région, tirée principalement par la Chine et l'Inde, devrait atteindre 4,6 % en 2022 et 5,0 % en 2023. Le moteur de croissance de la région, la Chine a enregistré un taux de croissance de 8,1% en 2021, après un creux historique de 2,2% l'année précédente en raison de la situation de la pandémie. La principale contribution à ce résultat a été l'amélioration de la demande intérieure facilitée par des mesures d'endiguement efficaces, des investissements publics et une aide en liquidités. Toutefois, avant de se raffermir légèrement pour atteindre 4,6 % en 2023, la croissance économique de la Chine devrait s'affaiblir pour atteindre 3,3 % en 2022, en raison des blocages fréquents et de grande ampleur liés à la stratégie "zéro COVID", malgré les mesures budgétaires et monétaires fortes annoncées pour compenser les effets des mesures liées au COVID et l'affaiblissement de la demande extérieure. En Inde, l'économie a rebondi de 8,7 % en 2021 malgré une énorme épidémie de COVID, après une contraction de 6,6 % l'année précédente. La croissance devrait rester robuste à 7,4% en 2022 avant de se modérer à 6,1% en 2023, selon les projections du FMI.

Graphique 1.8 : Principaux contributeurs à la croissance économique des pays en développement (points de pourcentage)



Source: FMI, base de données des perspectives de l'économie mondiale, mise à jour en avril et juillet 2022.
Note: P= Projection

Après s'être contractée de 1,8% en 2020, la production dans les pays en développement d'Europe a augmenté de 6,7% en 2021. Toutefois, l'économie de la région devrait se contracter de 1,4 % en 2022 en raison de la guerre en Ukraine (*Graphique 1.7*). Une chute sévère à deux chiffres du PIB est attendue en Ukraine (-35%) en raison de la guerre en cours. Une forte contraction est également prévue pour la Russie (-6,0 %) en raison des sanctions et des décisions des pays européens pour limiter les importations d'énergie. Les coûts économiques de la guerre devraient s'étendre à d'autres pays, en particulier à ceux qui se trouvent à proximité. En outre, certains pays de la région ont des liens économiques et commerciaux importants avec la Russie et l'Ukraine. Par conséquent, la guerre devrait affecter négativement les activités économiques de ces pays. Le déplacement de millions d'Ukrainiens vers les pays voisins devrait également intensifier les pressions économiques dans la région.

L'Amérique latine et les Caraïbes (ALC), la région en développement la plus contractée en 2020 (-6,9 %), a enregistré un taux de croissance de 6,9 % en 2021 (*Graphique 1.7*). Après ce rebondissement après la récession de la pandémie, la croissance devrait ralentir fortement pour atteindre 3,0 % en 2022 et 2,0 % en 2023. Ces projections indiquent que la production régionale dépassera en 2022 d'environ 2,5 % son niveau d'avant la pandémie de 2019. Ayant relativement moins de liens économiques avec l'Europe, la région devrait être plus touchée par le resserrement des conditions financières, en partie à cause du resserrement monétaire américain plus rapide que prévu, de l'affaiblissement de la croissance de la demande extérieure, de l'augmentation de l'inflation et de la forte incertitude politique dans certains pays (Banque mondiale, 2022).

Après une contraction de 2,9 % en 2020, l'économie régionale du Moyen-Orient et de l'Asie centrale a rebondi de 5,8 % en 2021 et devrait enregistrer un taux de croissance de 4,8 % en 2022 et de 3,5 % en 2023. (*Graphique 1.7*). La croissance régionale devrait être principalement alimentée par une croissance robuste dans les pays exportateurs de pétrole, renforcée par la hausse des prix du pétrole, et par une atténuation générale des effets négatifs de la pandémie. La reprise prévue serait plus forte en l'absence des effets néfastes de la guerre en Ukraine sur les importateurs de pétrole. S'ajoutant aux retombées du resserrement des conditions financières mondiales, la guerre a sapé la demande extérieure, accru l'incertitude et fait grimper les prix des denrées alimentaires et de l'énergie. L'économie saoudienne, la plus importante de la région, devrait enregistrer un taux de croissance record de 7,6 % en 2022, avant de ralentir à 3,7 % en 2023. Si les taux de croissance projetés permettront à l'Arabie saoudite de dépasser son niveau de production pré-pandémique en 2022, un tiers des pays de la région, dont certains ont connu une contraction à deux chiffres en 2020, ne devraient pas atteindre les niveaux d'activité économique de 2019 d'ici la fin 2022.

La production en Afrique subsaharienne (ASS), effondrée de 1,6 % en 2020 en raison de la pandémie, a progressé de 4,6 % en 2021, soutenue par les retombées du renforcement de l'activité économique mondiale, y compris une forte demande extérieure et une hausse des prix des produits de base. La croissance économique régionale devrait ralentir à 3,8 % en 2022 et s'améliorer légèrement à 4,0 % l'année prochaine (*Graphique 1.7*). Le ralentissement de la croissance mondiale et l'augmentation des prix des denrées alimentaires et des carburants due



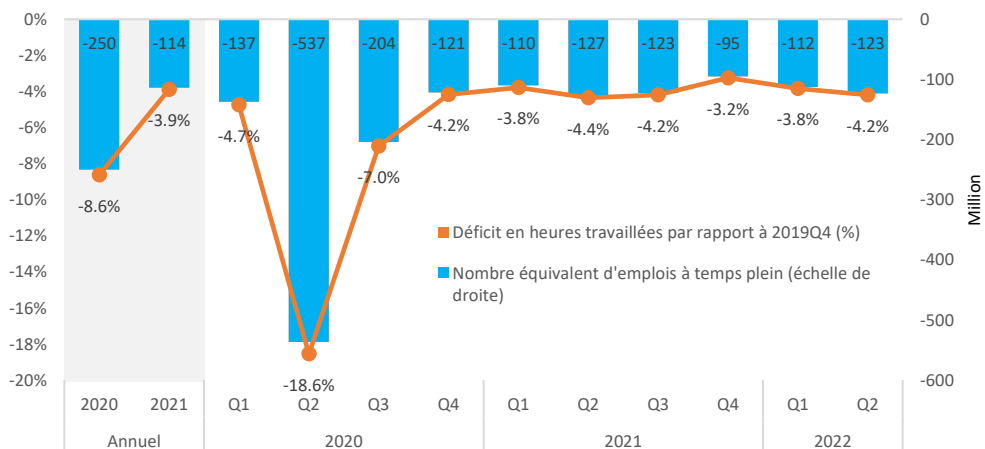
à la guerre influencent principalement les perspectives de la région. Bien que certains grands exportateurs de métaux et d'énergie profitent de la hausse des prix des produits de base, les pressions sur les prix et l'inflation élevée menacent l'accessibilité des denrées alimentaires et les revenus réels dans toute la région. Accueillant de nombreux pays moins développés, la région souffre de pauvreté et d'inégalités, déjà aggravées par la pandémie et ses effets négatifs persistants. À l'horizon des prévisions, un nombre encore plus important de personnes devraient tomber dans l'extrême pauvreté, en particulier dans les pays tributaires des importations de denrées alimentaires et de combustibles.

CHOMAGE

Le taux de chômage restera supérieur aux niveaux pré-pandémiques

La pandémie, ainsi que les fermetures de lieux de travail et autres mesures mises en œuvre pour enrayer la propagation du virus, ont entraîné un ralentissement remarquable de l'activité économique dans le monde entier et ont provoqué des ravages sur les marchés du travail. Les estimations récentes de l'Organisation internationale du travail soulignent que, par rapport au quatrième trimestre de 2019, 8,6% du total des heures de travail ont été perdues en 2020 - l'équivalent des heures travaillées en un an par 250 millions de travailleurs à temps plein. Lorsque les pays ont repris leur activité économique au cours de la deuxième année de la pandémie, le déficit d'heures de travail par rapport à la situation antérieure à la pandémie s'est réduit à 3,9 % en 2021, ce qui correspond à un déficit de 114 millions d'emplois équivalents à temps plein (ETP) (sur la base d'une semaine de travail de 48 heures) (Graphique 1.9).

Graphique 1.9 : Estimations globales du déficit d'heures travaillées par rapport au T4 2019 et de la perte correspondante d'emplois ETP



Source: ILOSTAT, Estimations modélisées de l'OIT.

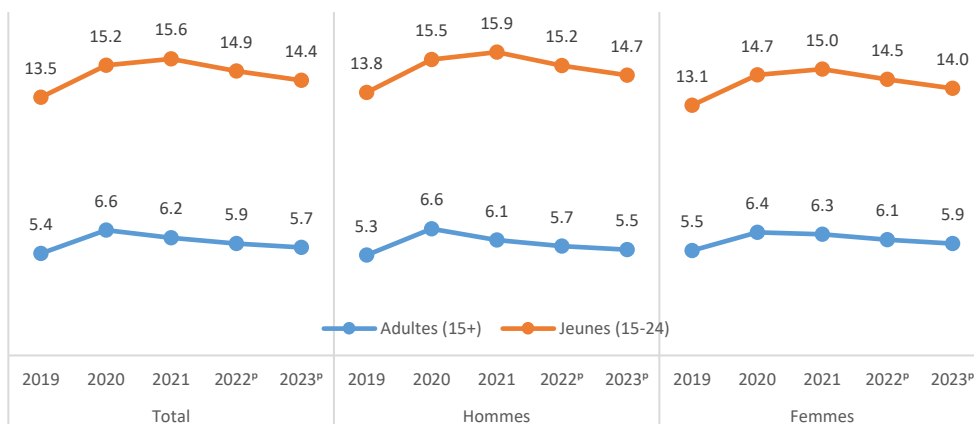
Note: Les heures travaillées sont ajustées pour la population âgée de 15 à 64 ans. L'ETP (équivalent à temps plein) est basé sur une semaine de travail de 48 heures. Le déficit représente les heures supplémentaires travaillées qui existeraient si le rapport entre le nombre total d'heures hebdomadaires travaillées et la population âgée de 15 à 64 ans était au niveau du quatrième trimestre de 2019.

Sur une base trimestrielle, la perte d'heures de travail - qui a culminé à 18,6 % au deuxième trimestre de 2020 - a été la plus faible au quatrième trimestre de 2021 (3,2 %). Toutefois, les

estimations signalent une détérioration jusqu'en 2022. Au cours du premier trimestre de 2022, le nombre d'heures travaillées au niveau mondial est estimé à 3,8 % en dessous du niveau de référence pré-pandémique, ce qui équivaut à un déficit de 112 millions d'emplois à temps plein. Selon l'OIT (2022), les récentes mesures d'endiguement mises en œuvre en Chine expliquent l'essentiel (86%) de la baisse mondiale des heures travaillées au T1 de 2022. Au niveau mondial, le niveau des heures travaillées devrait encore baisser au deuxième trimestre 2022, principalement en raison de la poursuite des mesures d'endiguement de la Chine et des répercussions du conflit en Ukraine. La dernière projection de l'OIT pour le deuxième trimestre de 2022 montre que le niveau des heures travaillées devrait baisser de 4,2 % par rapport au niveau pré-pandémique, ce qui équivaut à 123 millions d'emplois à temps plein.

Selon les estimations de l'OIT, le chômage mondial s'élevait à 214,2 millions en 2021, soit 9,5 millions de moins que l'année précédente, mais toujours 28,3 millions de plus que le niveau d'avant la pandémie de 2019. Le taux de chômage mondial a baissé de 0,4 point de pourcentage pour atteindre 6,2 % en 2021, après avoir culminé à 6,6 % en 2020, soit le niveau le plus élevé depuis 1991, date à laquelle commencent les données disponibles. Il devrait encore s'améliorer, passant tout d'abord à 5,9% en 2022, puis à 5,7% en 2023 (*Graphique 1.10*). En général, l'amélioration du chômage d'ici 2023 ne suffira pas à combler les lacunes créées par la pandémie, le taux de chômage restant supérieur au niveau de 2019 et le nombre de chômeurs dépassant son niveau de 2019 de près de 17 millions.

Graphique 1.10 : Taux de chômage mondial (%)



Source: ILOSTAT, Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2021.

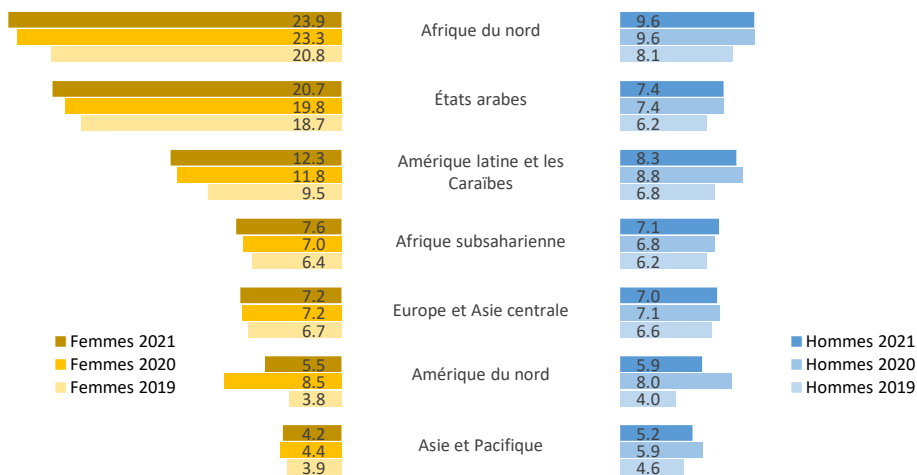
La forte contraction de l'économie mondiale en 2020 a eu des effets négatifs disproportionnés sur l'emploi et les revenus de certains groupes tels que les jeunes, les femmes, les travailleurs ayant un niveau d'éducation relativement faible, les travailleurs migrants saisonniers et les travailleurs informels. Constituant de larges segments de la population, notamment dans les pays en développement, ces groupes ont été plus vulnérables aux aspects économiques négatifs de la pandémie et des mesures d'endiguement et, par conséquent, ont généralement été les plus touchés. Les jeunes de 15 à 24 ans constituent un segment particulièrement vulnérable de la population mondiale, avec un taux de chômage environ 2,5 fois plus élevé que celui des adultes. La



faiblesse des possibilités d'emploi pour les jeunes, qui constituait déjà un défi mondial, s'est encore aggravée en raison de l'effondrement économique induit par la pandémie. En conséquence, le taux de chômage des jeunes a augmenté de 1,7 point de pourcentage pour atteindre 15,2 % en 2020. En outre, on estime qu'il a encore augmenté (contrairement au taux de chômage général des adultes) pour atteindre le niveau record de 15,6 % en 2021. (Graphique 1.10). En conséquence, le chômage des jeunes est estimé avoir atteint 75,1 millions en 2021, contre 67,2 millions en 2019, représentant 35% du chômage total. Même si le chômage des jeunes devrait diminuer au cours de la période 2022-23 pour atteindre 14,4 %, il restera supérieur à son niveau de 2019, avec plus de 71 millions de jeunes sans emploi dans le monde.

Le taux de chômage des hommes aurait diminué de 0,5 point de pourcentage pour atteindre 6,1% en 2021. De nouvelles diminutions sont attendues au cours des deux prochaines années, tout en restant au-dessus de son niveau pré-pandémique (Graphique 1.10). Le taux de chômage des femmes devrait diminuer à un rythme plus lent, de 0,1 point de pourcentage, pour atteindre 6,3% en 2021. Cependant, malgré cette baisse, environ 350 000 femmes supplémentaires sont venues s'ajouter à la population des chômeurs cette année-là. Les estimations montrent que le taux de chômage des femmes diminuera pour atteindre 6,1 % en 2022 et 5,9 % en 2023, tout en restant supérieur au taux des hommes ainsi qu'au niveau pré-pandémique, ce qui indique que la population féminine souffrira sur le marché du travail des effets négatifs prolongés de la pandémie. En outre, le taux d'activité, après avoir fortement baissé en 2020, a augmenté de 0,4 point de pourcentage pour les hommes et les femmes et a continué à être nettement plus faible pour les femmes (46,4 %) que pour les hommes (71,7 %) en 2021.

Graphique 1.11 : Taux de chômage par région et par sexe (%)



Source: ILOSTAT, Estimations modélisées de l'OIT.

Note: La classification régionale est basée sur les Groupes de pays de l'OIT. Les régions sont classées en fonction de la différence entre le taux de chômage des femmes et celui des hommes en 2021.

Alors que les taux de chômage ont augmenté pour les hommes et les femmes dans toutes les régions du monde en 2020, les évolutions en 2021 ont varié selon le sexe et la région. (Graphique 1.11). Le taux de chômage des hommes a diminué ou est resté stable dans toutes les régions, sauf en Afrique subsaharienne. Le taux de chômage des femmes a augmenté dans les États

arabes, en Afrique du Nord, en Afrique subsaharienne et en Amérique latine et dans les Caraïbes ; il a diminué en Amérique du Nord et en Asie et dans le Pacifique ; et est resté relativement stable en Europe et en Asie centrale. Dans l'ensemble, dans aucune région, ni le taux de chômage des hommes ni celui des femmes n'a baissé par rapport à la période pré-pandémique. En outre, l'écart entre les taux de chômage féminin et masculin s'est creusé en 2021 dans toutes les régions, à l'exception de l'Amérique du Nord et de l'Asie-Pacifique, qui présentent déjà des taux de chômage relativement bas. En Afrique du Nord et dans les États arabes, le taux de chômage des femmes continue d'être plus de deux fois supérieur à celui des hommes, principalement en raison de certaines normes sociales et de facteurs propres à chaque pays (SESRIC, 2021). Il ressort clairement du *Graphique 1.11* que pour les femmes, il est plus difficile d'obtenir un emploi dans de nombreuses régions en développement dans le monde.

PRIX ET INFLATION

La guerre augmente les prix des produits de base et l'inflation dans le monde entier

En 2020, les marchés des produits de base ont été confrontés à de fortes perturbations dues à la pandémie et aux mesures d'atténuation associées qui ont entraîné une chute de la demande mondiale pour la plupart des produits de base en raison d'une forte réduction de la consommation, de la production et des investissements. Les prix des produits de base ont fortement baissé en raison de la dégringolade de la demande mondiale, les prix du pétrole étant particulièrement touchés, chutant d'un tiers (32,7 %) par rapport à 2019. Derrière cette baisse des prix du pétrole se trouve une forte contraction des activités de voyage et de transport, qui représentaient les deux tiers de la consommation de pétrole, en raison des contrôles effectués pour ralentir la propagation de la pandémie (Banque mondiale, 2020).

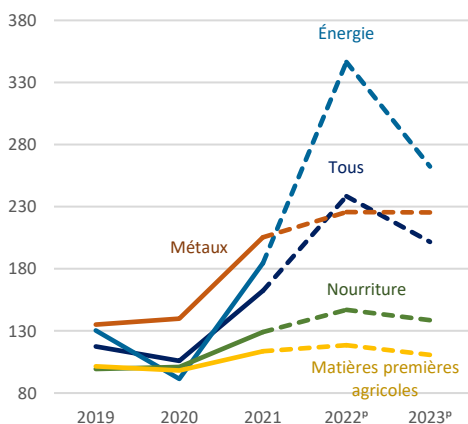
Avec l'assouplissement des restrictions tout au long de 2021, la demande s'est accélérée, mais l'offre a été plus lente à réagir dans un contexte de perturbations continues. Les prix des produits de base ont sensiblement augmenté par rapport à leurs faibles niveaux de l'année précédente. Pour être précis, ils ont augmenté de moitié (53,2 %), comme le montre l'indice des prix des produits de base du FMI (*Graphique 1.12*). Sous l'effet d'une forte reprise de la demande et de l'amélioration des perspectives économiques mondiales, les prix du pétrole ont augmenté de deux tiers (67,3 %) et les prix globaux de l'énergie (carburant) ont doublé (101,8 %). Les prix des métaux, soutenus par la reprise de l'industrie manufacturière mondiale, l'amélioration des perspectives d'investissement dans les infrastructures dans les économies avancées et les perturbations de l'approvisionnement dues au COVID-19, ont augmenté de près de la moitié (46,8 %). Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 27,8% et ceux des matières premières agricoles de 15,8% par rapport à leur niveau en 2020.

Les prix des produits de base devraient encore augmenter en 2022 dans un contexte d'escalade des tensions géopolitiques et de la guerre en Ukraine qui a débuté vers la fin de février. L'indice des prix des produits de base devrait augmenter de moitié (46,9%), principalement en raison d'une forte hausse des prix des produits énergétiques (87,9%). Le pétrole brut Brent a temporairement atteint 140 dollars au début du mois de mars, les marchés ayant commencé à



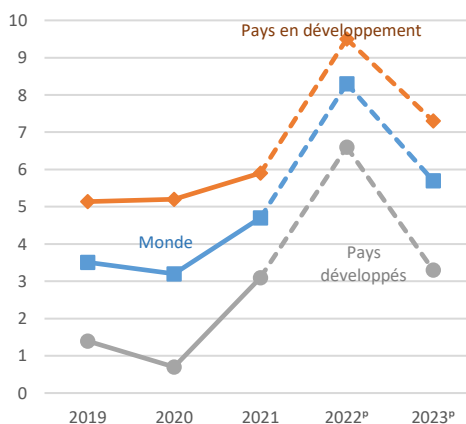
bouder le pétrole russe de l'Oural et plusieurs pays ayant interdit les importations de pétrole russe (IMF, 2022a). Compte tenu du risque d'une baisse importante des exportations russes de pétrole, les prix du pétrole devraient augmenter d'environ 55 % en 2022 par rapport à l'année dernière et ne baisser que légèrement (13 %) en 2023. Les prix des métaux devraient encore augmenter de 9,9 % en 2022 et rester inchangés l'année suivante. Les prix mondiaux des denrées alimentaires devraient également augmenter de 13,9 %, atteignant des niveaux sans précédent, en raison principalement de la réduction de l'offre de l'Ukraine (un important producteur de blé et de maïs), de la baisse des exportations russes et de la forte augmentation des prix des engrais.

Graphique 1.12 : Cours mondiaux des produits de base (2016=100)



Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2022
Note: P= Projection

Graphique 1.13 : Inflation (%)



Source: FMI, base de données des perspectives de l'économie mondiale, mise à jour en avril et juillet 2022.
Note: Variation annuelle moyenne des prix à la consommation (IPC); P= Projection

Même avant la guerre, les pénuries d'approvisionnement, la libération de la demande refoulée et le rebond des prix des matières premières ont entraîné une augmentation rapide de l'inflation des prix à la consommation dans le monde entier. L'inflation mondiale a augmenté à 4,7 % en 2021 après avoir ralenti à 3,2 % en 2020. L'augmentation de l'inflation a été plus marquée dans les pays développés, passant de 0,7 % à 3,1 %, tandis que l'inflation dans les pays en développement a augmenté de 5,2 % à 5,9 % (Graphique 1.13). Certaines banques centrales de pays développés et en développement, notamment la Réserve fédérale américaine, ont déjà avancé le calendrier de leur resserrement de la politique monétaire en raison de la montée des pressions inflationnistes. Les pénuries d'approvisionnement liées à la guerre devraient fortement intensifier ces pressions, surtout en raison de l'augmentation des prix de l'énergie, des métaux et des denrées alimentaires. En conséquence, pour 2022, l'inflation devrait atteindre 6,6 % dans les pays développés et 9,5 % dans les pays en développement, avec une moyenne mondiale de 8,3 %. Bien que les projections signalent un déclin en 2023, il existe une grande incertitude quant aux déséquilibres entre l'offre et la demande, y compris ceux qui découlent de la guerre.

La hausse de l'inflation est devenue une préoccupation centrale dans de nombreux pays. Dans certaines économies avancées, dont les États-Unis et certains pays européens, comme l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas, l'inflation de 2022 devrait être la plus élevée depuis 40

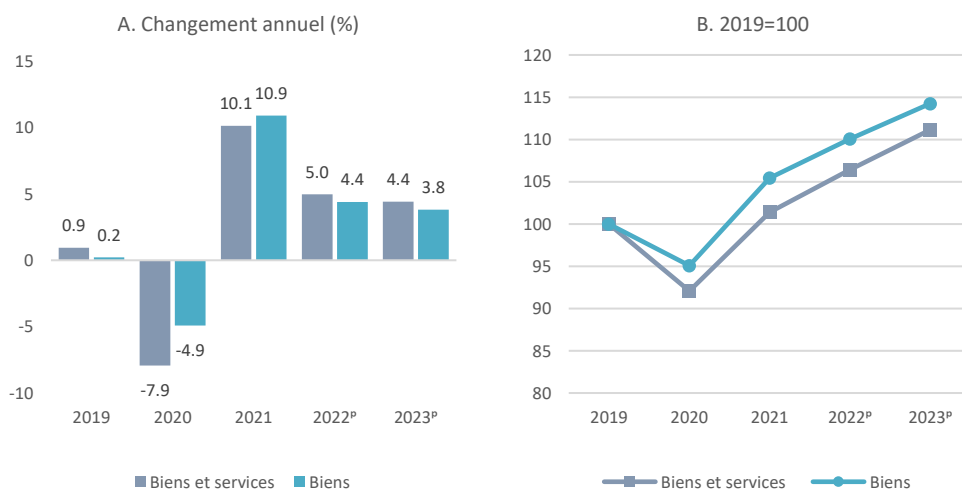
ans. Selon le FMI (2022a), il existe un risque croissant que les anticipations d'inflation s'éloignent des objectifs des banques centrales, ce qui entraînerait une réaction plus agressive de ces dernières. À mesure que les banques centrales des économies avancées resserrent leur politique et que les taux d'intérêt augmentent dans ces pays, les pays en développement pourraient être confrontés à un nouveau retrait de capitaux et à des dépréciations de devises susceptibles d'accroître les pressions inflationnistes. L'augmentation du coût de la vie due à une inflation élevée, en particulier la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants, pourrait accroître le risque de troubles sociaux, notamment dans les pays en développement.

COMMERCE INTERNATIONAL

Le volume des échanges dépasse le niveau pré-pandémique en 2021, mais la croissance ralentit

Les mesures de confinement et les fermetures visant à enrayer la pandémie ont eu un effet négatif sur la demande et l'offre. Le transport international et les chaînes de valeur mondiales (CVM) ont également été remarquablement perturbés pendant les fermetures des économies. Les effets négatifs sans précédent de la pandémie ont entraîné un effondrement remarquable (-7,9 %) du volume des échanges mondiaux en 2020. Toutefois, la reprise a été rapide, en particulier dans le commerce des marchandises, tandis que le commerce des services reste atone, notamment en raison de la lenteur de la reprise des activités de voyage. Les échanges de marchandises, après avoir baissé de 4,9 % en 2020, ont augmenté de 10,9 % en 2021, ce qui se traduit par un volume de 5,4 % d'échanges mondiaux de marchandises supérieur à celui d'avant la pandémie. Les échanges de biens et de services, qui ont augmenté de 10,1 % en 2021, ne dépassent pourtant que 1,5 % leur niveau d'avant la pandémie (*Graphique 1.14*).

Graphique 1.14: Volume du commerce international



Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2022
 Note: P= Projection



En raison du ralentissement important de l'activité globale, de la guerre en Ukraine et des effets persistants de la pandémie, la croissance du commerce mondial devrait connaître un ralentissement remarquable en 2022. Les sanctions imposées dans le but de faire pression sur la Russie pour qu'elle mette fin à la guerre limitent les liens financiers et commerciaux entre la Russie et d'autres pays, ce qui a des répercussions considérables. En conséquence, les projections actuelles du FMI indiquent que la croissance du volume du commerce mondial des biens et des services devrait ralentir à 5,0 % en 2022, puis à 4,4 % en 2023. Le volume des échanges de marchandises devrait ralentir à 4,4 % en 2022 et à 3,8 % l'année prochaine (*Graphique 1.14.A*). Néanmoins, il maintiendra une tendance à la reprise plus rapide par rapport à l'ensemble du commerce (*Graphique 1.14.B*)

En dollars américains nominaux, le commerce de marchandises a enregistré un taux de croissance à deux chiffres dans toutes les régions en 2021, alors que toutes les régions ont enregistré une baisse des exportations et des importations l'année précédente, bien qu'à des échelles différentes (*Tableau 1.1*). La valeur des exportations mondiales de marchandises, qui s'est encore contractée de 7,2 % en 2020 avec l'impact de la pandémie après une contraction de 2,8 % l'année précédente, a augmenté de 26,3 % en 2021. Au niveau régional, la plus forte croissance en 2021 a été enregistrée au Moyen-Orient (40,5%), principalement en raison d'une augmentation des prix du pétrole résultant de la reprise de l'activité économique dans l'économie mondiale. Les exportations en provenance d'Asie, qui ont diminué modérément de 1,4 % en 2020, ont augmenté de 27,2 % en 2021. Parallèlement à la forte expansion des exportations, les importations ont également augmenté de manière significative dans toutes les régions, allant de 21,8% au Moyen-Orient à 41,7% en Amérique du Sud et centrale et dans les Caraïbes.

Tableau 1.1: Variation annuelle des valeurs du commerce mondial par région sélectionnée (%)

Exportations			Région	Importations		
2019	2020	2021		2019	2020	2021
MARCHANDISES						
-2.8	-7.2	26.3	Monde	-2.6	-7.5	26.0
-5.6	-17.5	38.7	Afrique	-0.1	-13.7	24.4
-1.9	-1.4	27.2	Asie	-3.8	-6.4	30.1
-2.8	-6.3	22.0	Europe	-2.9	-6.3	23.0
-8.8	-24.7	40.5	Moyen-Orient	2.1	-12.6	21.8
-0.6	-12.4	23.3	Amérique du Nord	-1.8	-8.1	23.1
-5.8	-9.1	33.8	Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes	-5.0	-16.0	41.7
SERVICES COMMERCIAUX						
3.1	-17.8	17.4	Monde	3.8	-18.8	15.0
3.6	-34.9	20.9	Afrique	4.2	-24.1	8.5
3.4	-19.9	17.6	Asie	0.0	-19.9	14.4
2.2	-13.7	18.3	Europe	6.4	-14.0	13.7
12.9	-22.6	27.8	Moyen-Orient	5.2	-29.5	25.6
3.6	-19.6	10.7	Amérique du Nord	4.4	-22.8	17.7
0.0	-36.2	19.9	Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes	-2.9	-29.5	19.4

Source: Calcul des auteurs basé sur les données de WTO STATS.

Se contractant plus sévèrement que le commerce de marchandises en 2020, le commerce des services commerciaux a également enregistré un rebond plus faible en 2021 par rapport à celui des exportations de marchandises. Au niveau mondial, les exportations de services commerciaux ont augmenté de 17,4% en 2021 après avoir chuté de 17,8% l'année précédente. Au niveau régional, du côté des exportations, le Moyen-Orient a enregistré la plus forte augmentation (27,8%) des exportations de services commerciaux en 2021. Viennent ensuite l'Afrique (20,9 %) et l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et les Caraïbes (19,9 %), les régions les plus durement touchées, les exportations de services commerciaux ayant chuté d'un tiers en 2020. Du côté des importations, le Moyen-Orient, qui a connu une contraction de 30% des importations de services commerciaux en 2020, a enregistré la plus forte hausse (25,6%) en 2021. Si toutes les régions ont connu une augmentation de leurs importations de services, aucune d'entre elles n'a retrouvé le niveau antérieur à la pandémie, car le commerce transfrontalier des services - en particulier le tourisme - est resté faible. Destinées à contrôler la propagation du COVID-19, les mesures d'endiguement, notamment les restrictions sur les voyages internationaux, ont joué un rôle central dans la contraction des échanges de services commerciaux dans le monde entier. Les services de transport et de voyage ont été les domaines les plus touchés par cette situation.

BALANCE DES COMPTES COURANTS

Les excédents se creusent dans le monde entier en 2021

Les soldes mondiaux des comptes courants - la somme des déficits et des excédents absolus - se sont creusés pour la deuxième année consécutive en 2021, après une augmentation en 2020. L'élargissement modéré en 2020 reflète l'impact de la pandémie : l'augmentation des exportations de certains biens (équipement médical, électronique pour le travail à domicile et biens de consommation durables), la modération des voyages et la baisse des prix du pétrole. L'élargissement plus important en 2021 reflète un déficit plus important aux États-Unis en raison de l'augmentation du soutien fiscal et des augmentations correspondantes des excédents. Les excédents mondiaux des comptes courants devraient diminuer en 2022-23, essentiellement en raison de la réduction significative prévue des soldes des pays développés, principalement due au déficit américain (*Tableau 1.2*).

L'excédent cumulé des comptes courants des pays développés a augmenté de 83 % en 2021 par rapport à l'année précédente pour atteindre 379,3 milliards de dollars, malgré le déficit massif des États-Unis qui est passé de 616,1 milliards de dollars à 806,6 milliards de dollars. En pourcentage du PIB, les excédents des comptes courants se sont également améliorés, passant de 0,4 % en 2020 à 0,7 % en 2021. Le solde cumulé des pays en développement a plus que doublé (128%) et a atteint 365,3 milliards de dollars. Les excédents croissants de la Chine et les importants excédents enregistrés au Moyen-Orient et en Asie centrale ont joué un rôle important dans cette amélioration. Le ratio des excédents au PIB a augmenté encore plus pour les pays en développement que pour les pays développés, passant de 0,5 % en 2020 à 0,9 % en 2021. Les projections actuelles du FMI montrent que les excédents des pays développés devraient



disparaître en 2022-23, tandis que ceux des pays en développement atteignent 1,5% du PIB en 2022 avant de revenir à 0,9% en 2023.

Tableau 1.2 : Balance des comptes courants

	Milliards de US\$					Pour cent du PIB				
	2019	2020	2021	2022 ^a	2023 ^a	2019	2020	2021	2022 ^a	2023 ^a
Monde (Disparité globale)	338.6	367.9	744.6	617.3	444.1	0.4	0.4	0.8	0.6	0.4
Pays développés	337.9	207.8	379.3	-65.0	23.4	0.7	0.4	0.7	-0.1	0.0
États-Unis	-472.1	-616.1	-806.6	-877.8	-855.4	-2.2	-2.9	-3.5	-3.5	-3.2
Allemagne	294.3	272.5	314.0	249.8	313.4	7.6	7.1	7.4	5.9	6.9
Japon	176.0	148.8	141.7	117.2	142.2	3.4	3.0	2.9	2.4	2.7
Pays en développement	0.7	160.1	365.3	682.3	420.7	0.0	0.5	0.9	1.5	0.9
Asie	92.9	319.5	247.9	156.0	132.7	0.5	1.5	1.0	0.6	0.4
Chine	102.9	248.8	317.3	213.4	214.6	0.7	1.7	1.8	1.1	1.0
Europe	50.0	0.3	71.1	130.9	70.3	1.3	0.0	1.7	3.2	1.7
Amérique latine et les Caraïbes	-107.7	-8.9	-82.0	-65.9	-70.6	-2.1	-0.2	-1.6	-1.2	-1.2
Moyen-Orient et Asie centrale	22.5	-101.7	149.1	496.4	343.4	0.5	-2.5	3.0	8.3	5.6
Afrique subsaharienne	-57.0	-49.1	-20.8	-35.1	-55.1	-3.2	-3.0	-1.1	-1.7	-2.5

Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2022

Note: P= Projection

Parmi les pays développés, les États-Unis continuent d'afficher un déficit commercial important qui s'est traduit par un déficit de la balance courante de 3,5% en 2021, qui s'est aggravé par rapport aux 2,9% enregistrés en 2020. Ce déficit (en pourcentage du PIB) devrait rester inchangé en 2022 avant de se réduire légèrement à 3,2 % en 2023. L'Allemagne et le Japon ont généré d'importants excédents commerciaux en 2021, ce qui leur a permis de dégager un excédent de la balance courante de 7,4% et 2,9%, respectivement. Ces pays devraient maintenir de forts excédents au cours des deux prochaines années.

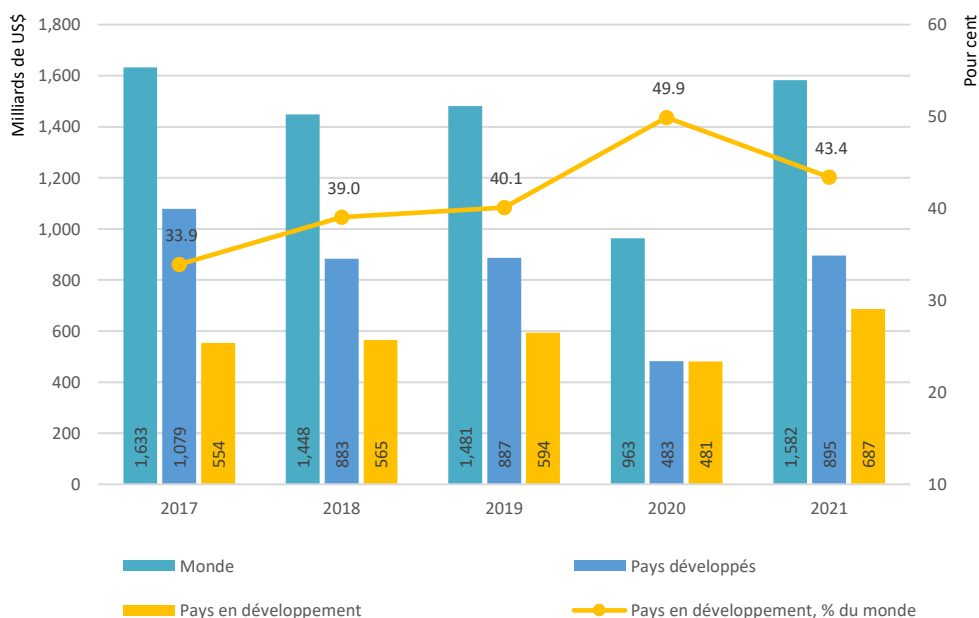
Les performances des comptes courants des pays en développement diffèrent selon les régions en 2021. Dans les pays en développement d'Asie, les excédents se sont modérés, passant à 1,0 % du PIB contre 1,5 % l'année précédente, bien que la Chine, qui a un excédent extérieur de longue date, ait continué d'enregistrer des excédents croissants qui ont atteint 1,8 % du PIB en 2021, contre 1,7 % en 2020. Néanmoins, les excédents de la région en général et de la Chine en particulier devraient se réduire au cours de la période 2022-23. Les excédents de l'Europe en développement qui ont disparu en 2020 se sont de nouveau améliorés en 2021, atteignant jusqu'à 1,7 % du PIB, et les projections indiquent qu'ils doubleront presque en 2022 (3,2 %) avant de revenir au niveau de 2021. Après avoir enregistré un déficit significatif de 2,5 % en 2020, le Moyen-Orient et l'Asie centrale ont enregistré un important excédent de 3,0 % en 2021 grâce au fort rebond des prix du pétrole et à la reprise économique mondiale. Avec la flambée des prix de l'énergie en 2022, la région devrait dégager des excédents beaucoup plus importants qui atteindront 8,3 % du PIB. En revanche, l'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi que l'Afrique subsaharienne, ont continué d'enregistrer des déficits de la balance courante en 2021 et l'on s'attend à ce que cela se poursuive au cours des deux prochaines années.

INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS

Fort rebond dans les pays développés

Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (UNCTAD, 2022), les flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) ont connu un rebond significatif en 2021 et se sont élevés à 1,58 trillion de dollars US, soit une hausse de 64,3 % par rapport au niveau exceptionnellement bas de 963 milliards de dollars en 2020. La majeure partie de cette augmentation est due à l'essor des pays développés. Les flux d'IDE à destination des pays développés ont presque doublé avec une augmentation de 85,6 % pour atteindre 895 milliards de dollars des États-Unis, tandis que les flux à destination des pays en développement ont augmenté de 42,9 % pour atteindre 687 milliards de dollars des États-Unis. Ainsi, la part des pays en développement dans les flux mondiaux d'IDE a diminué, passant de 49,9 % en 2020 à 43,4 % en 2021 (*Graphique 1.15*). Il convient de noter qu'à partir de 2021, les flux entrants vers les pays développés ont légèrement dépassé (+1,0 %) le niveau pré-pandémique de 2019, tandis que les flux entrants vers les pays en développement ont largement dépassé (15,7 %) le niveau pré-pandémique.

Graphique 1.15 : Flux d'IDE dans le monde



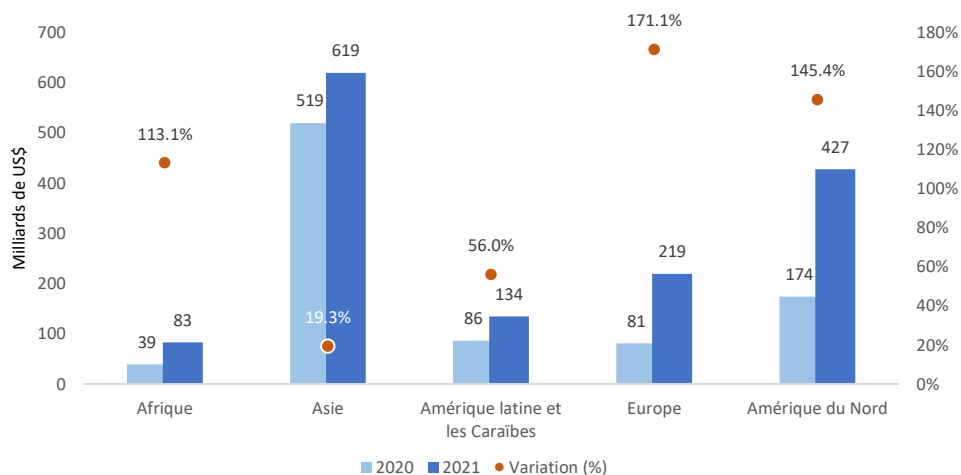
Source: CNUCED (2013a), Rapport sur l'investissement mondial 2022, Tableaux annexes.

Note: Les totaux excluent les centres financiers des Caraïbes.



La reprise des entrées d'IDE diffère considérablement selon les régions en 2021 (*Graphique 1.16*). Du côté des pays en développement, la forte croissance de l'Asie, la reprise partielle de l'Amérique latine et des Caraïbes et l'essor de l'Afrique ont largement contribué à l'augmentation globale des flux d'IDE. Les flux vers l'Asie, premier destinataire des IDE, ont augmenté de 100 milliards de dollars, soit 19,3 %, malgré les vagues successives de COVID-19, pour atteindre 619 milliards de dollars en 2021, un record absolu pour la troisième année consécutive. Les flux vers l'Amérique latine et les Caraïbes¹ ont augmenté de moitié (56%) pour atteindre 134 milliards de dollars. Les flux d'IDE vers l'Afrique n'ont atteint que 83 milliards de dollars, bien qu'ils aient doublé (113 %) par rapport à l'année précédente. En fait, environ 38 des 44 milliards de dollars d'augmentation dans la région provenaient d'un seul pays, l'Afrique du Sud, tandis que la plupart des pays de la région ont connu une hausse modérée des IDE. Du côté des pays développés, les flux d'IDE vers l'Europe ont augmenté de 171%, soit 138 milliards de dollars, pour atteindre 219 milliards de dollars. Les flux vers l'Amérique du Nord ont augmenté de 145%, soit 253 milliards de dollars, principalement grâce aux États-Unis, où les entrées d'IDE ont augmenté de 144%, soit 217 milliards de dollars, pour atteindre 367 milliards de dollars.

Graphique 1.16: Flux d'IDE mondiaux par région, 2020 vs. 2021



Source: CNUCED (2013a), Rapport sur l'investissement mondial 2022, tableaux de l'annexe.

Selon la CNUCED (2022), il est peu probable que la dynamique de croissance de 2021 se maintienne, et les flux mondiaux d'IDE en 2022 vont probablement suivre une trajectoire descendante ou rester stables dans le meilleur des cas. L'environnement mondial des affaires internationales et des investissements transfrontaliers a changé de manière spectaculaire en 2022. Ayant des effets bien au-delà de son voisinage immédiat, la guerre en Ukraine - en plus des effets persistants de la pandémie - provoque une triple crise alimentaire, énergétique et financière dans de nombreux pays du monde, avec des conséquences considérables pour les investissements internationaux. L'incertitude et l'aversion au risque des investisseurs pourraient

¹ À l'exclusion des centres financiers des Caraïbes.

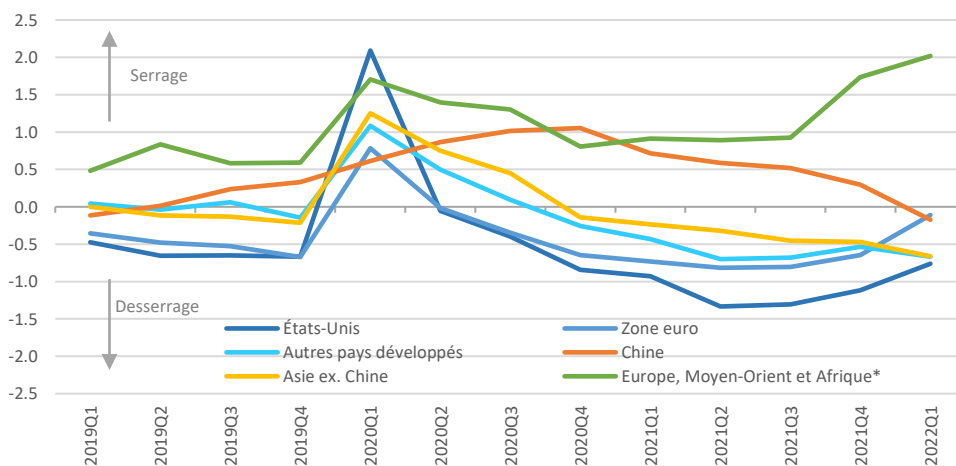
exercer une forte pression à la baisse sur les IDE mondiaux en 2022. En outre, la flambée de la COVID-19 en Chine est un autre facteur important qui refroidit les perspectives pour 2022, car elle entraîne de nouveaux blocages dans certaines régions qui jouent un rôle majeur dans les chaînes de valeur mondiales (CVM), et elle pourrait déprimer davantage les nouveaux investissements dans les industries à forte intensité de CVM.

CONDITIONS FINANCIERES

Soutien tout au long de 2021, mais resserrement en raison de l'augmentation des risques d'inflation dans le monde

Les conditions financières mondiales étaient relativement stables pour les activités économiques mondiales avant la pandémie. Néanmoins, avec l'apparition de la pandémie qui a changé la donne de manière inattendue au début de 2020, les conditions financières mondiales se sont considérablement resserrées au premier semestre de l'année (*Graphique 1.17*). Les mesures de confinement et l'arrêt soudain des activités économiques ont non seulement affecté les perspectives économiques, mais ont également changé de façon spectaculaire les attentes et ont alimenté l'incertitude. Comme le COVID-19 se répandait dans le monde, les prix des actifs risqués et des matières premières ont commencé à chuter à une vitesse sans précédent, tandis que les prix des actifs refuges, comme l'or et les bons du Trésor américain, ont augmenté, les investisseurs recherchant la stabilité plutôt que la rentabilité pendant les crises (IMF, 2020)

Graphique 1.17: Indices des conditions financières (écarts types par rapport à la moyenne)



Source: Rapport du FMI sur la stabilité financière mondiale, avril 2022

* À l'exclusion de la Russie et de l'Ukraine.

Après un brusque resserrement en mars 2020 dans les pays développés et en développement, les conditions financières se sont considérablement assouplies, sauf en Chine— car des mesures politiques extraordinaires ont soutenu l'économie, contribuant à contenir les risques pour la stabilité financière. En 2021, les conditions financières se sont encore assouplies dans les économies développées et la maîtrise des risques pour la stabilité financière s'est poursuivie, grâce au soutien continu des politiques monétaire et budgétaire et au rebond de l'économie



mondiale. En revanche, les conditions financières ont peu changé dans les pays en développement, restant généralement favorables. Néanmoins, le sentiment du marché s'est détérioré vers la fin de l'année en raison des inquiétudes concernant les perspectives de l'économie mondiale, d'une plus grande incertitude quant à la vigueur de la reprise et des craintes de pressions inflationnistes plus persistantes que prévu initialement (IMF, 2021b). Au début de l'année 2022, les conditions financières mondiales se sont considérablement durcies et les risques de dégradation des perspectives économiques ont augmenté en raison de la guerre en Ukraine. Le resserrement a été particulièrement prononcé dans les pays d'Europe de l'Est et du Moyen-Orient ayant des liens étroits avec la Russie (*Graphique 1.17*).

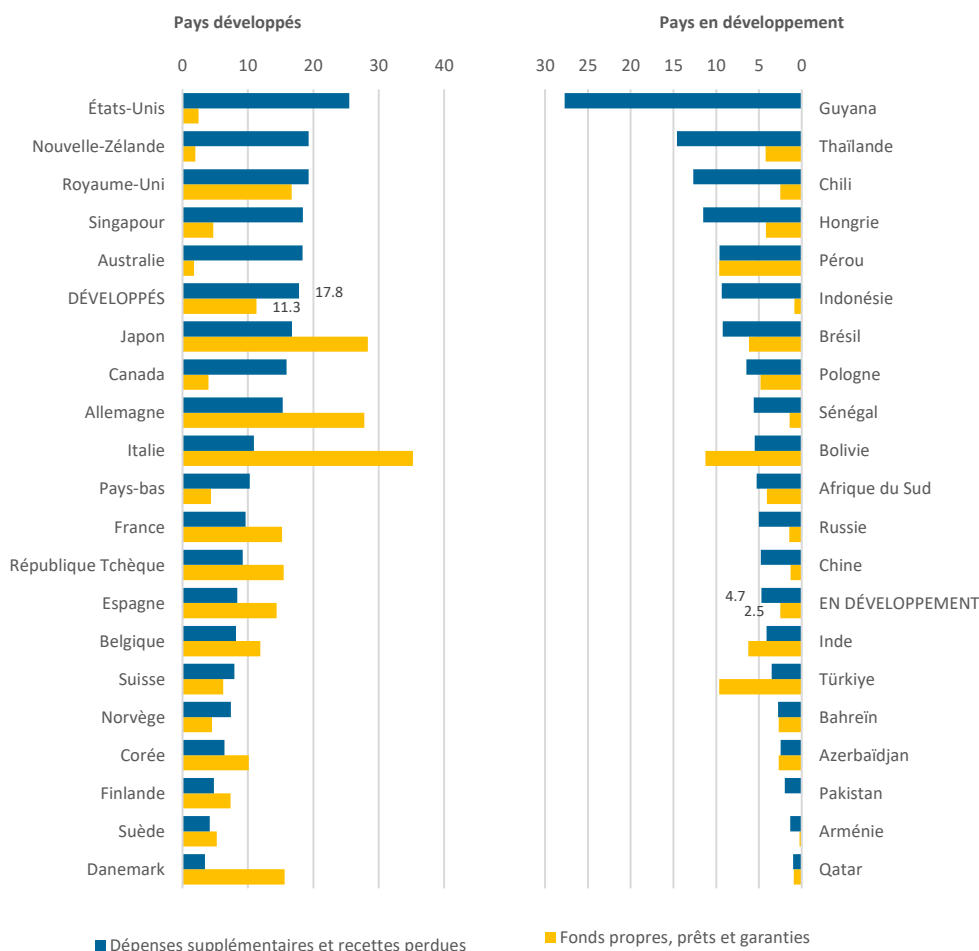
Aux États-Unis, l'inflation est en hausse et la demande refoulée dans le système est encore importante, en partie à cause du programme de relance de la pandémie. Pour ramener l'inflation à l'objectif de 2 % à moyen terme, la politique monétaire américaine se resserre en mettant fin aux achats d'actifs et en augmentant le taux directeur en 2022 et 2023. Des hausses de taux d'intérêt sont également attendues en Europe et dans d'autres grandes économies qui connaissent des hausses significatives de l'inflation. Une politique monétaire moins accommodante aux États-Unis et dans d'autres grandes économies développées devrait entraîner un resserrement des conditions financières mondiales, ce qui exercera une pression sur les devises des marchés émergents et des économies en développement. La hausse des taux d'intérêt rendra également les emprunts plus coûteux dans le monde entier, ce qui pèsera sur les finances publiques. Pour les pays qui ont une dette en devises élevée, la combinaison de conditions financières plus strictes, de dépréciations du taux de change et d'une inflation importée plus élevée entraînera des arbitrages difficiles en matière de politique monétaire et budgétaire (IMF, 2022b).

BALANCE FISCALE

Les déficits publics se réduisent en 2021 en raison de la baisse des dépenses

Les gouvernements à travers le monde ont réagi à la pandémie en adoptant des politiques budgétaires d'un niveau sans précédent. Ils ont utilisé le budget pour renforcer les systèmes de santé et fournir une aide d'urgence aux ménages et aux entreprises, ce qui a également contribué à atténuer la contraction de l'activité économique. Dans un contexte de taux d'intérêt historiquement bas, les pays disposant de tampons plus solides et d'un meilleur accès au financement ont pu appliquer un soutien budgétaire plus important (IMF, 2021c). Cependant, ces mesures, ainsi que la réduction des recettes due au ralentissement économique, ont conduit à des déficits budgétaires historiquement élevés en 2020.

Graphique 1.18: Soutien fiscal du gouvernement en réponse à la COVID-19 dans certains pays (en pourcentage du PIB de 2020)



Source: IMF, Fiscal Monitor: Base de données des mesures fiscales prises par les pays en réponse à la pandémie de COVID-19, octobre 2021.

Note: Les données concernent la période allant de janvier 2020 au lundi 27 septembre 2021.

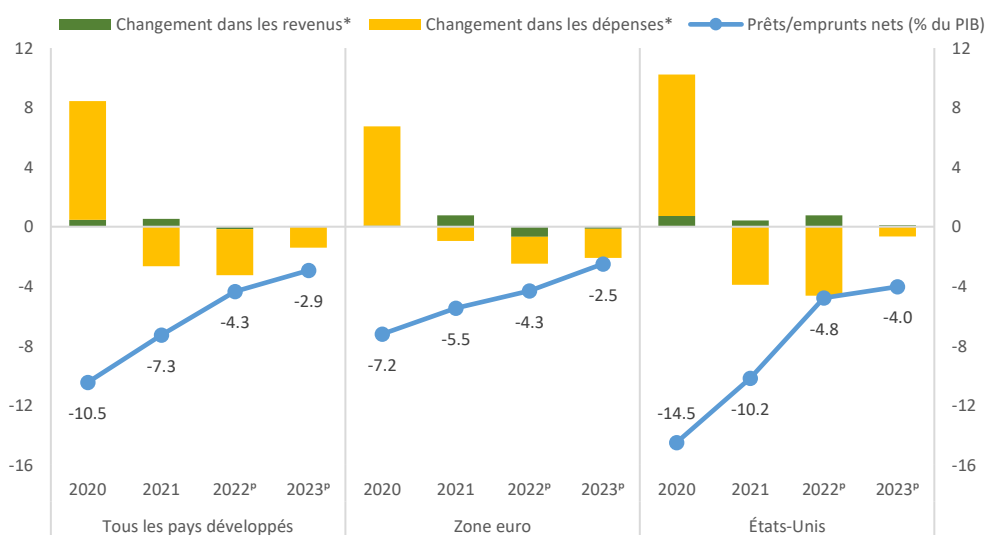
En effet, plusieurs pays ont continué à fournir un soutien fiscal tout au long de l'année 2021 afin d'atténuer l'impact de la pandémie de coronavirus et de contribuer à leur rétablissement, bien que l'ampleur et la composition de ce soutien aient varié selon les pays. Les pays ont également commencé à retirer ce soutien exceptionnel compte tenu de la reprise en cours et de la réduction de la marge de manœuvre budgétaire. Selon le FMI, sur les 16 900 milliards de dollars de mesures budgétaires liées à la pandémie mondiale prises entre janvier 2020 et septembre 2021, 10 800 milliards de dollars ont consisté en dépenses supplémentaires et en recettes abandonnées, et 6 100 milliards de dollars en prêts, garanties et injections de capitaux de la part des gouvernements (IMF, 2021d). Comme le résume le *Graphique 1.18*, ces deux formes de soutien fiscal, en pourcentage du PIB, étaient environ quatre fois plus grandes dans les pays développés que dans les pays en développement. Les dépenses supplémentaires et les recettes perdues représentaient 17,8% du PIB dans les pays développés et 4,7% du PIB dans les pays en



développement. De même, le soutien apporté sous forme de prêts, de fonds propres et de garanties pour atténuer les impacts de COVID-19 s'est élevé à 11,3% du PIB dans les pays développés, alors que dans les pays en développement, cette part était de 2,5%. Au niveau individuel, certains pays ont préféré apporter un soutien plus important sous la forme de dépenses supplémentaires et de recettes abandonnées, comme les États-Unis, la Nouvelle-Zélande, le Chili et la Chine. D'autres pays ont choisi de fournir un soutien plus important par le biais de prêts gouvernementaux, de garanties et d'injections de capitaux, comme l'Italie, l'Allemagne, la Bolivie, et Türkiye.

Bien que les aides exceptionnelles liées à la pandémie ont pesé lourdement sur les soldes budgétaires en 2020, les déficits budgétaires publics ont diminué en 2021, lorsque les économies se sont redressées et que les pays ont commencé à retirer ces aides exceptionnelles. Le *Graphique 1.19* montre que, dans les pays développés, les déficits se sont réduits de 10,5 % du PIB en 2020 à 7,3 % en 2021, principalement en raison d'une baisse de 2,6 points de pourcentage des dépenses en pourcentage du PIB. Les déficits devraient continuer à diminuer en 2022-23 grâce à la contribution de la réduction des dépenses en pourcentage du PIB. Atteignant jusqu'à 14,5 % du PIB en 2020, le déficit des États-Unis est tombé à 10,2 % en 2021 - avec une baisse d'environ 4 points de pourcentage des dépenses en pourcentage du PIB - et il devrait encore se réduire à 4,8 % en 2022, grâce à la réduction des dépenses et à la reprise des recettes. Les déficits de la zone euro ont diminué pour atteindre 5,5 % du PIB en 2021, grâce à la fois à une diminution des dépenses et à une augmentation des recettes. De nouvelles baisses sont prévues en 2022-23, mais elles devraient résulter d'une réduction des dépenses, car les recettes devraient faiblir au cours de cette période.

Graphique 1.19: Balance fiscale des administrations publiques dans les pays développés

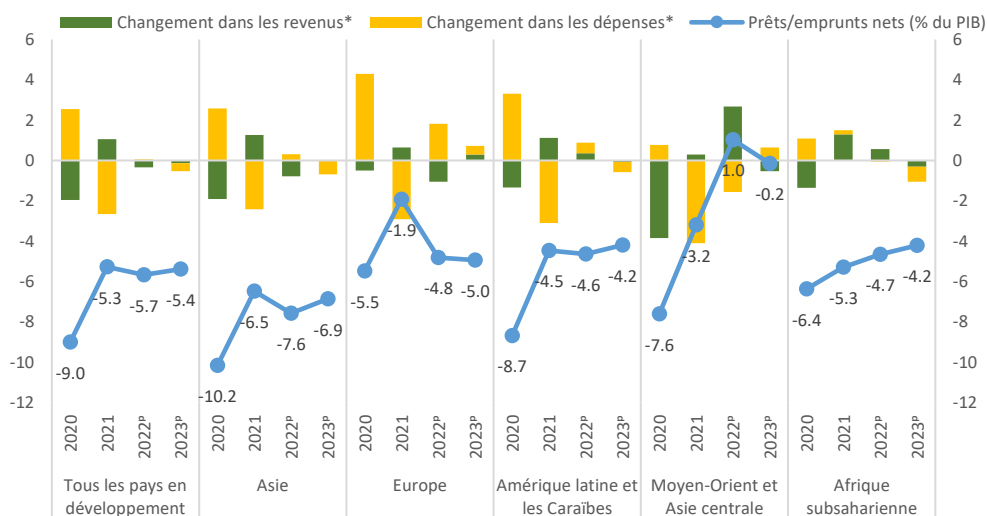


Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2022

Note: P= Projection ; * Différence en points de pourcentage par rapport à l'année précédente dans leur rapport au PIB.

Dans les pays en développement, la baisse des recettes a joué un rôle remarquable dans les déficits qui ont doublé en 2020 pour atteindre 9,0 % du PIB par rapport à l'année précédente (*Graphique 1.20*). Derrière cette détérioration des soldes se cache une augmentation de 2,6 points de pourcentage des dépenses en pourcentage du PIB et une diminution de 2 points de pourcentage des recettes en pourcentage du PIB. En 2021, les déficits se sont réduits à 5,3 % du PIB, étant donné que les dépenses ont diminué de 2,7 points de pourcentage en raison de l'épuisement ou du relâchement des aides liées à la pandémie et que les recettes se sont redressées de 1,1 point de pourcentage. À partir de 2022, la capacité des gouvernements à soutenir la reprise économique par une augmentation des dépenses ou une réduction des recettes (marge de manœuvre budgétaire) est plus limitée. La guerre en Ukraine et l'augmentation des taux d'intérêt mondiaux pour contenir l'inflation réduisent encore la marge de manœuvre budgétaire dans de nombreux pays, notamment les pays en développement importateurs de pétrole et de denrées alimentaires. En tout, les déficits des pays en développement ne devraient pas continuer à diminuer en 2022, mais plutôt augmenter à 5,7 % du PIB en raison de la réduction des recettes.

Graphique 1.20: Balance fiscale des administrations publiques dans les pays en développement



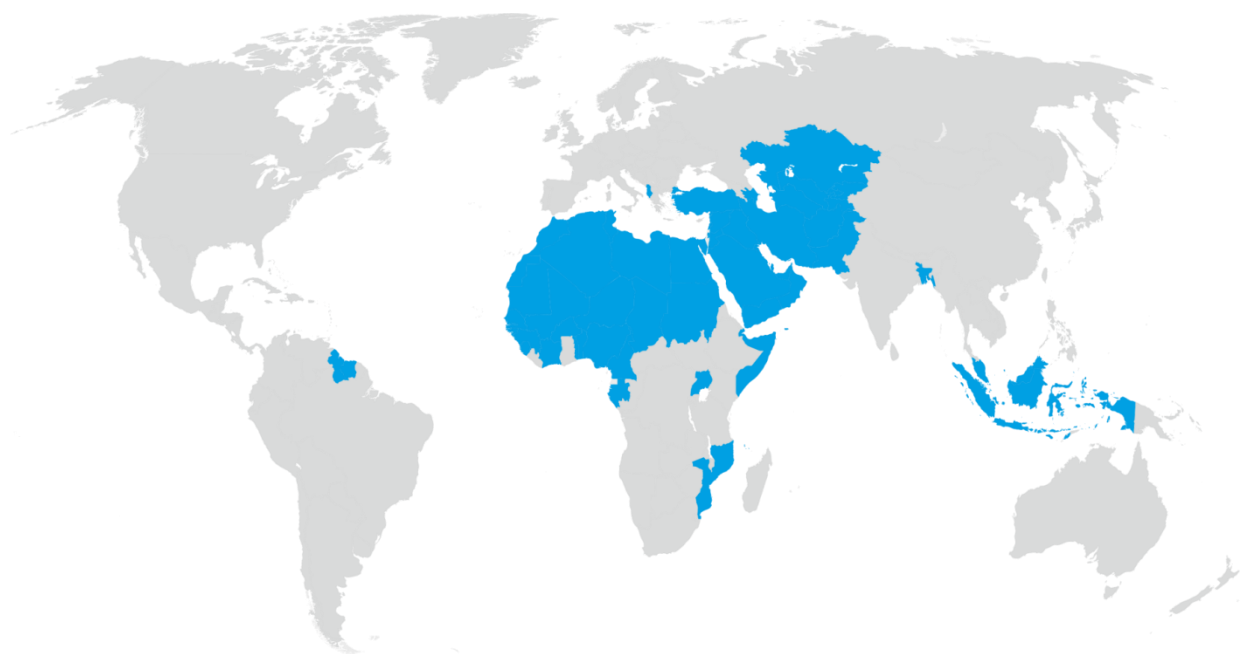
Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2022

Note: P= Projection ; * Différence en points de pourcentage par rapport à l'année précédente dans leur rapport au PIB.

Les perspectives d'équilibre budgétaire (en pourcentage du PIB) diffèrent selon les régions en développement, bien que toutes aient enregistré une baisse des déficits en 2021 (*Graphique 1.20*). Les déficits devraient augmenter en Asie, en Europe et en Amérique latine et dans les Caraïbes en 2022, et se creuser davantage en Europe, contrairement aux deux autres régions, en 2023. Le Moyen-Orient et l'Asie centrale devraient enregistrer un excédent en 2022, pour la première fois en dix ans, en raison d'une nouvelle diminution des dépenses mais d'une augmentation encore plus importante des recettes. Cet excédent devrait toutefois s'estomper en 2023. Le déficit budgétaire public en Afrique subsaharienne devrait continuer à diminuer en 2022 et 2023, mais il restera néanmoins supérieur au niveau pré-pandémique, comme en Asie, en Europe, en Amérique latine et aux Caraïbes.



CHAPITRE 2: DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES RECENTS DANS LES PAYS DE L'OCI

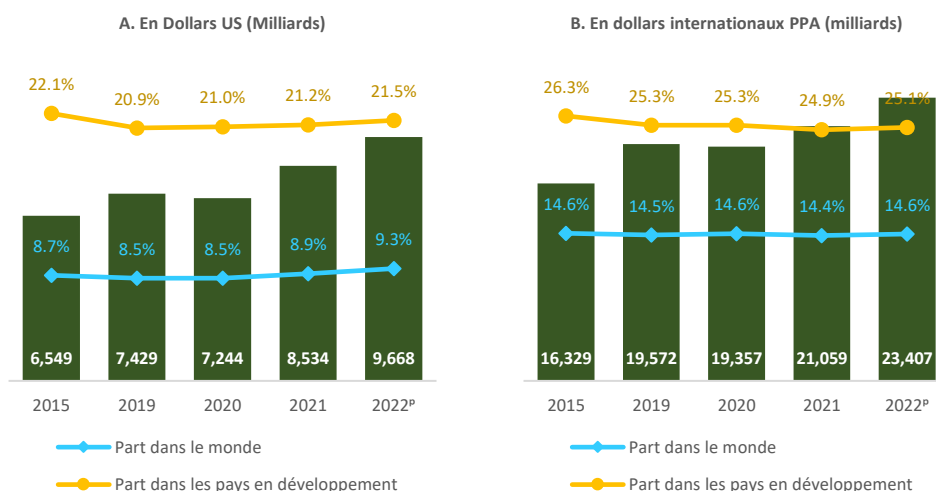


PRODUCTION ET CROISSANCE ECONOMIQUE

Production en hausse de 18,6% pour atteindre 8,5 billions de dollars en 2021

À prix courants, le PIB total des pays de l'OCI, qui s'est contracté de 2,5 % en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, a augmenté de 18,6 % pour atteindre 8 500 milliards de dollars en 2021 et a dépassé le niveau pré-pandémique de 2019. Compte tenu de la reprise progressive en cours, on estime qu'il augmentera encore pour atteindre 9,7 trillions de dollars en 2022. Avec cette taille économique, les pays de l'OCI, en tant que groupe, représentaient 8,9 % du PIB mondial en 2021, soit 0,4 point de pourcentage de plus que l'année précédente. La part des pays de l'OCI dans le PIB total des pays en développement a également augmenté, passant de 21,0 % en 2020 à 21,2 % en 2021, ce qui indique que la reprise de la production courante a été plus rapide dans les pays de l'OCI par rapport au reste du monde (*Graphique 2.1.A*).

Graphique 2.1: PIB total et parts mondiales des pays de l'OCI (à prix courants)



Source: Calcul des auteurs sur la base du FMI, Base de données des perspectives économiques mondiales, avril 2022.

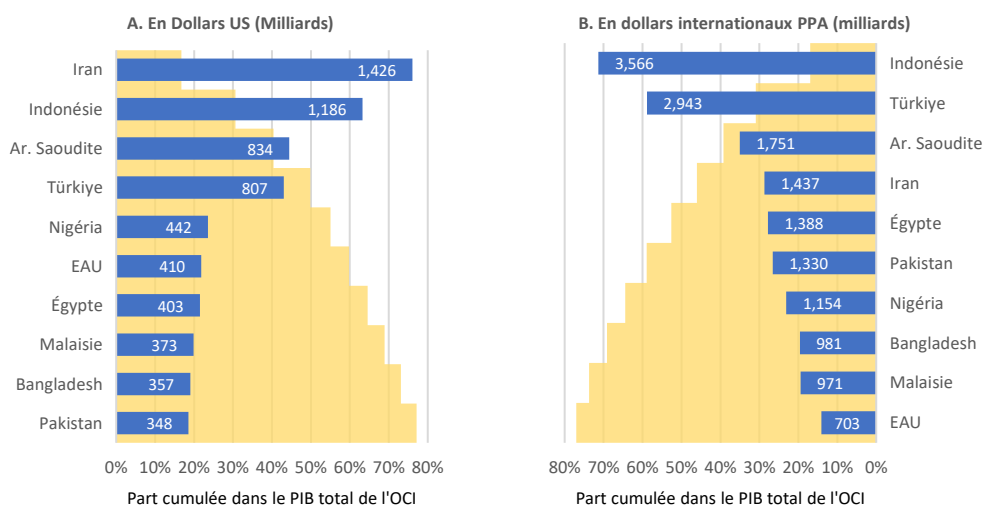
Note: P= Projection; les données excluent la Syrie pour toute la période considérée et l'Afghanistan et le Liban pour 2021 et 2022.

En termes de parité de pouvoir d'achat (PPA) exprimée en dollars internationaux, le PIB total des pays de l'OCI aux prix courants a atteint 21,1 trillions de dollars en 2021, soit une augmentation de 9,7% par rapport à l'année précédente. En 2022, il devrait atteindre 23,4 trillions de dollars. Avec ces montants, les pays de l'OCI en tant que groupe représentaient 14,4 % du PIB mondial en 2021, soit une baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport à 2020, même si les projections montrent que cette part retrouvera son niveau de 2020 en 2022. Leur part dans le PIB total des pays en développement a également diminué en 2021, pour atteindre un niveau record de 24,9 %, mais cette part devrait remonter à 25,1 % en 2022 (*Graphique 2.1.B*). Compte tenu de la part estimée des pays de l'OCI dans la population mondiale (24,2%) et dans la population des pays en développement (28,2%) en 2021, leur part dans le PIB, que ce soit en dollar américain ou en dollars internationaux à parité de pouvoir d'achat, reste inférieure aux niveaux souhaités.



En outre, on observe qu'une part importante du PIB total des pays de l'OCI est toujours produite par quelques pays membres, ce qui reflète les grandes différences au niveau de la taille économique. En 2021, les cinq plus grands pays de l'OCI représentaient plus de la moitié (55,0%) du PIB total mesuré en dollars américains courants, tandis que cette part atteignait 77,2% pour les dix plus grands pays (*Graphique 2.2.A*). L'Iran, avec un PIB dépassant les 1,4 trillion de dollars, avait la part la plus élevée du PIB de l'OCI (16,7 %), suivi de l'Indonésie (13,9 %), l'Arabie saoudite (9,8 %), Türkiye (9,5 %) et Nigeria (5,2 %).

Graphique 2.2 : Les 10 premiers pays de l'OCI par PIB, 2021



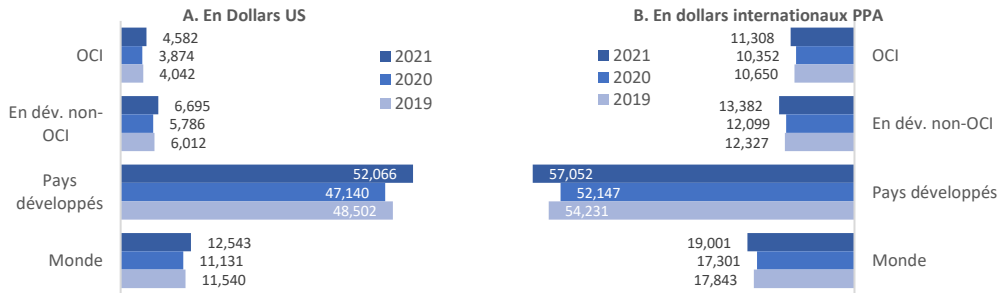
Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2022

Le *Graphique 2.2* montre que les dix premiers pays restent inchangés lorsque le PIB est exprimé en dollars internationaux à PPA, bien que le classement de pays change en raison de la différence de pouvoir d'achat découlant des écarts de prix relatifs entre les pays. L'Indonésie était la plus grande économie, avec un équivalent en PPA de 3,6 trillions de dollars qui constituait 16,9% du PIB de l'OCI en 2021. Avec la Türkiye (14,0%), l'Arabie Saoudite (8,3%), l'Iran (6,8%) et l'Égypte (6,6%), ces cinq pays ont représenté 52,6% du PIB total de l'OCI, tandis que pour les dix plus grands pays, cette part a atteint jusqu'à 77,0% (*Graphique 2.2.B*).

Fort rebond du PIB par habitant en 2021 mais les écarts se creusent

Compte tenu de la reprise de la production, les valeurs du PIB par habitant à prix courants ont augmenté dans le monde entier en 2021 par rapport à l'année précédente (*Graphique 2.3*). En dollars des États-Unis, la moyenne mondiale a augmenté de 12,7% pour atteindre 12 543 dollars. La hausse dans les pays de l'OCI a été encore plus marquée, le PIB moyen par habitant ayant augmenté de 18,3 % pour atteindre 4 582 dollars. Bien que les pays en développement non - membres de l'OCI aient enregistré un taux de croissance plus faible (15,7 %), le PIB par habitant est resté plus faible dans les pays de l'OCI, l'écart se creusant même (*Graphique 2.3.A*).

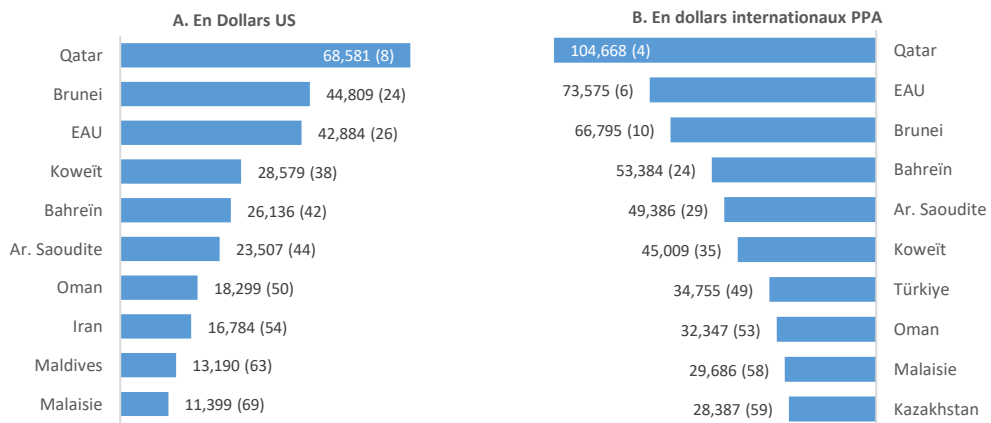
Graphique 2.3 : PIB moyen par habitant (à prix courants)



Source: Calcul des auteurs sur la base du FMI, Base de données des perspectives économiques mondiales, avril 2022.
 Note: Les données excluent la Syrie pour toute la période considérée et l'Afghanistan et le Liban pour 2021.

En termes de PPA, le PIB par habitant s'établira en moyenne à 19 001 dollars en 2021, soit une augmentation de 9,8% par rapport à l'année précédente. Dans les pays de l'OCI, il a augmenté de 9,2% à 11 308 dollars, demeurant inférieur à celui des pays en développement non membres de l'OCI, qui a augmenté de 10,6% à 13 382 dollars (*Graphique 2.3.B*).

Graphique 2.4 : Les 10 premiers pays de l'OCI par PIB par habitant, 2021 (aux prix courants)



Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2022.
 Note: Les chiffres entre parenthèses indiquent le rang mondial du pays concerné parmi 193 pays.

Parmi les pays de l'OCI, le Qatar avait le PIB par habitant le plus élevé en 2021, classé huitième au niveau mondial avec une valeur supérieure à 68 000 dollars. Cette valeur était 15 fois supérieure à la moyenne de l'OCI et 141 fois supérieure au plus faible PIB par habitant enregistré par un membre de l'OCI, ce qui indique la grande disparité entre les pays membres. Le Qatar est suivi, par ordre décroissant, par le Brunei Darussalam, les Émirats arabes unis, le Koweït, le Bahreïn, l'Arabie saoudite, Oman, l'Iran, les Maldives et la Malaisie (*Graphique 2.4.A*). Il convient de noter que sept de ces dix pays sont issus de la région du Moyen-Orient, riche en combustibles fossiles. En termes de PPA, cette liste de pays est restée la même, à l'exception de la Türkiye et du Kazakhstan qui ont remplacé l'Iran et les Maldives. Le classement des pays a un peu changé, mais le Qatar reste en tête de liste avec un PIB par habitant de plus de 104 000 dollars, ce qui le place à la quatrième position sur l'échelle mondiale (*Graphique 2.4.B*).

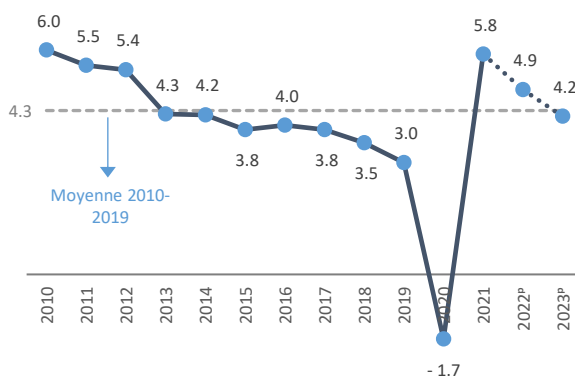


Augmentation du PIB réel de 5,8 % en 2021, le plus haut niveau depuis une décennie

Avant l'apparition de la pandémie de COVID-19, la croissance économique des pays de l'OCI a suivi une tendance à la décélération, passant de 6,0 % en 2010 à 3,0 % en 2019, avec une moyenne annuelle de 4,3 %. Dans les conditions de la pandémie en 2020, les pays de l'OCI se sont contractés en moyenne de 1,7 %, mais parallèlement à la reprise économique mondiale, ils ont connu une croissance de 5,8 %

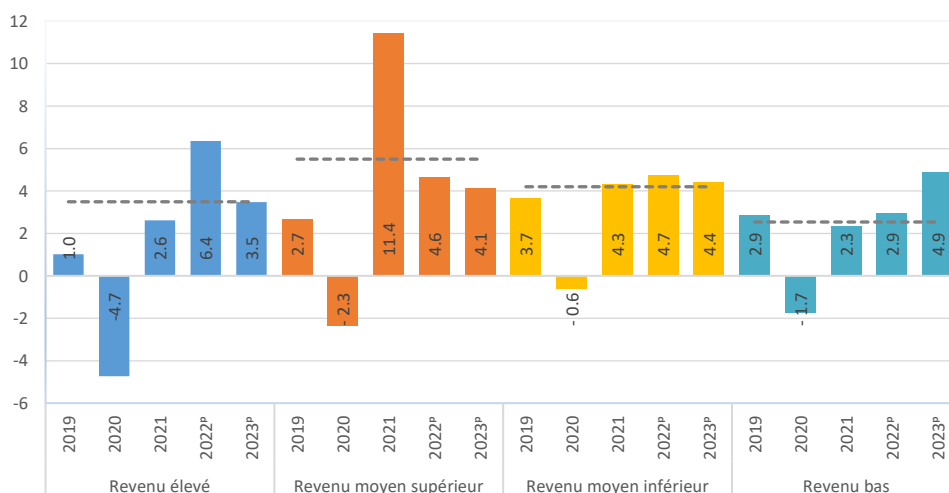
en 2021, le taux le plus élevé atteint depuis 2010. Ainsi, le PIB réel en 2021 a dépassé de 4,0 % son niveau pré-pandémique de 2019. Cependant, conformément aux tendances mondiales, la croissance économique des pays de l'OCI devrait se modérer au cours des deux prochaines années, pour atteindre 4,9% en 2022 et 4,2% en 2023 (*Graphique 2.5*). Il convient de noter que le taux de croissance moyen enregistré par les pays de l'OCI en 2021 était inférieur à la moyenne mondiale. Comme indiqué dans le chapitre précédent, les économies en développement ont connu une croissance de 6,8 % et les économies développées de 5,2 %, la croissance économique mondiale s'établissant en moyenne à 6,1 % (voir *Graphique 1.1*).

Graphique 2.5: Croissance du PIB réel dans les pays de l'OCI



Source: Calcul des auteurs sur la base du FMI, Base de données des perspectives économiques mondiales, avril 2022.
Note: P= Projection

Graphique 2.6 : Croissance économique dans l'OCI par groupe de revenus (%)



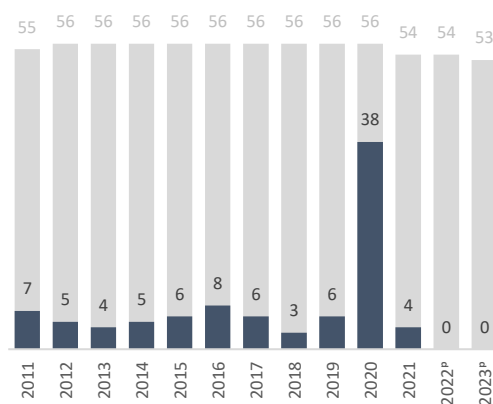
Source: Calcul des auteurs sur la base du FMI, Base de données des perspectives économiques mondiales, avril 2022.
Note: P= Projection ; les lignes en pointillés représentent le taux de croissance annuel moyen au cours de la période 2010-2019 pour le groupe de revenu correspondant. Voir l'annexe B pour la classification des revenus des pays de l'OCI.

Les performances de croissance des pays de l'OCI diffèrent selon les groupes de revenus, bien qu'ils aient tous connu une contraction en 2020 et une croissance en 2021 (*Graphique 2.6*). Les économies des pays à revenu élevé riches en ressources naturelles, qui se sont le plus contractées (-4,7 %) en 2020, ont enregistré un taux de croissance de 2,6 % en 2021, inférieur à la moyenne de 3,5 % de la période 2010-19. Un taux de croissance plus fort de 6,4 % est attendu en 2022, soutenu par les prix élevés du pétrole, suivi d'un taux modéré de 3,5 % en 2023. Ayant enregistré une croissance économique moyenne plus élevée (5,5 %) au cours des dix dernières années précédant la pandémie par rapport aux autres groupes, les économies à revenu intermédiaire supérieur se sont contractées de 2,3 % en 2020. Ils ont fortement rebondi en 2021 avec une croissance de 11,4%, principalement en raison des forts taux de croissance enregistrés en Türkiye (11,0%) et en Libye (177,3%). Après une contraction assez limitée (-0,6 %) en 2020, la croissance des économies à revenu intermédiaire inférieur a repris avec un taux de 4,3 % en 2021 et devrait rester supérieure à la moyenne 2010-19 de 4,2 % au cours des deux prochaines années. Les pays à revenu bas, qui ont enregistré un taux de croissance moyen plus bas (2,5 %) par rapport aux autres groupes de revenus au cours de la période 2010-19, ont rebondi avec une croissance de 2,3 % en 2021 après une contraction de 1,7 % l'année précédente. La croissance dans ces pays devrait dépasser la moyenne pré-pandémique au cours des deux prochaines années, pour atteindre 2,9 % en 2022 et 4,9 % l'année suivante.

Une observation importante à cet égard est que tous les groupes, à l'exception de celui des hauts revenus, ont atteint et même dépassé les niveaux de production réelle pré-pandémique en 2021. Les pays à revenu élevé devraient atteindre cet objectif en 2022, avec une production supérieure de 4 % à son niveau de 2019. Les taux de croissance relativement inférieurs des pays à haut revenu laissent entrevoir une possibilité pour les pays à revenu moyen de rattraper les pays à revenu élevé, mais la disparité de revenu avec les pays de l'OCI à faible revenu est toujours destinée à se renforcer.

Au niveau de chaque pays, 4 des 54 pays de l'OCI dont les données sont disponibles ont enregistré un taux de croissance négatif en 2021: Suriname (-3,5%), Yémen (-2,0%), Tchad (-1,1%), et Brunei Darussalam (-0,7%). Ce nombre a atteint jusqu'à 38 pour l'année 2020, année de la pandémie, alors qu'il n'était que de 11 pendant la crise financière et économique mondiale de 2009. Dans l'intervalle, le nombre de pays de l'OCI ayant un taux de croissance économique négatif a fluctué entre deux et huit. Les projections actuelles indiquent que tous les pays de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles devraient enregistrer un taux de croissance positif en 2022 et 2023 (*Graphique 2.7*).

Graphique 2.7 : Le nombre de pays de l'OCI ayant un taux de croissance négatif*



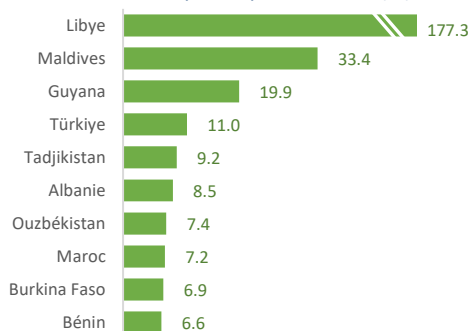
Source: Calcul des auteurs sur la base du FMI, Base de données des perspectives économiques mondiales, avril 2022.

Note: P= Projection * Pour les pays dont les données sont disponibles.



La Libye, les Maldives et la Guyana étaient les économies à la croissance la plus rapide de l'OCI et du monde en 2021. Les estimations du FMI montrent que la croissance en Libye a rebondi de 177,3 %, sous l'effet d'une accélération significative de la production pétrolière, permettant à la production réelle de dépasser son niveau de 2019. La Libye a enregistré la plus forte contraction économique (-59,7 %) en 2020, non seulement dans le groupe de l'OCI mais aussi dans le monde, en raison d'une combinaison de facteurs tels que le COVID-19, les conflits internes et la chute

Graphique 2.8 : Les économies de l'OCI ayant la croissance la plus rapide en 2021 (%)



Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2022

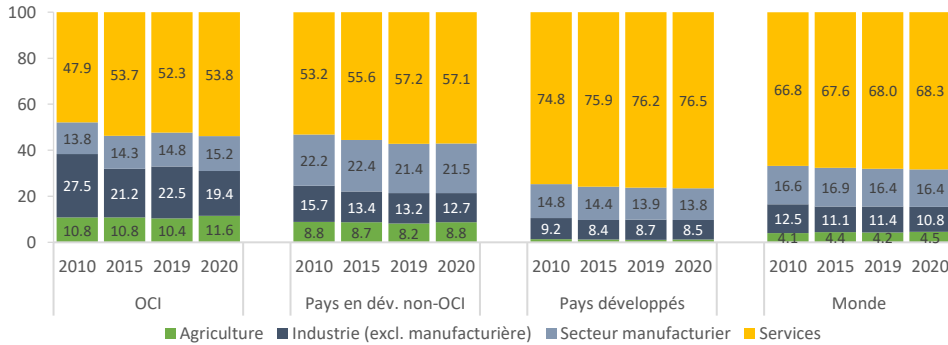
importante des prix du pétrole. Aux Maldives, la forte reprise du secteur du tourisme a ouvert la voie à un net rebond de la croissance économique (33,4 %) en 2021. L'année précédente, l'économie des Maldives s'est contractée d'un tiers (-33,5 %), principalement en raison d'une forte baisse des activités de voyage et de tourisme due aux restrictions strictes imposées aux voyages internationaux dans le contexte de la pandémie. Le rebond de 2021 n'a toutefois pas été suffisant pour retrouver le niveau de production d'avant la pandémie, et les

projections de croissance actuelles indiquent qu'il est peu probable qu'il soit atteint avant 2023. La Guyane a continué d'enregistrer un fort taux de croissance (19,9 %) en 2021 après un record (43,5 %) en 2020, attribué au début de la production pétrolière après la découverte d'importantes réserves de pétrole offshore. Outre ces trois pays, la Türkiye, le Tadjikistan, l'Albanie, l'Ouzbékistan, le Maroc, le Burkina Faso et le Bénin figurent dans la liste des dix économies de l'OCI dont la croissance est la plus rapide en 2021 (*Graphique 2.8*).

La contribution de l'industrie non manufacturière à la valeur ajoutée totale atteindra un niveau record en 2020

La composition du PIB révèle des indications importantes sur la structure des économies. Les dernières données disponibles pour 2020 montrent que les activités agricoles, qui ne constituent que 1,2% de la valeur ajoutée totale dans les pays développés, ont une part élevée de 11,6% de la valeur ajoutée totale dans les pays de l'OCI, ce qui est encore plus élevé que dans les pays en développement non membres de l'OCI (8,8%) (8.8%) (*Graphique 2.9*). Le secteur agricole est particulièrement important pour les pays de l'OCI en Afrique subsaharienne, où sa part dans la valeur ajoutée atteint 63% en Sierra Leone, 60% en Somalie, 41% au Niger et 38% au Mali et aux Comores. La part de l'industrie non manufacturière, qui est beaucoup plus élevée dans les pays de l'OCI par rapport au reste du monde, a diminué lentement au cours de la dernière décennie partout dans le monde. Pour les pays de l'OCI, il est passé de 27,5 % en 2010 à un niveau record de 19,4 % en 2020. Le secteur représente plus d'un tiers de la valeur ajoutée totale dans huit pays membres qui sont fortement engagés dans l'extraction de pétrole et de gaz : Brunei Darussalam (43%), Qatar (42%), Oman (41%), Azerbaïdjan (39%), Irak (38%), Guyana (37%), Libye (36%) et Koweït (34%).

Graphique 2.9 : Valeur ajoutée par activité économique majeure (% du total)



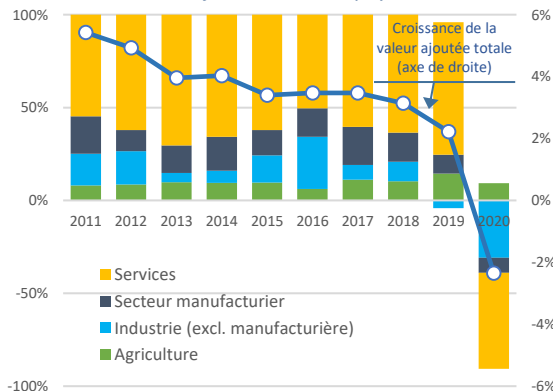
Source: Calcul des auteurs basé sur les données - en prix courants en dollars des États-Unis - de la DSNU, Comptes nationaux - Analyse des principaux agrégats (AMA).

Note: "L'agriculture" comprend l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche (CITI A-B), "l'industrie" comprend l'exploitation minière, la fabrication, les services publics et la construction (CITI C-F), et "les services" comprennent les activités de services (CITI G-P). Couverture des données: 57 pays de l'OCI, 115 pays en développement non membres de l'OCI et 39 pays développés.

Le secteur manufacturier, qui a un plus grand potentiel pour promouvoir la productivité et la compétitivité, a une part de 15,2% dans la valeur ajoutée totale des pays de l'OCI, ce qui est comparable à celui des pays développés (13,8%) mais nettement inférieur à celui des pays en développement non membres de l'OCI (21,5%). Le secteur représente 36% de la valeur ajoutée totale au Turkménistan et 20-23% dans 7 autres pays membres, à savoir le Suriname, la Malaisie, la Türkiye, l'Ouzbékistan, l'Indonésie et le Bangladesh.

Le secteur des services continue de jouer un rôle clé dans la majorité des économies de l'OCI, représentant en moyenne 53,8% de la valeur ajoutée totale dans le groupe de l'OCI. Cette part est pourtant encore basse, si l'on considère que le secteur représente les trois quarts (76,5 %) de la valeur ajoutée totale dans les pays développés et 57,1% dans les pays en développement non membres de l'OCI, la moyenne mondiale étant de 68,3%. Dans les pays de l'OCI, cette part atteint

Graphique 2.10 : Contribution sectorielle à la croissance de la valeur ajoutée dans les pays de l'OCI



Source: Calcul des auteurs basé sur les données - aux prix constants de 2015 en dollars des États-Unis - de la DSNU, Comptes nationaux - Analyse des principaux agrégats (AMA).

Note: "L'agriculture" comprend l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche (CITI A-B), "l'industrie" comprend l'exploitation minière, la fabrication, les services publics et la construction (CITI C-F), et "les services" comprennent les activités de services (CITI G-P). Couverture des données: 57 pays de l'OCI.

90% au Liban, 87% à Djibouti, 78% aux Maldives, 70% en Palestine et 68% en Jordanie, alors qu'elle est d'au moins 50% dans 33 autres pays membres.

Le secteur des services, qui a connu une croissance annuelle moyenne de 4,5 % au cours de la période 2010-19, a également été le principal contributeur à la croissance économique des pays de l'OCI, représentant généralement plus de 60 % de la croissance de la valeur ajoutée totale à prix constants (Graphique 2.10). De même, en se contractant de 2,7 % en 2020, ce secteur a été largement responsable du repli de la valeur ajoutée totale cette année-là :



près des deux tiers de la contraction de la valeur ajoutée totale (-1,4 point de pourcentage de la croissance de -2,3%) provenaient du secteur des services. La contraction de l'industrie non manufacturière (-4,3%) et de l'industrie manufacturière (-1,5%) a aggravé la contraction de la valeur ajoutée totale de respectivement -0,9 et -0,2 point de pourcentage. Le secteur agricole, qui a continué à croître (2,4 %) en 2020, n'a compensé qu'une faible partie (0,3 point de pourcentage) de la contraction.

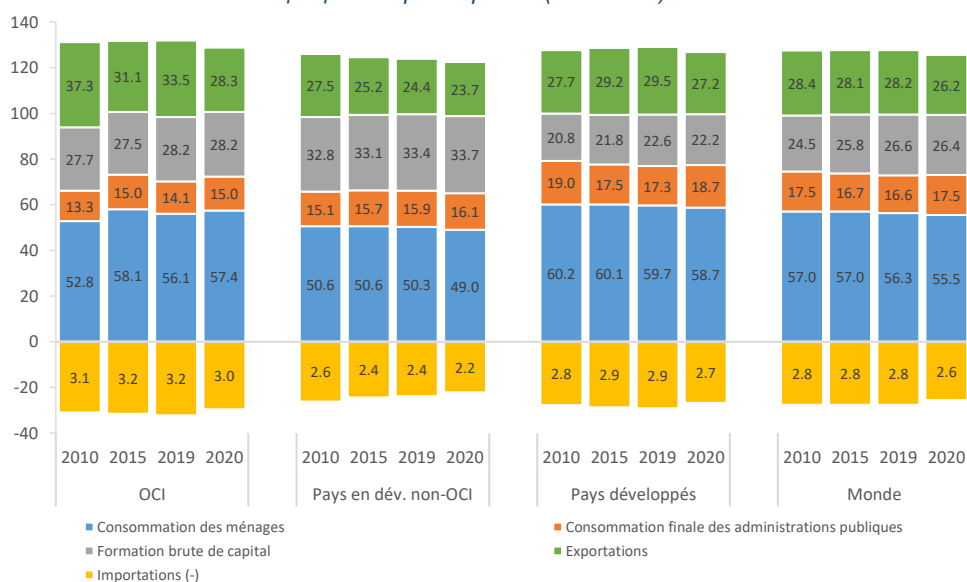
L'analyse de la composition du PIB du côté des dépenses révèle que les dépenses de consommation finale (par les ménages et le gouvernement) ont continué à avoir la plus grande part du PIB au fil des ans dans les pays de l'OCI ainsi que dans le reste du monde (*Graphique 2.11*). En 2020, La consommation des ménages a représenté 57,4% du PIB dans les pays de l'OCI, ce qui est supérieur à celui des pays en développement non membres de l'OCI (49,0%) mais légèrement inférieur à celui des pays développés (58,7%). Ce ratio a atteint jusqu'à 104% en Sierra Leone et au Yémen et 100% aux Comores, ce qui indique clairement qu'une proportion importante de la demande intérieure privée était allouée aux biens et services importés. Dans deux autres pays de l'OCI, à savoir le Liban et la Guinée-Bissau, ce ratio était également supérieur à 90 %, mais ne dépassait pas 11 % au Turkménistan et 24 % au Brunei Darussalam.

La part des dépenses de consommation finale du gouvernement général dans le PIB a été faible dans les pays de l'OCI par rapport aux pays développés et en développement. En 2020, cette part s'est établie en moyenne à 15,0% pour les pays de l'OCI, 16,1% pour les pays en développement non membres de l'OCI et 18,7% pour les pays développés. Le ratio le plus élevé parmi les pays de l'OCI a été enregistré en Libye avec 41%, suivi par l'Arabie Saoudite (26%), Oman (28%), Brunei Darussalam (25%) et le Koweït (24%), alors qu'il était inférieur à 10% dans dix pays : Bangladesh, Égypte, Sierra Leone, Nigeria, Somalie, Gambie, Turkménistan, Indonésie, Tchad et Yémen.

La formation brute de capital (FBC), également appelée "investissement", est un indicateur important pour une économie dans la mesure où elle montre la valeur totale des ajouts aux actifs productifs, qui sont destinés à être utilisés dans la production d'autres biens et services. Ainsi, une part élevée du FBC dans le PIB est souhaitable pour la croissance économique à long terme, car les investissements actuels conduisent à une plus grande production future. Le *Graphique 2.11* montre que cette part a été relativement stable au cours de la dernière décennie et s'est établie en moyenne à 28,2% en 2020 pour les pays de l'OCI, ce qui est inférieur à la moyenne des pays en développement non membres de l'OCI (33,7%) mais supérieur à la moyenne des pays développés (22,2 %). Le GCF a représenté jusqu'à 58% du PIB au Mozambique, le ratio le plus élevé de l'OCI et du monde, et la moitié (50%) du PIB au Turkménistan. Ce ratio se situait entre 41% et 44% dans six pays (Djibouti, Algérie, Qatar, Mauritanie, Maldives et Brunei Darussalam) et était inférieur à 10% dans trois pays (Guinée Bissau, Soudan et Yémen).

Le commerce international - des biens et des services - représente une part plus importante du PIB dans les pays de l'OCI que dans les pays développés et en développement en 2020. Néanmoins, la part des exportations et des importations dans le PIB a diminué en 2020 par rapport à l'année précédente dans tous ces groupes de pays, principalement en raison des graves perturbations induites par la pandémie dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et les services de voyage. La part des exportations a diminué de 5,2 points de pourcentage par rapport à l'année précédente et s'est établie en moyenne à 28,3% pour les pays de l'OCI, alors qu'elle est tombée à 23,7% pour les pays en développement non membres de l'OCI et de 27,2% pour les pays développés. La part des importations a également diminué, de 2,7 points de pourcentage, pour s'établir à 29,5% pour les pays de l'OCI, mais elle est restée supérieure à la moyenne des deux groupes de pays par rapport aux pays de l'OCI (*Graphique 2.11*).

Graphique PIB par dépense (% du total) :2.11



Source: Calcul des auteurs basé sur les données - en prix courants en dollars des États-Unis - de la DSNU, Comptes nationaux - Analyse des principaux agrégats (AMA).
Couverture des données: 57 pays de l'OCI, 115 pays en développement non membres de l'OCI et 39 pays développés.

Parmi les pays de l'OCI, Djibouti était le pays dont la part des exportations dans le PIB était la plus élevée (151%), se classant ainsi au cinquième rang mondial. Cette part a atteint 93 % aux Émirats arabes unis, 74 % au Turkménistan, 73 % au Guyana et 71 % au Bahreïn, tandis qu'elle était inférieure à 10 % dans six pays membres (Nigeria, Gambie, Comores, Yémen, Soudan et Somalie) En ce qui concerne la part des importations dans le PIB, Djibouti (177%) occupe également le premier rang, non seulement dans l'OCI mais aussi dans le monde. Cette part atteignait 73 % en Guinée et au Mozambique, 70 % aux Maldives, 69 % aux Émirats arabes unis et plus de 50 % dans onze autres pays membres. De l'autre côté du spectre, le ratio importations/PIB n'était que de 2 % en Somalie et de 5 % au Soudan.

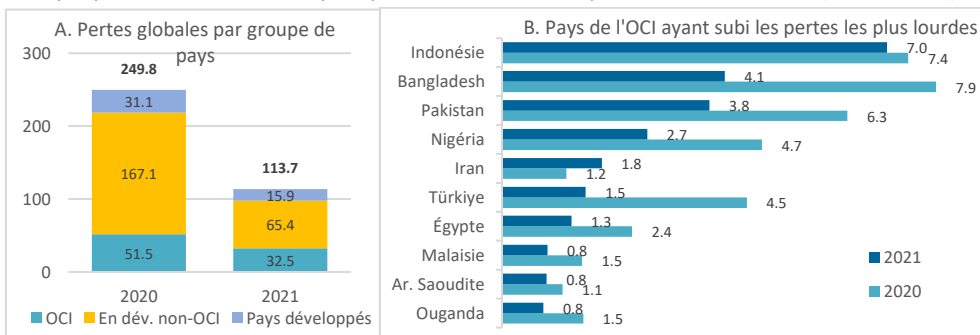


MARCHE DU TRAVAIL

Le taux de chômage augmente encore dans les pays de l'OCI, mais diminue dans le monde entier

La pandémie a entraîné des perturbations sans précédent sur les marchés du travail dans les pays de l'OCI, tout comme dans d'autres parties du monde. Les défis induits par la crise de la pandémie ont exacerbé le manque d'opportunités d'emploi qui auraient existé même sans la pandémie. Compte tenu des pertes d'heures de travail, on estime que la pandémie a entraîné une perte de 32,5 millions d'emplois équivalents à temps plein (ETP) dans les pays de l'OCI en 2021, soit une baisse de 37 % par rapport aux 51,5 millions de 2020 (*Graphique 2.12.A*). Néanmoins, la réduction plus rapide des pertes d'emplois dans les pays développés et en développement (49% et 61%, respectivement) a entraîné une augmentation de la part des pays de l'OCI dans les pertes mondiales, de 20,6% en 2020 à 28,6% en 2021, ce qui implique que la reprise des marchés du travail a été un peu plus lente dans le groupe des pays de l'OCI.

Graphique 2.12 : Nombre d'emplois perdus en raison de la pandémie de COVID-19 (ETP, millions)



Source: ILOSTAT, Estimations modélisées de l'OIT.

Note: Heures de travail perdues en raison de la crise COVID-19 exprimées en emplois équivalents à temps plein (ETP), sur la base de 48 heures par semaine.

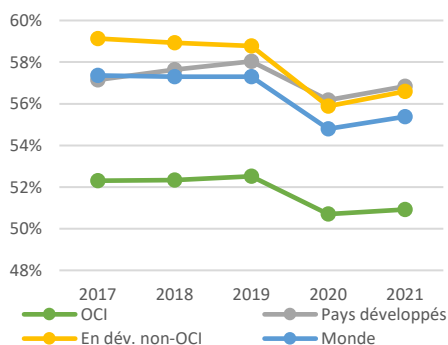
Les trois quarts des pertes d'emplois dans les pays de l'OCI ont eu lieu dans dix pays très peuplés, à savoir l'Indonésie, le Bangladesh, le Pakistan, le Nigeria, l'Iran, la Türkiye, l'Égypte, la Malaisie, l'Arabie saoudite et l'Ouganda (*Graphique 2.12.B*). Parmi ces pays, seul l'Iran a connu une augmentation des pertes d'emplois en 2021, atteignant 1,8 million contre 1,2 million un an plus tôt. Avec la perte la plus importante, l'Indonésie a connu une amélioration limitée par rapport aux autres pays, le nombre d'emplois ETP perdus restant d'environ 7 millions.

Après être tombé à un niveau historiquement bas de 54,8 % à l'échelle mondiale en 2020 en raison des pertes d'emploi, le ratio emploi/population (REP)² a augmenté de 0,6 point de pourcentage pour atteindre 55,4 % en 2021, mais est resté en dessous du niveau de 2019. Les pays développés et les pays en développement hors OCI ont suivi une trajectoire de reprise similaire, les deux groupes enregistrant un rebond de 0,7 point de pourcentage. Ils ont également

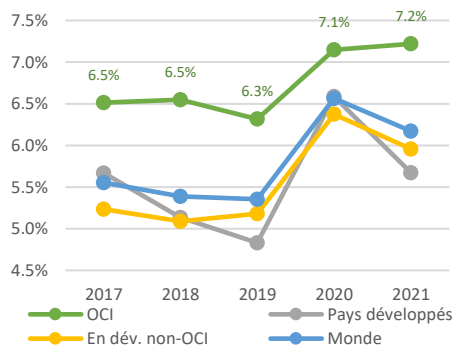
² Un ratio emploi/population élevé signifie qu'une grande partie de la population active d'un pays est employée, tandis qu'un ratio faible signifie qu'une grande partie de la population ne participe pas directement aux activités commerciales, car elle est au chômage ou ne fait pas partie de la population active en général.

maintenu un REP plus élevé que la moyenne mondiale. Dans les pays de l'OCI, où l'EPR a chuté de 1,8 point de pourcentage pour atteindre 50,7 % en 2020, la reprise en 2021 a été plutôt limitée - seulement 0,2 point de pourcentage pour atteindre 50,9 %. En conséquence, l'EPR est resté plus faible dans les pays de l'OCI que dans le reste du monde (*Graphique 2.13*).

Graphique 2.13 : Ratio emploi-population



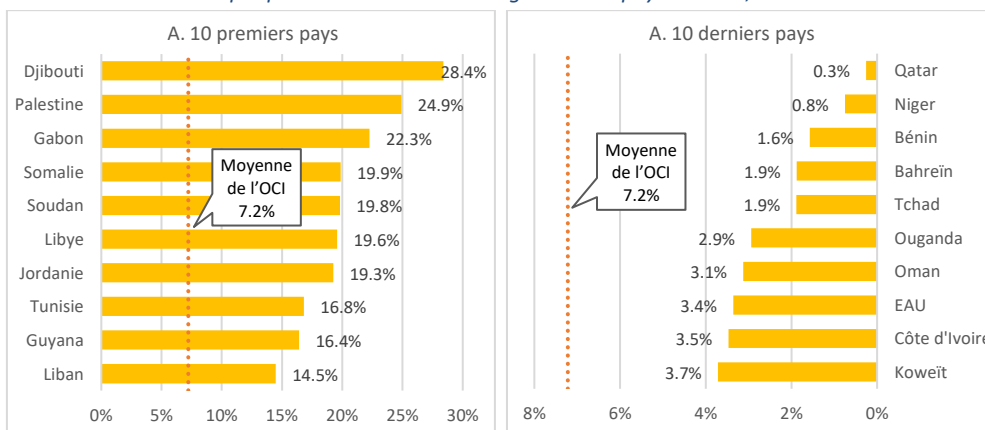
Graphique 2.14 : Taux de chômage



Source: Calculs des auteurs de SESRIC basés sur ILOSTAT, estimations modélisées de l'OIT, novembre 2021.

La pandémie s'étant transformée d'une crise de santé publique en une crise de l'emploi, des millions de personnes à travers l'OCI ont été poussées au chômage en 2020. Selon les données de l'OIT, le nombre de chômeurs dans les pays de l'OCI a augmenté de plus de 5,5 millions pour atteindre 49,6 millions en 2020. Par conséquent, le taux de chômage a rebondi à 7,1 % lors de cette année, soit une hausse de 0,8 point de pourcentage par rapport aux 6,3% de 2019. Bien que le taux de chômage ait largement augmenté dans une plus large mesure dans les pays développés (+1,8 points de pourcentage) et les pays en développement non membres de l'OCI (+1,2 point de pourcentage), il est resté plus élevé dans les pays de l'OCI. Les estimations montrent qu'en 2021, le chômage a encore augmenté de 1,8 million dans les pays de l'OCI, alors qu'il a diminué dans le monde d'environ 9,5 millions. En conséquence, alors que les taux de chômage ont baissé dans le monde entier en 2021, les pays de l'OCI ont observé une hausse du taux de chômage à 7,2% (*Graphique 2.14*). Il est à noter que les pays de l'OCI, avec 51,4 millions de chômeurs, représentaient 24 % du chômage mondial en 2021, contre 22,2 % en 2020.

Graphique 2.15 : Taux de chômage dans les pays de l'OCI, 2021



Source: ILOSTAT, Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2021.



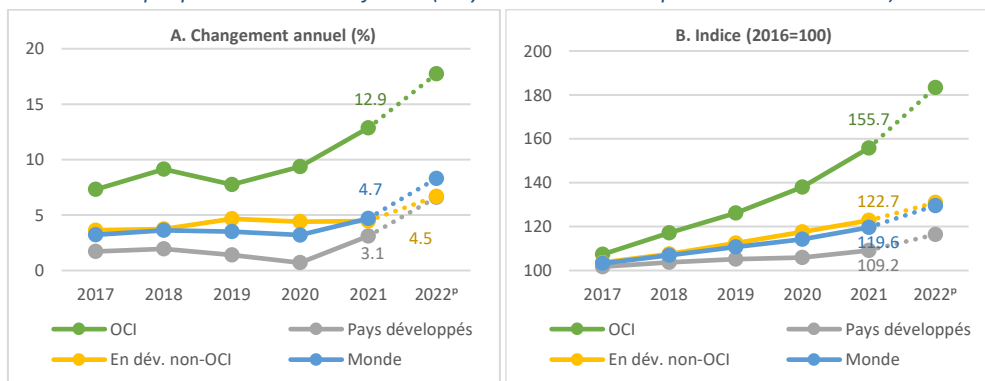
Les dernières données disponibles montrent qu'en 2021, le taux de chômage a baissé dans 9 pays de l'OCI, est resté inchangé dans 7, et a augmenté dans 41. Très variable selon les pays de l'OCI, le taux de chômage atteignait 28,4% à Djibouti (le deuxième plus élevé au monde après l'Afrique du Sud), suivi par la Palestine (24,9%), le Gabon (22,3%), la Somalie (19,9%) et le Soudan (19,8%) (*Graphique 2.15.A*). À l'autre bout du spectre, il n'était que de 0,3 % au Qatar (le plus bas du monde), de 0,8 % au Niger, de 1,6 % au Bénin et de 1,9 % au Bahreïn et au Tchad (*Graphique 2.15.B*).

INFLATION

Les prix à la consommation augmentent beaucoup plus dans l'OCI

Avec l'effondrement des taux de croissance économique dû à la crise pandémique, l'inflation des prix à la consommation - mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) - a diminué dans la plupart des pays du monde en 2020. Cependant, contrairement au taux d'inflation mondial, qui a diminué de 0,3 point de pourcentage pour atteindre 3,2 %, l'inflation dans les pays de l'OCI a fortement augmenté pour atteindre 9,4% en 2020, contre 7,7% en 2019. En 2021, il a encore augmenté pour atteindre 12,9 %. Considérant que le taux d'inflation est passé à 3,1% dans les pays développés et à 4,5% dans les pays en développement non membres de l'OCI, les pays de l'OCI, en moyenne, ont continué à avoir un taux d'inflation beaucoup plus élevé en 2021. Cette tendance devrait se poursuivre en 2022 également, étant donné que l'inflation devrait encore augmenter pour atteindre le niveau record de 17,7 % dans les pays de l'OCI, mais seulement 8,3 % dans le monde (*Graphique 2.16.A*).

Graphique 2.16 : Taux d'inflation (moyenne annuelle des prix à la consommation)



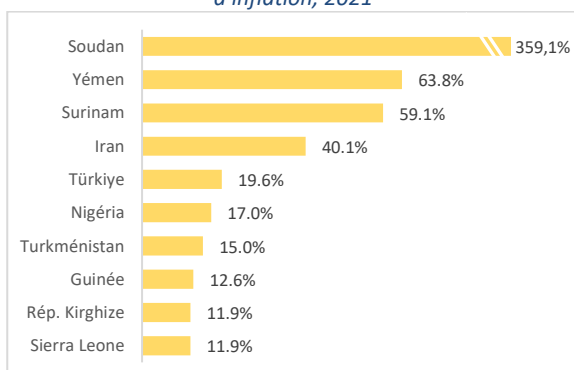
Source: Calcul des auteurs basé sur le FMI, les perspectives de l'économie mondiale, mise à jour en avril et juillet 2022.

Note: P= Projection Moyennes des groupes sont calculés sous la forme d'une moyenne pondérée des indices des prix nationaux, les pondérations étant le PIB de chaque pays respectif en dollars courants internationaux basés sur la PPA. Les moyennes du groupe excluent le Venezuela.

Avec les taux d'inflation observés sur la période de 5 ans allant de 2017 à 2021, les prix moyens à la consommation dans les pays de l'OCI étaient 55,7% plus élevés en 2021 par rapport à 2016, ce qui était considérablement supérieur à l'augmentation moyenne mondiale de 19,6%. Au cours de la même période, les prix moyens ont augmenté de 22,7% dans les pays en développement non membres de l'OCI et de seulement 9,2% dans les pays développés (*Graphique 2.16.B*).

Parmi les pays de l'OCI, le Soudan a enregistré le taux d'inflation le plus élevé, soit 359,1 % en 2021, qui était également le deuxième plus élevé au monde après le Venezuela (1589 %). Viennent ensuite le Yémen (63,8 %), le Suriname (59,1 %) et l'Iran (40,1 %), qui figurent tous parmi les dix pays où l'inflation est la plus élevée au monde. La Türkiye, le Nigeria, le Turkménistan, la Guinée, la République kirghize et la Sierra Leone ont complété la liste des dix premiers pays de l'OCI (*Graphique 2.17*). En 2021, il y avait également deux pays de l'OCI avec un taux d'inflation négatif, signalant une baisse de la moyenne annuelle des prix à la consommation par rapport à l'année précédente: Tchad (-0,8%) et Bahreïn (-0,6%). Dans l'ensemble, le Soudan, la Türkiye, l'Iran, le Nigeria et le Pakistan, compte tenu de leur poids dans l'économie de l'OCI, ont été les principaux contributeurs au taux d'inflation moyen de l'OCI en 2021 (12,9 %), représentant les quatre cinquièmes du taux d'inflation (*Graphique 2.18*).

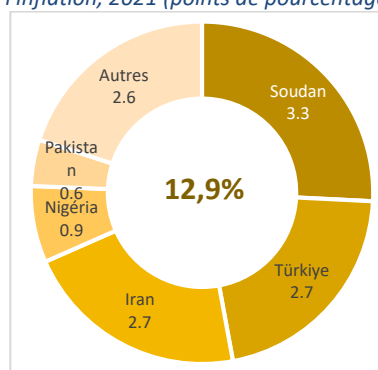
Graphique 2.17 : Les 10 premiers pays de l'OCI par taux d'inflation, 2021



Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2022

Note: Variation annuelle moyenne de l'IPC. Hors l'Afghanistan, le Liban et la Syrie.

Graphique 2.18 : Principaux contributeurs à l'inflation, 2021 (points de pourcentage)



COMMERCE INTERNATIONAL

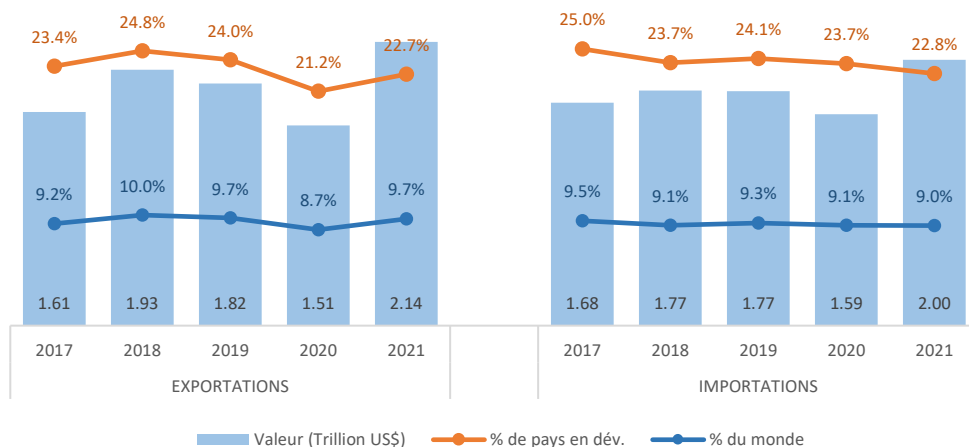
Les exportations et les importations de marchandises rebondissent de 41,7 % et 25,8 %, respectivement

Selon les données du FMI (Direction des statistiques sur les échanges - DOTS), la valeur annuelle du commerce mondial de marchandises, après avoir chuté de 7,6 % en 2020 en raison de la pandémie, a rebondi de 26,7 % en 2021. Les exportations et les importations des pays de l'OCI ont suivi une évolution parallèle, bien qu'une reprise plus marquée ait été enregistrée au niveau des exportations. Après avoir chuté de 17,3 % en 2020, les exportations de marchandises des pays de l'OCI ont augmenté de 41,7 % en 2021. Les importations de marchandises ont augmenté de 25,8 % en 2021, après une baisse de 9,9 % l'année précédente. Par conséquent, les exportations, qui ont atteint 2,14 trillions de dollars en 2021, ont représenté une part plus importante des exportations mondiales, soit 9,7 % en 2021 contre 8,7 % en 2020. Les importations, qui ont augmenté à 2000 milliards de dollars, ont eu une part un peu plus faible dans les importations mondiales, passant de 9,1 % en 2020 à 9,0 % en 2021. Une tendance



similaire est observée pour la part des pays de l'OCI dans le commerce de marchandises des pays en développement. Leur part dans les exportations est passée de 21,2 % en 2020 à 22,7 % en 2021, tandis que leur part dans les importations a diminué de 23,7 % à 22,8 % au cours de la même période (*Graphique 2.19*).

Graphique 2.19 : Commerce international de marchandises des pays de l'OCI



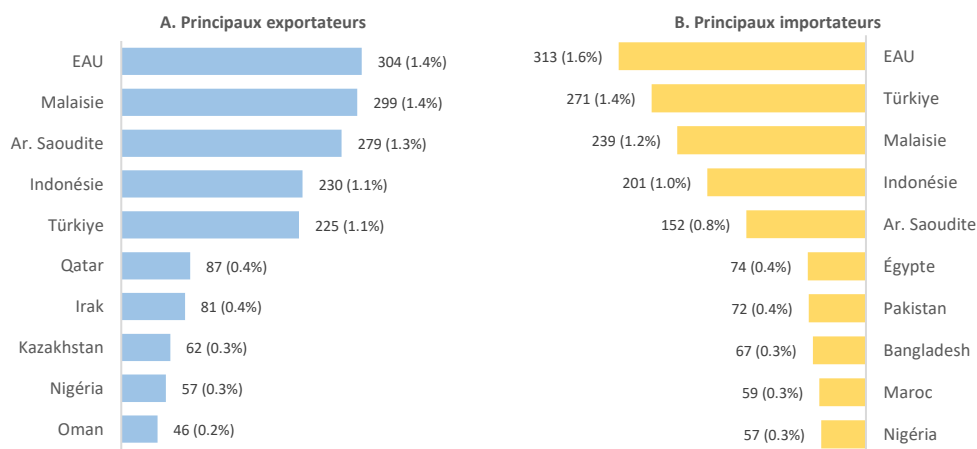
Source: FMI, Statistiques sur la direction du commerce (DOTS).

Note: Les exportations sont évaluées sur une base franco à bord (FOB) et les importations sur une base de coût, assurance et fret (CIF).

Couverture des données: 57 pays de l'OCI.

En ce qui concerne la part des pays membres individuels dans les exportations totales de marchandises du groupe de l'OCI, on observe que la majeure partie des exportations totales continue d'être concentrée dans quelques pays (*Graphique 2.20.A*). En 2021, les cinq premiers exportateurs représentaient 62,6% des exportations totales de marchandises de tous les pays

Graphique 2.20 : Principaux pays de l'OCI dans le commerce international de marchandises, 2021 (milliards de dollars des États-Unis)



Source: FMI, Statistiques sur la direction du commerce (DOTS).

Note: Les chiffres entre parenthèses indiquent la part du pays respectif dans le total de l'OCI. Couverture des données: 57 pays de l'OCI.

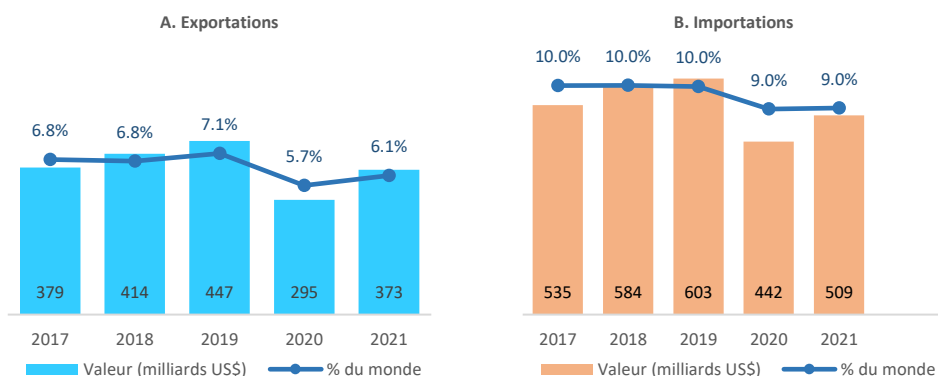
membres, tandis que les dix premiers représentaient 78,1%. Les Émirats arabes unis, avec 304 milliards de dollars d'exportations de marchandises et une part de 14,2 % du total des exportations de l'OCI, sont devenus le plus grand exportateur de l'OCI en 2021. Elles sont suivies par la Malaisie (299 milliards de dollars, 14,0%), l'Arabie saoudite (279 milliards de dollars, 13,1%), l'Indonésie (230 milliards de dollars, 10,7%) et la Türkiye (225 milliards de dollars, 10,5%). En outre, le Qatar, l'Irak, le Kazakhstan, le Nigeria et Oman figurent sur la liste des 10 premiers exportateurs de l'OCI en 2021.

Comme pour les exportations, les importations de marchandises des pays de l'OCI étaient également fortement concentrées dans quelques pays en 2021. Comme le montre le *Graphique 2.20.B*, avec 313 milliards de dollars d'importations, les Émirats arabes unis ont pris la tête du classement des principaux importateurs, représentant 15,7 % des importations totales de l'OCI. Il est suivi par la Türkiye (271 milliards de dollars, 13,6%), la Malaisie (239 milliards de dollars, 12,0%), l'Indonésie (201 milliards de dollars, 10,0%) et l'Arabie saoudite (152 milliards de dollars, 7,6%). En conséquence, ces cinq plus grands importateurs ont représenté 58,8% des importations totales de marchandises de l'OCI, tandis que pour les dix plus grands pays, qui comprennent en outre l'Égypte, le Pakistan, le Bangladesh, le Maroc et le Nigeria, ce ratio a atteint 75,2%.

Le commerce des services rebondit en 2021, mais reste inférieur aux niveaux pré-pandémiques

La valeur du commerce mondial des services, qui s'est contractée d'un cinquième (18,2%) en 2020 par rapport à l'année précédente, a rebondi de 15,9% en 2021, selon les statistiques de l'Organisation mondiale du commerce (WTO). Après avoir connu une chute encore plus importante dans le commerce des services, les pays de l'OCI ont également enregistré une reprise en 2021. Leurs exportations de services, qui avaient chuté d'un tiers (34,0 %) en 2020, ont augmenté de 26,4 % pour atteindre 373 milliards de dollars US, de sorte que leur part dans les exportations mondiales de services est passée de 5,7 % en 2020 à 6,1 % en 2021 (*Graphique 2.21.A*).

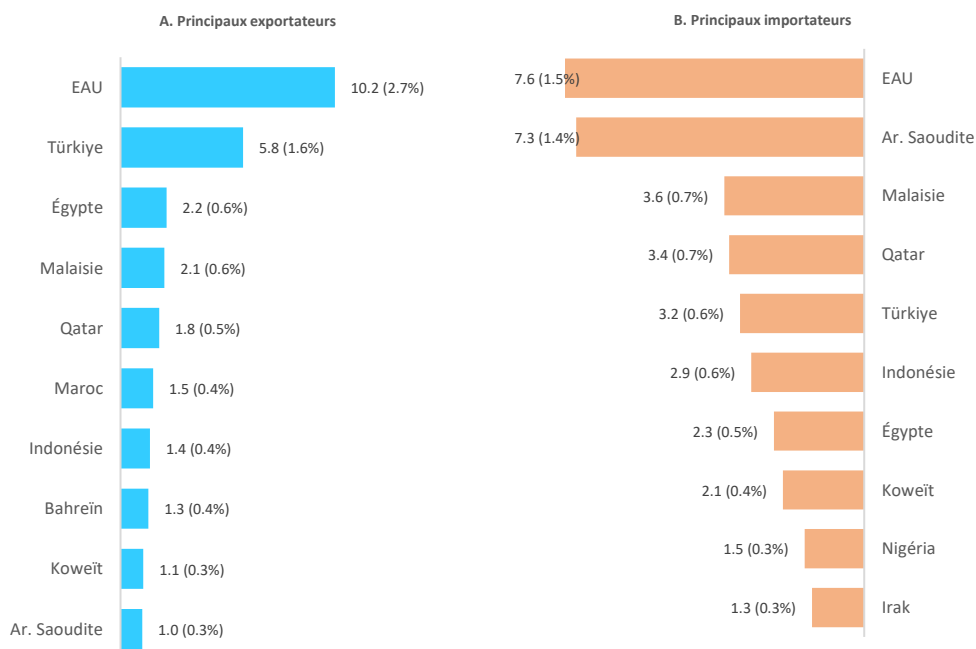
Graphique 2.21 : Commerce international des services des pays de l'OCI



Source: Portail de données de l'OMC.

De même, leurs importations de services, qui avaient chuté de 26,7 % en 2020, ont augmenté de 15,2 % et se sont élevées à 509 milliards de dollars US, leur part dans les importations mondiales de services restant à 9,0 % comme en 2020 (*Graphique 2.21.B*). Il convient de noter que, malgré la reprise, les valeurs du commerce des services en 2021 sont restées en deçà de leurs niveaux d'avant la pandémie, tant dans les pays de l'OCI que dans le monde. Cela implique que le commerce des services, qui a été plus durement touché que le commerce des marchandises, mettra plus de temps à se remettre complètement de la crise de la pandémie.

Graphique 2.22 : Principaux pays de l'OCI dans le commerce international des services, 2021 (milliards de dollars américains)



Source: Portail de données de l'OMC.

Note: Les chiffres entre parenthèses indiquent la part du pays respectif dans le total de l'OCI.

Comme dans le cas du commerce des marchandises, le commerce des services des pays de l'OCI était également concentré dans certains pays en 2021. Les Émirats arabes unis, avec 101,8 milliards de dollars d'exportations de services et une part de 27,3 % des exportations totales de services des pays de l'OCI, ont été le premier exportateur de services. Ils étaient suivis par la Türkiye (58,2 milliards de dollars, 15,6%), l'Égypte (21,9 milliards de dollars, 5,9%), la Malaisie (20,9 milliards de dollars, 5,6%) et le Qatar (18,3 milliards de dollars, 4,9%) et (*Graphique 2.22.A*). Ensemble, ces cinq pays ont représenté 59,3% du total. Pour les dix premiers exportateurs, qui comprenaient également le Maroc, l'Indonésie, le Bahreïn, le Koweït et l'Arabie saoudite, ce ratio a augmenté jusqu'à 76,4 %. En ce qui concerne les importations de services, les Émirats arabes unis ont également été le principal importateur, enregistrant une valeur de 76,1 milliards de dollars US, soit 15,0% des importations totales de services de l'OCI. Ils ont été suivis par l'Arabie saoudite (73,3 milliards de dollars, 14,4%), le Qatar (35,6 milliards de dollars, 7,0%), la

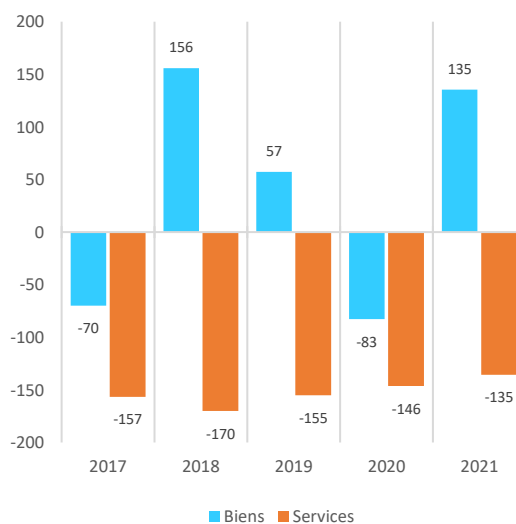
Malaisie (34,3 milliards de dollars, 6,8%) et la Türkiye (31,6 milliards de dollars, 6,2%) (*Graphique 2.22.B*). Alors que ces cinq plus grands importateurs représentaient 49,3% du total, ce ratio a atteint 69,1% pour les dix plus grands pays qui comprenaient en outre l'Indonésie, l'Égypte, le Koweït, le Nigeria et l'Irak.

Les pays de l'OCI sont des exportateurs nets de marchandises en 2021

Les pays de l'OCI, en termes agrégés, sont devenus des exportateurs nets de marchandises en 2021, avec un excédent commercial s'élevant à 135 milliards de dollars US, contre un déficit de 83 milliards de dollars US l'année précédente (*Graphique 2.23*). La contribution la plus importante est venue de l'Arabie saoudite, qui a enregistré un excédent de 127,4 milliards de dollars. La Malaisie (59,8 milliards de dollars US), le Qatar (59,3 milliards de dollars), l'Irak (39,6 milliards de dollars) et l'Indonésie (28,8 milliards de dollars) figuraient parmi les pays affichant un excédent important. D'autre part, 35 pays membres ont déclaré un déficit en 2021, le plus important étant celui de la Türkiye (46,2 milliards de dollars), suivi du Pakistan (43,8 milliards de dollars), de l'Égypte (33,1 milliards de dollars), du Bangladesh (28,0 milliards de dollars) et du Maroc (20,6 milliards de dollars).

Dans le commerce des services, les pays de l'OCI, en termes agrégés, sont restés importateurs nets de services au cours de la dernière période quinquennale 2017-2021. Les déficits globaux des pays de l'OCI dans le commerce des services se sont élevés à 135 milliards de dollars en 2021, soit le plus bas niveau des quatre dernières années (*Graphique 2.23*). Sur les 44 pays dont les données sont disponibles, seuls dix pays ont déclaré un solde positif en 2021 : Türkiye, Émirats arabes unis, Maroc, Bahreïn, Maldives, Albanie, Soudan, Jordanie, Togo et Tunisie. Les excédents ont atteint jusqu'à 26,6 milliards de dollars en Türkiye, suivie par les Émirats arabes unis avec 25,7 milliards de dollars et le Maroc avec 6,9 milliards de dollars. De l'autre côté du spectre, les déficits ont atteint 63,0 milliards de dollars en Arabie saoudite, suivie du Qatar avec 16,0 milliards de dollars et de la Malaisie avec 14,7 milliards de dollars.

Graphique 2.23 : Balance commerciale globale des pays de l'OCI (US\$, milliards)



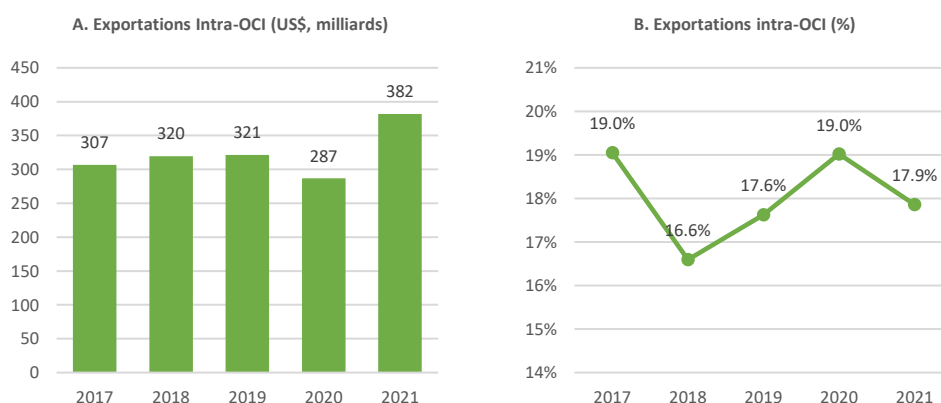
Source: FMI, Direction des statistiques commerciales (DOTS) ; OMC, portail de données.



Baisse des exportations intra-OCI à 17,9% en 2021, alors que les exportations vers le reste du monde augmentent davantage

Baissant de 10,7% à 287 milliards de dollars en 2020, les exportations de marchandises entre les pays de l'OCI (exportations intra-OCI) ont rebondi de 33,0% à 382 milliards de dollars en 2021 (*Graphique 2.24.A*). Néanmoins, les exportations des pays de l'OCI vers le reste du monde ont augmenté à un taux plus élevé de 43,7%, entraînant une baisse de la part des exportations intra-OCI de 19,0% en 2020 à 17,9% en 2021 (*Graphique 2.24.B*). La faible croissance des flux commerciaux intra-OCI réduit les perspectives d'atteindre l'objectif de 25% fixé dans le programme d'action décennal de l'OCI (OCI-2025).

Graphique 2.24 : Commerce de marchandises intra-OCI

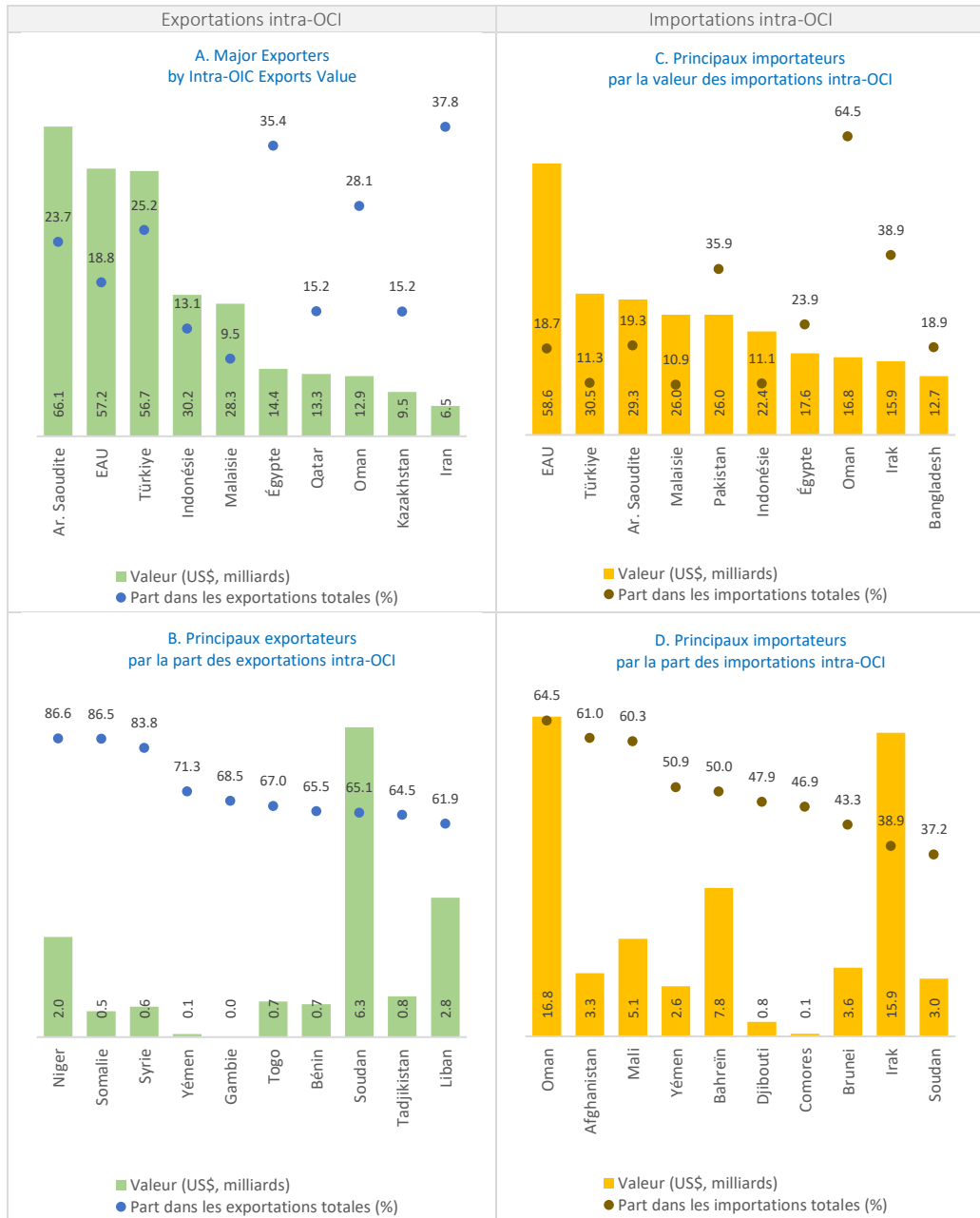


Source: Calcul des auteurs basé sur le FMI, Direction des statistiques du commerce(DOTS).

Parmi les pays de l'OCI, l'Arabie saoudite était le plus grand exportateur vers les pays de l'OCI en 2021. Les exportations totales de l'Arabie Saoudite vers les autres pays membres se sont élevées à 66,1 milliards de dollars, soit 17,3% du total des exportations intra-OCI. Elle était suivie par les Émirats arabes unis (57,2 milliards de dollars, 15,0%), la Türkiye (56,7 milliards de dollars, 14,8%), l'Indonésie (30,2 milliards de dollars, 7,9%) et la Malaisie (28,3 milliards de dollars, 7,4%). Seuls les quatre premiers pays représentaient ensemble plus de la moitié (55,0%) du total des exportations intra-OCI, tandis que ce ratio atteignait 77,3% pour les 10 premiers pays, qui comprenaient également l'Égypte, le Qatar, Oman, le Kazakhstan et l'Iran. Parmi ces dix pays, les exportations de l'Iran vers les pays de l'OCI ont représenté jusqu'à 37,8 % de ses exportations totales, tandis que la part des exportations intra-OCI n'était que de 9,5 % en Malaisie (*Graphique 2.25.A*).

En comparaison, certains pays dont la valeur des exportations intra-OCI est relativement faible ont consacré une part beaucoup plus importante de leurs exportations vers les pays de l'OCI. En effet, en 2021, la part des exportations intra-OCI atteignait 86,6 % au Niger, soit l'équivalent de 2 milliards de dollars. Dans six autres pays ayant moins d'un milliard de dollars d'exportations intra-OCI (Somalie, Syrie, Yémen, Gambie, Togo et Bénin), cette part était supérieure à 65% (*Graphique 2.25.B*).

Graphique 2.25 : Principaux pays de l'OCI dans le commerce de marchandises intra-OCI, 2021



Pour ce qui est des importations intra-OCI, les Émirats arabes unis ont été de loin le plus grand importateur des pays de l'OCI en 2021. Ses importations totales en provenance des autres pays membres se sont élevées à 58,6 milliards de dollars, soit 15,8% des importations totales intra-OCI. Il a été suivi par la Türkiye (30,5 milliards de dollars, 8,3%), l'Arabie saoudite (29,3 milliards de dollars, 7,9%), la Malaisie (26,0 milliards de dollars, 7,0%) et le Pakistan (26,0 milliards de dollars, 7,0%). Ces cinq plus grands importateurs représentaient ensemble 46,1% du total des



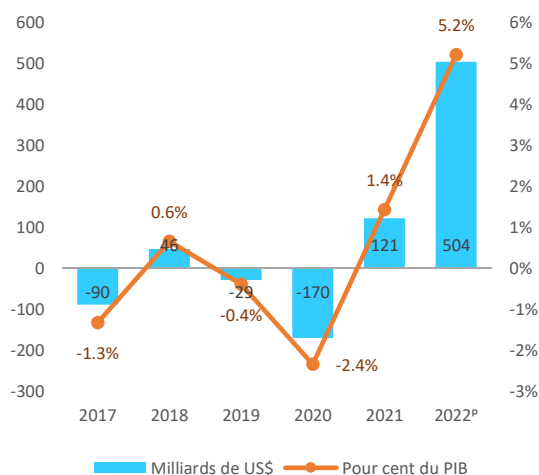
importations intra-OCI en 2021, tandis que ce ratio atteignait 69,1% pour les 10 plus grands importateurs qui comprenaient également l'Indonésie, l'Égypte, Oman, l'Irak et le Bangladesh. Les importations d'Oman en provenance des pays de l'OCI ont représenté jusqu'à 64,5% de ses importations totales, alors que la part des importations intra-OCI n'était que de 11% en Malaisie, en Indonésie et en Türkiye (*Graphique 2.25.C*). La part des importations intra-OCI d'Oman était en fait la plus élevée de tous les pays de l'OCI, et elle était suivie par l'Afghanistan (61,0 %), le Mali (60,3 %), le Yémen (50,9 %) et Bahreïn (50,0 %), tous recevant au moins la moitié de leurs importations de marchandises des pays de l'OCI (*Graphique 2.25.D*).

BALANCE DES COMPTES COURANTS

Un excédent de 121 milliards de dollars en 2021 après deux années de déficit

Les pays de l'OCI, en termes agrégés, ont enregistré un excédent de la balance courante de 121 milliards de dollars en 2021, après un déficit de 170 milliards de dollars l'année précédente. Ainsi, l'excédent de 2021 était de 1,4 % du PIB, tandis que le déficit de 2020 était de 2,4 % du PIB (*Graphique 2.26*). Étant donné que les déficits du commerce des services se sont poursuivis en 2021, comme l'illustre le *Graphique 2.23* ci-dessus, l'amélioration de la balance du commerce des marchandises (d'un déficit de 83 milliards de dollars en 2020 à un excédent de 135 milliards de dollars en 2021) a contribué de manière significative à l'excédent de la balance courante qui en résulte. Pour l'avenir, les projections du FMI indiquent un élargissement de l'excédent à plus de 500 milliards de dollars, soit 5,2 % du PIB, en 2022.

Graphique 2.26 : Balance globale du compte courant des pays de l'OCI

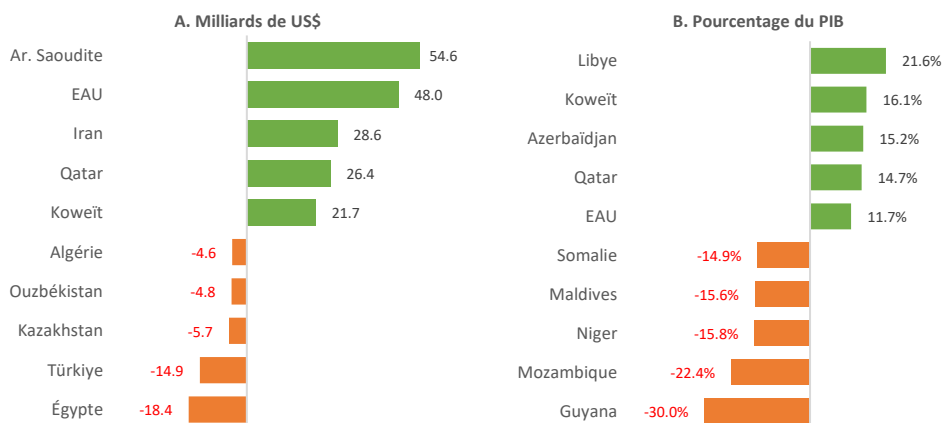


Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2022
 Note: Les données excluent la Syrie pour toute la période considérée et l'Afghanistan et le Liban pour 2021 et 2022.

Parmi les pays de l'OCI, l'Arabie Saoudite a enregistré le plus grand excédent du compte courant en termes nominaux en 2021, qui s'est élevé à 54,6 milliards de dollars, suivie par les Émirats arabes unis (48,0 dollars), l'Iran (28,6 dollars), le Qatar (26,4 dollars) et le Koweït (21,7 dollars). L'Égypte, en revanche, a enregistré le plus grand déficit de son compte courant, s'élevant à 18,4 milliards de dollars. Il est suivi par la Türkiye (14,9), le Kazakhstan (5,7), l'Ouzbékistan (4,8) et l'Algérie (4,6) (*Graphique 2.27.A*). En pourcentage du PIB, l'excédent a atteint 21,6% en Libye, suivie du Koweït (16,1%), de l'Azerbaïdjan (15,2%), du Qatar (14,7%) et des Émirats arabes unis (11,7%). De l'autre côté du spectre, le déficit du compte courant était aussi élevé que 30,0 % en Guyane, 22,4 % au Mozambique, 15,8 % au Niger, 15,6 % aux Maldives et 14,9 % en Somalie

(Graphique 2.27.B), alors qu'il était également supérieur à 10 % dans quatre autres pays de l'OCI : La Sierra Leone, la Palestine, le Sénégal et la Jordanie.

Graphique 2.27 : Pays de l'OCI présentant les plus grands excédents/déficits des comptes courants, 2021



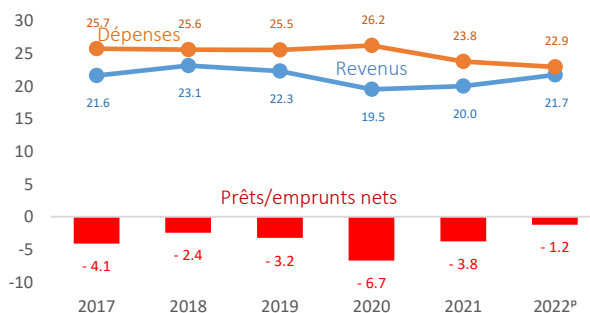
Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2022 Note: Hors l'Afghanistan, la Syrie et le Liban.

BALANCE FISCALE

Seuls six pays enregistrent un excédent budgétaire en 2021

Comme indiqué dans le chapitre précédent, les mesures budgétaires mises en œuvre pour contenir les effets de la pandémie, ainsi que la réduction des recettes publiques due au ralentissement économique, ont entraîné des déficits publics qui ont atteint des niveaux historiquement élevés dans le monde entier en 2020 (voir le Graphique 1.19 et 1.20 ci-dessus). Les déficits se sont également creusés dans les pays de l'OCI, atteignant en moyenne 6,7 % du PIB en 2020, contre 3,2 % l'année précédente. Cette expansion des déficits a été due principalement à la diminution des recettes, qui ont passé de 22,3 % à 19,5 % du PIB, étant donné que les dépenses n'ont augmenté que de 0,2 % en 2020. La forte baisse des recettes des exportations de

Graphique 2.28 : Balance fiscale du gouvernement dans l'OCI (% du PIB)



Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2022
 Note: Les données excluent la Syrie pour toute la période considérée et l'Afghanistan et le Liban pour 2021 et 2022.

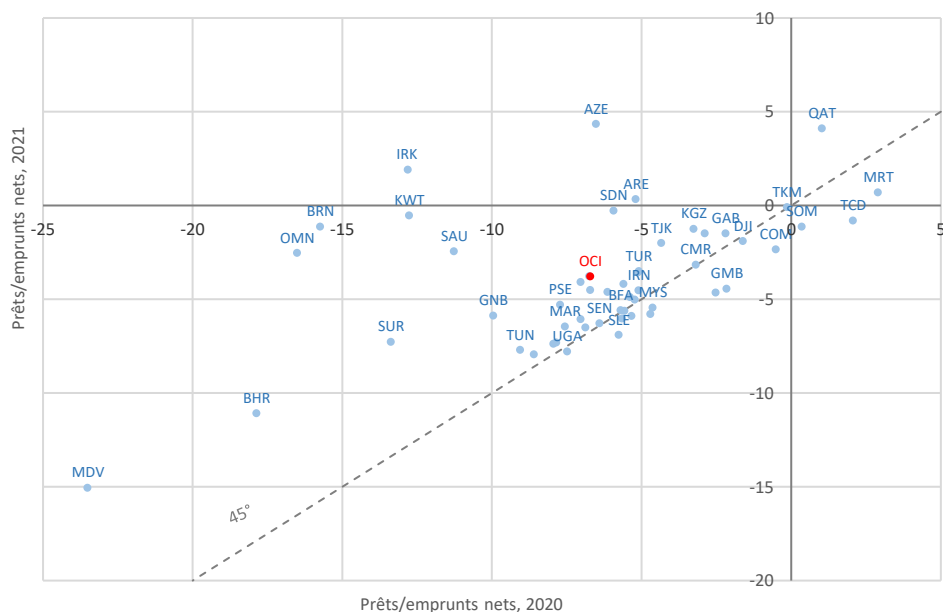


pétrole a joué un rôle important dans ce schéma, qui s'est inversé en 2021 avec la reprise économique et la hausse des prix de l'énergie.

En 2021, les dépenses ont augmenté de 6,8 % mais sont tombées à 23,8 % du PIB, tandis que les recettes ont augmenté encore plus vite, de 20,7 %, avec un ratio au PIB qui a légèrement augmenté pour atteindre 20,0 %. Cela s'est traduit par une réduction des déficits à 3,8 % du PIB, toujours au-dessus du niveau pré-pandémique de 3,2 %. Les projections actuelles pour l'année 2022 indiquent une nouvelle baisse des dépenses à 22,9 % du PIB et une augmentation des recettes à 21,7 % du PIB, les déficits se contractant à 1,2 % du PIB (*Graphique 2.28*).

Le *Graphique 2.29* montre que 38 des 54 pays de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles ont connu une amélioration de leur solde budgétaire en pourcentage du PIB en 2021 par rapport à l'année précédente, notamment la Libye (de -54,5 % à +13,8 %), l'Irak (de -12,8 % à +1,9 %), le Brunei Darussalam (de -15,7 % à -1,1 %), Oman (de -16,5 % à -2,5 %) et le Koweït (de -12,8 % à -0,5 %). Néanmoins, seuls six pays ont enregistré un excédent en 2021 (la Libye, l'Azerbaïdjan, le Qatar, l'Irak, la Mauritanie et les Émirats arabes unis), contre quatre en 2020 (la Mauritanie, le Tchad, le Qatar et la Somalie). En 2021, les Maldives présentaient le déficit budgétaire le plus important en pourcentage du PIB, atteignant jusqu'à 15,1 %, suivies par Bahreïn (11,1 %), la Jordanie (7,9 %), l'Ouganda (7,8 %) et la Tunisie (7,7 %).

Graphique 2.29 : Balance fiscale du gouvernement dans les pays de l'OCI : 2020 vs. 2021 (% du PIB)



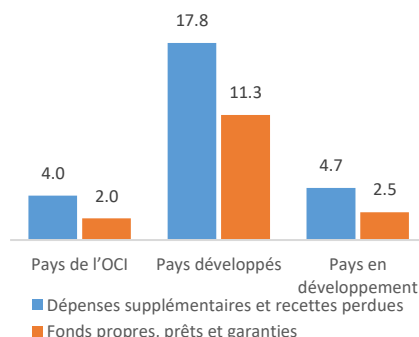
Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2021

Note: La Libye n'a pas pu être représentée sur le graphique en raison de leurs valeurs élevées. -54,5 % en 2020 et 13,8 % en 2021.

Voir l'annexe A pour les codes de pays.

En ce qui concerne le soutien fiscal canalisé pour atténuer l'impact de la pandémie, les données disponibles montrent que les pays de l'OCI, en moyenne, ont fourni un soutien relativement limité par rapport à leur PIB, comparé aux pays développés et en développement. Le soutien sous forme de dépenses supplémentaires et de recettes perdues s'élève en moyenne à 4,0% du PIB dans l'OCI, contre 17,8% dans les pays développés et 4,7% dans les pays en développement. De même, le soutien fourni sous forme de prêts, de capitaux propres et de garanties pour atténuer les impacts du COVID-19 s'est élevé à 2,0% du PIB dans les pays de l'OCI, alors que ce ratio a atteint 11,3% dans les pays développés et 2,5% dans les pays en développement (*Graphique 2.30*). Au niveau de chaque pays, les dépenses supplémentaires et les pertes de recettes ont atteint 27,7 % du PIB en Guyane, suivie par l'Indonésie (9,3 %), les Maldives (8,0 %), la Guinée-Bissau (6,7 %) et la Sierra Leone (6,4 %). Les principaux pays ayant fourni des prêts, des fonds propres et des garanties sont la Türkiye (9,6%), le Maroc (3,9%), la Malaisie (3,5%), le Kazakhstan (2,9%) et l'Azerbaïdjan (2,7%).

Graphique 2.30 : Soutien fiscal du gouvernement en réponse à la COVID-19 (en pourcentage du PIB de 2020)



Source: IMF, Fiscal Monitor: Base de données des mesures fiscales prises par les pays en réponse à la pandémie de COVID-19, octobre 2021.

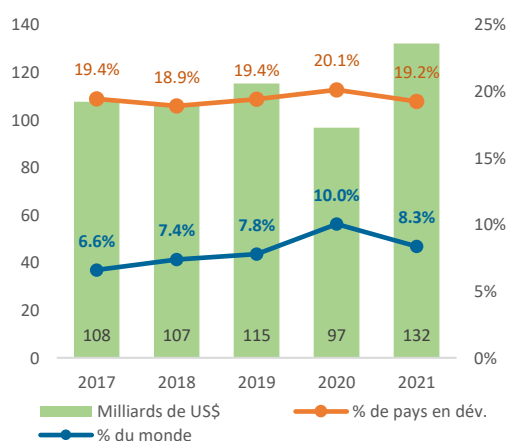
Note: Les données concernent la période allant de janvier 2020 au lundi 27 septembre 2021. Couverture des données: 53 pays de l'OCI, 94 pays en développement non membres de l'OCI et 37 pays développés. Les moyennes des groupes de pays sont pondérées par le PIB de 2020 en PPA.

FINANCE INTERNATIONALE

La part des pays de l'OCI dans les flux d'IDE mondiaux est tombée à 8,3 % malgré la hausse des flux

Après une chute spectaculaire d'un tiers (35 %) en 2020 en raison de la crise de la pandémie, les entrées mondiales d'IDE ont augmenté de deux tiers (64,3 %) pour atteindre 1600 milliards de dollars en 2021, résultant en grande partie d'une augmentation de 85,6 % des flux vers les pays développés, contre une augmentation de 42,9 % dans les pays en développement. Après une chute de 16,2% à 97 milliards de dollars en 2020, les flux à destination des pays de l'OCI ont rebondi de 36,7% et ont atteint un niveau élevé de 132 milliards de dollars en 2021. Cependant, la moindre croissance des

Graphique 2.31: Entrées d'IDE vers les pays de l'OCI



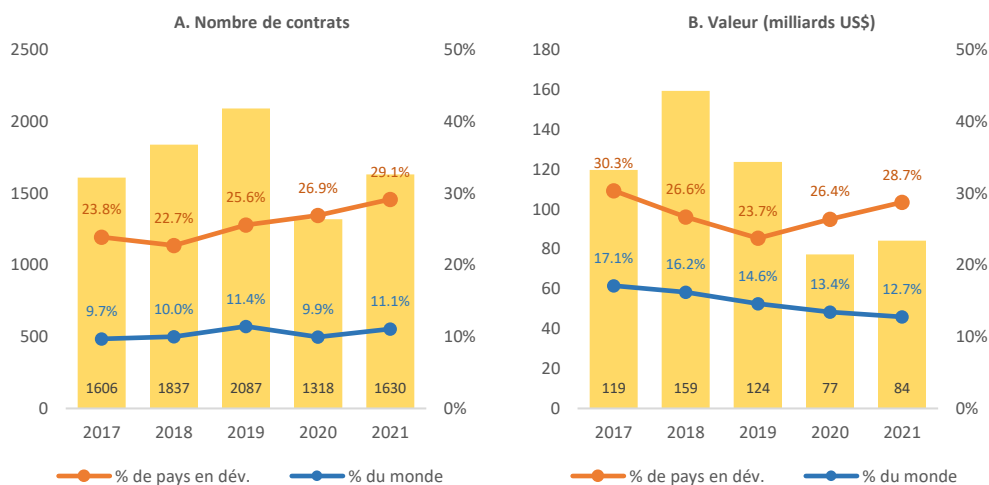
Source: Calcul des auteurs sur la base des données de la CNUCED, World Investment Report 2022, Tableaux annexes.



flux vers les pays de l'OCI a entraîné une diminution de leur part dans les flux vers les pays en développement ainsi que dans les flux mondiaux. La part des pays de l'OCI dans les flux vers les pays en développement a été mesurée à 20,1% en 2020, mais elle a diminué à 19,2% en 2021. De même, leur part dans les flux d'IDE mondiaux est tombée à 8,3 % en 2021 après avoir atteint un pic de 10,0 % en 2020 (*Graphique 2.31*).

Les investissements Greenfield³, qui revêtent une importance particulière pour les pays en développement en raison des possibilités de croissance et d'emploi accrues qu'ils ont à offrir, ont rebondi au niveau mondial de 14,7 % pour atteindre 659 milliards de dollars US en 2021, après avoir chuté de 32,0 % pour atteindre un niveau record de 575 milliards de dollars US en 2020. Ce rebond provient toutefois entièrement de l'augmentation des investissements à destination des pays développés, car la valeur des projets annoncés en direction des pays en développement est restée inchangée à 293 milliards de dollars US sur 2020 et 2021, bien que leur nombre ait augmenté de 14 %. Les pays de l'OCI ont connu une légère amélioration tant en valeur qu'en nombre de projets d'IDE Greenfield annoncés (*Graphique 2.32*).

Graphique 2.32: Projets d'investissement Greenfield annoncés destinés aux pays de l'OCI



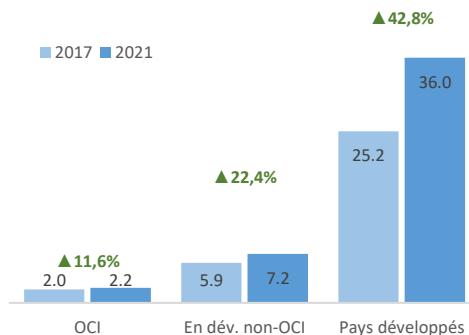
Source: Calcul des auteurs sur la base des données de la CNUCED, World Investment Report 2022, Tableaux annexes.

Le nombre de projets a augmenté de 23,7 % pour atteindre 1630, tandis que la valeur des projets a augmenté de 8,8 % pour atteindre 84 milliards de dollars, mais ces deux chiffres sont restés inférieurs aux niveaux d'avant la pandémie. Par conséquent, en termes de nombre de projets, les pays de l'OCI représentaient 11,1 % du total mondial en 2021, contre 9,9 % en 2020, tandis que leur part dans le total des pays en développement est passée de 26,9 % à 29,1 %. En termes de valeur des projets, leur part dans le total mondial a poursuivi sa tendance à la baisse pour atteindre 12,7 % en 2021, tandis que leur part dans le total des pays en développement a augmenté de 26,4 % en 2020 à 28,7 % en 2021.

³ Une forme d'IDE dans laquelle une société mère lance une nouvelle entreprise dans un pays étranger en construisant de nouvelles installations opérationnelles à partir de zéro au lieu d'acheter une installation existante dans ce pays. Ces types d'investissement sont cruciaux pour le développement des capacités productives et des infrastructures et pour les perspectives d'une reprise durable (CNUCED, 2021a).

Compte tenu des développements ci-dessus, le stock mondial d'IDE entrants atteindra 45,4 trillions de dollars en 2021, soit une hausse de 37,3 % par rapport au niveau de 2017. Au cours de la même période de 5 ans, les stocks d'IDE n'ont augmenté que de 11,6% pour atteindre 2,2 trillions de dollars dans les pays de l'OCI alors qu'ils ont augmenté de 22,4% dans les pays en développement non membres de l'OCI et de 42,8% dans les pays développés (*Graphique 2.33*). Ainsi, les pays de l'OCI ont accueilli une part plus faible des stocks mondiaux d'IDE entrants en 2021 (4,9%) qu'en 2016 (6,0%). La majeure partie des stocks mondiaux a continué d'être hébergée par les pays développés, dont la part était de 79,3% en 2021.

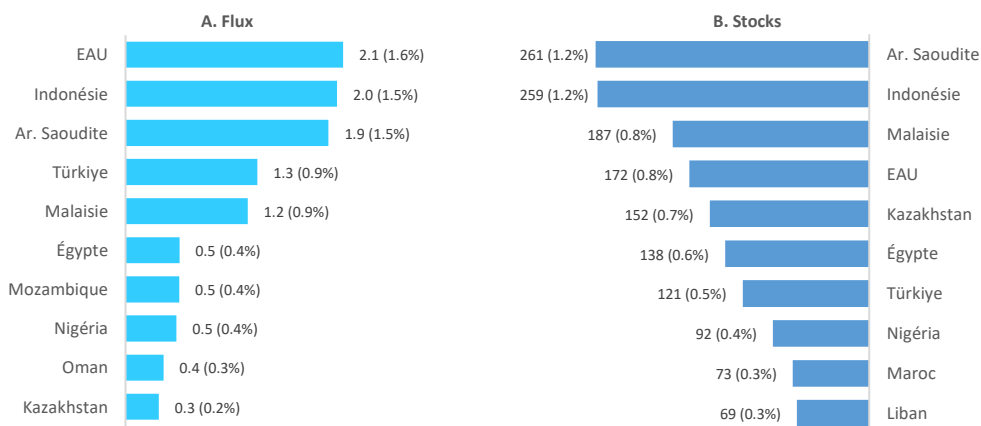
Graphique 2.33: Stock d'IDE entrants (US\$, trillion)



Source: Calcul des auteurs sur la base des données de la CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2022, Tableaux annexes.

Comme c'est le cas pour d'autres agrégats macroéconomiques majeurs, les flux et les stocks d'IDE entrants ont également présenté un niveau élevé de concentration entre les pays de l'OCI, la majeure partie des flux étant toujours dirigée vers un petit nombre d'entre eux. Les flux entrants vers les Émirats arabes unis (20,7 milliards de dollars), l'Indonésie (20,1 milliards de dollars) et la Turquie (19,3 milliards de dollars) représentaient 45,5 % des flux entrants totaux vers tous les pays de l'OCI en 2021. Ce ratio a atteint 63,7% pour les cinq premiers pays et jusqu'à 80,3% pour les dix premiers pays (*Graphique 2.34.A*). Dans le cas des stocks d'IDE entrants, les cinq premiers pays, à partir de 2021, ont accueilli 46,5% du total de l'OCI, tandis que les dix premiers pays ont représenté une part de 68,7% (*Graphique 2.34.B*). Avec 261 milliards de dollars de stocks d'IDE entrants (11,8 % du total de l'OCI), l'Arabie saoudite se classe au premier rang des pays de l'OCI. Elle était suivie par l'Indonésie (259 milliards de dollars, 11,7%), la Malaisie (187 milliards de dollars, 8,5%), les Émirats arabes unis (172 milliards de dollars, 7,7%) et le Kazakhstan (152 milliards de dollars, 6,9%).

Graphique 2.34: Pays de l'OCI avec les plus grands IDE entrants, 2021 (US\$, milliards)



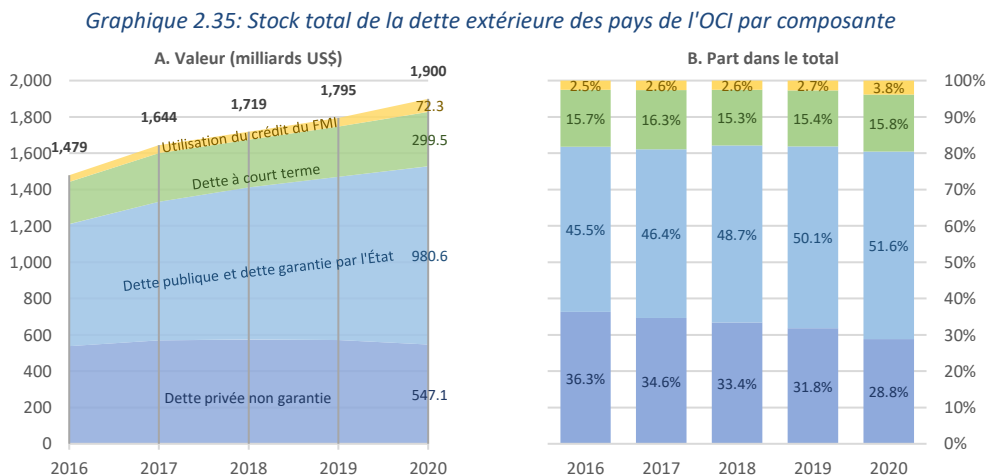
Source: UNCDAT (2013a), Rapport sur l'investissement mondial 2022, Tableaux annexes.

Note: Les chiffres entre parenthèses indiquent la part du pays respectif dans le total de l'OCI.



L'encours total de la dette extérieure augmente de 5,8% pour atteindre 1,9 trillion de dollars en 2020

L'encours total de la dette extérieure des pays de l'OCI a augmenté de 105 milliards de dollars, soit 5,8 %, pour atteindre 1 900 milliards de dollars en 2020, contre 1795 milliards de dollars en 2019. La dette publique et celle garantie par l'État, qui a augmenté de 81,6 milliards de dollars, soit 9,1%, pour atteindre 980,6 milliards de dollars, a contribué le plus à cette augmentation et a continué à être la composante la plus importante de l'encours total de la dette extérieure des pays de l'OCI (*Graphique 2.35*). Alors que ce type de dette représentait 45,5 % de l'encours total de la dette extérieure en 2016, ce ratio n'a cessé d'augmenter les années suivantes pour atteindre 51,6 % en 2020.



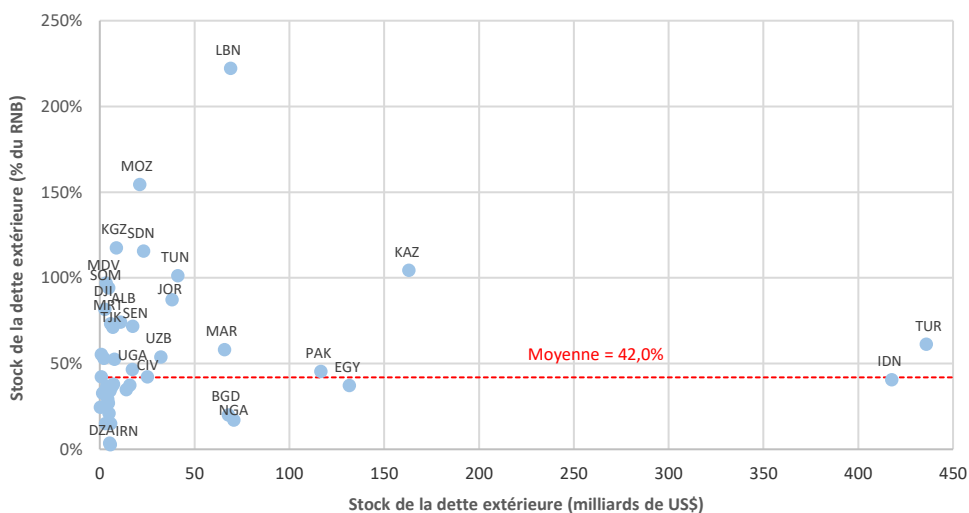
Source: Banque mondiale, indicateurs de développement dans le monde.

Couverture des données: 45 pays de l'OCI (à l'exclusion de l'Arabie saoudite, du Bahreïn, du Brunei Darussalam, de l'Irak, du Koweït, de la Libye, de la Malaisie, d'Oman, de la Palestine, du Qatar, du Suriname et des Émirats arabes unis).

La dette privée non garantie a continué de diminuer pour la deuxième année consécutive après avoir atteint un pic de 574 milliards de dollars US en 2018. En baisse de 3,4 milliards de dollars, soit 0,6 %, en 2019, il a encore diminué de 23,6 milliards de dollars, soit 4,1 %, pour atteindre 547,1 milliards de dollars en 2020. Ainsi, en tant que deuxième composante de l'encours total de la dette extérieure, elle a représenté une part de 28,8% en 2020, contre 36,3% en 2016. Dans l'ensemble, l'encours de la dette à long terme, qui comprend la dette publique, la dette garantie par l'État et la dette privée non garantie, s'est élevé à 1 528 milliards de dollars en 2020, soit une hausse de 58,0 milliards de dollars ou 3,9% par rapport à l'année précédente, et a représenté 80,4% de l'encours total de la dette extérieure. La dette à court terme a atteint 299,5 milliards de dollars en 2020, avec une augmentation de 22,7 milliards de dollars ou 8,2% par rapport à l'année précédente, et a maintenu sa part à environ 15 %. En tant que la plus petite composante de l'encours total de la dette extérieure, les crédits du FMI ont été la composante qui a proportionnellement augmenté le plus en 2020. Par rapport à 2019, ils ont augmenté de moitié (49,1 % ou 23,8 milliards de dollars) pour atteindre 72,3 milliards de dollars en 2020, constituant 3,8 % de l'encours total de la dette extérieure.

Parmi les pays de l'OCI, l'encours total de la dette extérieure de l'Égypte est celui qui a le plus augmenté en termes nominaux (de 16,5 milliards de dollars) pour 2019/2020. L'Indonésie et le Bangladesh arrivent ensuite avec une augmentation de 15,4 milliards de dollars et 10,7 milliards de dollars, respectivement. En revanche, 7 des 45 pays disposant de données sur la dette ont enregistré une diminution de leur encours de dette au cours de la même période, à savoir le Liban, la Türkiye, l'Iran, la Somalie, Ouganda, l'Algérie, l'Azerbaïdjan et Guyana. En 2020, la Türkiye est restée le pays de l'OCI le plus endetté en termes nominaux, avec une valeur totale de la dette extérieure de 436 milliards de dollars, représentant 22,9% de l'encours total de la dette extérieure des pays de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles. La Türkiye a été suivie par l'Indonésie (418 milliards de dollars), le Kazakhstan (163 milliards), l'Égypte (132 milliards) et le Pakistan (117 milliards) (*Graphique 2.36*). La Türkiye et l'Indonésie représentaient ensemble près de la moitié (44,9%) du total des dettes extérieures des pays de l'OCI en 2020.

Graphique 2.36: Endettement des pays de l'OCI, 2020



Source: Banque mondiale, indicateurs de développement dans le monde.

Note: Voir l'annexe A pour les codes de pays. Couverture des données: 45 pays de l'OCI.

En termes de charge de la dette par rapport à la taille économique d'un pays, le Liban était toutefois le pays de l'OCI le plus endetté en 2020, l'encours de sa dette extérieure étant plus de deux fois supérieur à son revenu national brut (RNB). Pour être plus précis, il avait un ratio dette/RNB de 222,1 %. Il a été suivi par le Mozambique (154,4%), la République kirghize (117,4%), le Soudan (115,6%) et le Kazakhstan (104,4%) (*Graphique 2.36*). Le ratio dette/RNB s'est établi en moyenne à 42,0% pour les pays de l'OCI en 2020, soit une hausse de 3,7 points de pourcentage par rapport à la moyenne de 38,2 % de l'année précédente. Le Liban a enregistré la plus forte augmentation du ratio, de 78,2 points de pourcentage, suivi des Maldives (43,8), du Soudan (24,9), du Mozambique (21,1) et de l'Ouzbékistan (16,9). Seules la Somalie et l'Égypte ont enregistré une baisse du ratio dette/RNB, de 20,5 points de pourcentage et 2,2 points de pourcentage, respectivement.



La pandémie de COVID-19 a joué un rôle central dans l'accumulation rapide de la dette dans le monde, car de nombreux pays ont opté pour une expansion budgétaire en adoptant des politiques accommodantes afin d'atténuer le coût économique global de la pandémie. Alors que la pandémie reste obstinément persistante, le maintien de la viabilité budgétaire est devenu encore plus difficile en raison de la hausse des taux d'intérêt en réponse aux pressions inflationnistes et de la nécessité de protéger les populations vulnérables contre les prix élevés des denrées alimentaires et de l'énergie. Les hausses de taux d'intérêt exposent les vulnérabilités de la dette, en particulier dans les pays ayant des niveaux d'endettement plus élevés et des besoins de financement accrus. La hausse des coûts d'emprunt peut augmenter considérablement les dépenses d'intérêt, ce qui exerce une pression sur les budgets nationaux et rend le service de la dette plus difficile.

Les réserves ont augmenté de 5 %, mais l'adéquation des réserves s'est détériorée

Au début de la crise du COVID-19, les pays en développement ont été confrontés à des sorties de capitaux sans précédent, sous l'effet des ventes d'actifs de portefeuille par des investisseurs étrangers (OECD, 2020a), une tendance habituelle selon laquelle les investisseurs internationaux transfèrent des capitaux chez eux ou investissent dans des actifs plus sûrs lors de périodes d'incertitude. Pour faire face à la crise de la pandémie et aux instabilités financières qui en découlent, les responsables politiques ont eu recours à divers instruments, notamment aux réserves internationales. Face à la pénurie mondiale de liquidités en dollars, certaines banques centrales de pays en développement sont intervenues sur le marché des changes pour soutenir les monnaies qui se dépréciaient, et plusieurs banques centrales ont établi ou élargi des lignes de swap pour améliorer leurs réserves de change.

La capacité à utiliser les réserves internationales en temps de crise dépend des tampons constitués au fil du temps, ainsi que des besoins de financement. Par conséquent, la crise du COVID-19 et les chocs financiers associés ont une fois de plus mis en évidence la nécessité de disposer de réserves internationales suffisantes pour aider à préserver la stabilité macroéconomique et financière face à de tels chocs. À cet égard, étant donné les différences de disponibilité des réserves entre les pays, le choc n'a pas été uniforme entre les pays et ils ne sont pas entrés dans la crise de la même manière.

Les réserves internationales totales mondiales⁴ s'élevaient à 15,8 trillions de dollars en 2021, soit une augmentation de 769 milliards de dollars ou 5,1% par rapport à l'année précédente (*Graphique 2.37*). Trois cinquièmes (60%) de cette augmentation provenaient des pays développés, qui ont augmenté leurs réserves de 465 milliards de dollars, soit 6,7%, pour atteindre 7,4 billions de dollars. Dans les pays en développement, les réserves ont augmenté de 304 milliards de dollars, soit 3,8%, pour atteindre 8,4 trillions de dollars. En conséquence, les pays développés ont augmenté leur part dans les réserves mondiales, passant de 46,2% en 2020 à

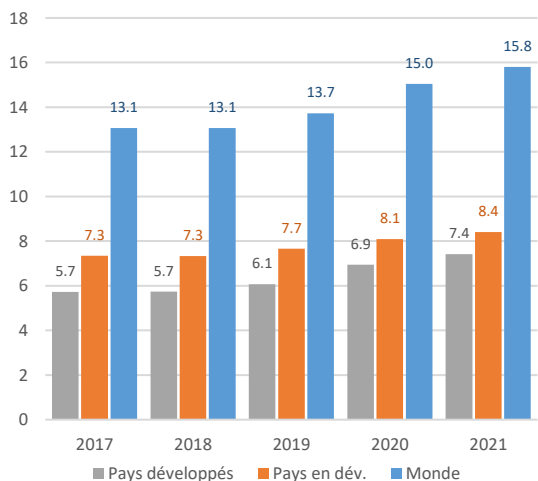
⁴ Les réserves totales comprennent les avoirs en or monétaire, les droits de tirage spéciaux (DTS), les réserves des membres du FMI détenues par le FMI (position de réserve au FMI) et les avoirs en devises sous le contrôle des autorités monétaires.

46,9% en 2021, tandis que les pays en développement ont continué à en détenir la plus grande partie.

Dans les pays de l'OCI, les données de 2021 disponibles pour 33 pays membres indiquent une augmentation des réserves de 5,0 % par rapport à 2020 - de 1,51 trillion de dollars à 1,58 trillion de dollars. Parmi les 24 pays qui ont enregistré une augmentation de leurs réserves en 2021, les Émirats arabes unis ont pris la tête avec une augmentation de 24,4 milliards de dollars. Ils ont été suivis par la Turquie (16,0 milliards de dollars, 8,3%), L'Irak (9,8 milliards de dollars), La Malaisie (9,3 milliards de dollars) et L'Indonésie (9,0 milliards de dollars). L'augmentation proportionnelle a été remarquable dans les réserves de Bahreïn (98%), du Suriname (70%), de la Gambie (69%), de la Sierra Leone (34%) et d'Oman (31%). Parmi les 9 autres pays dont les réserves diminueront en 2021, le Liban a enregistré la plus forte baisse, 7,2 milliards de dollars, suivi du Koweït (3,4 milliards de dollars), de l'Algérie (3,2 milliards de dollars), du Kazakhstan (1,3 milliard de dollars) et de la Tunisie (965 millions de dollars). En 2021, l'Arabie saoudite disposait des réserves internationales les plus importantes, qui s'élevaient à 473,4 milliards de dollars, suivie par l'Indonésie (144,9 milliards de dollars), les Émirats arabes unis (131,1 milliards de dollars), la Malaisie (116,9 milliards de dollars) et la Turquie (109,5 milliards de dollars).

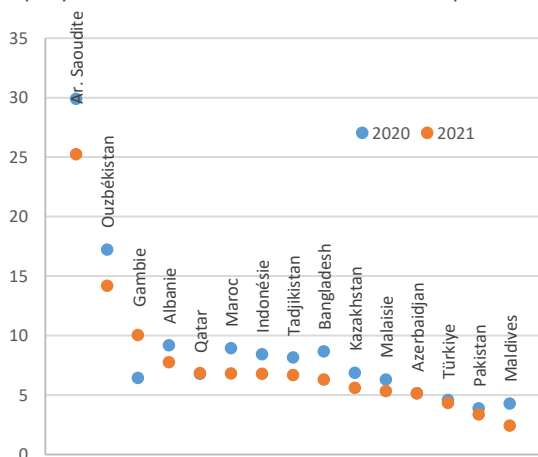
Alors que la plupart des pays de l'OCI ont amélioré leurs réserves en 2021, les réserves en mois d'importations⁵ se sont détériorées dans beaucoup d'entre eux, comme le montre le Graphique 2.38. Derrière ce tableau se cachait une augmentation des importations supérieure à celle des réserves dans la plupart des cas ou une baisse des réserves dans quelques cas comme aux

Graphique 2.37: Réserves totales, y compris l'or (en billions de dollars)



Source: FMI, Statistiques financières internationales.

Graphique 2.38: Total des réserves en mois d'importations



Source: Banque mondiale, indicateurs de développement dans le monde.

⁵ Un indicateur traditionnel de l'adéquation des réserves qui montre le nombre de mois pendant lesquels un pays peut continuer à soutenir son niveau actuel d'importations si toutes les autres entrées et sorties cessent.

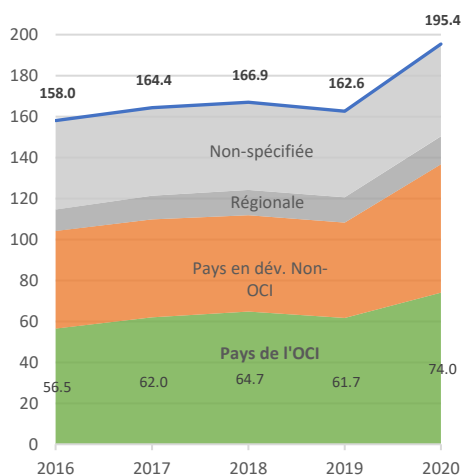


Maldives, au Kazakhstan et au Maroc. La Gambie s'est distinguée en améliorant l'adéquation de ses réserves par rapport aux importations de 3,6 mois (de 6,4 mois en 2020 à 10 mois en 2021) grâce à une augmentation beaucoup plus importante des réserves (69%) que des importations (7,8%). L'Arabie Saoudite, avec des réserves équivalentes à 25,2 mois d'importations, avait l'adéquation des réserves la plus élevée en 2021. L'Arabie Saoudite a été suivie par l'Ouzbékistan avec des réserves suffisantes pour couvrir 14,2 mois d'importations. À l'exception de l'Arabie saoudite, de l'Ouzbékistan et de la Gambie, les autres pays de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles disposaient de réserves suffisantes pour couvrir moins de 8 mois d'importations, ce qui est également inférieur à la moyenne mondiale de 10,6 mois.

L'APD nette reçue a augmenté de 20% pour atteindre 74 milliards de dollars américains

Fournie pour promouvoir le développement économique et le bien-être des pays et territoires bénéficiaires, l'aide publique au développement (APD) reste une source importante de financement pour de nombreux pays en développement, y compris les pays de l'OCI. En 2020, les flux nets d'APD reçus par le monde en développement ont culminé à 195,4 milliards de dollars des États-Unis, avec une augmentation de 32,8 milliard de dollars, soit 20,2%, par rapport à l'année précédente (*Graphique 2.39*). Les flux qui ont été déclarés au niveau de chaque pays ont augmenté de 28,5 milliards de dollars des États-Unis, soit 26,3%, et se sont élevés à 136,7 milliards de dollars, représentant 70% du total des flux d'APD. Plus des deux cinquièmes (43,4 %) de cette augmentation résultent d'une croissance de 20 % des flux vers les pays de l'OCI, qui ont atteint 74,0 milliards de dollars en 2020 contre 61,7 milliards de dollars en 2019. Les flux à

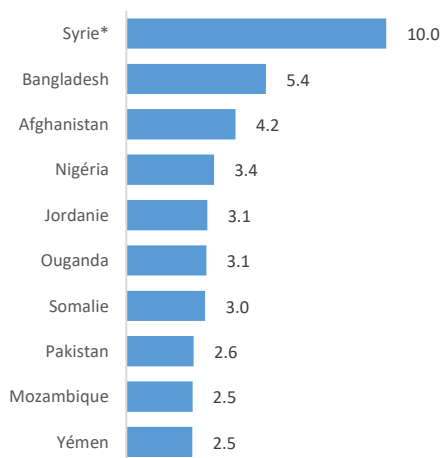
Graphique 2.39: APD nette reçue (milliards de dollars des États-Unis)



Source: OECD.Stat

Note: APD totale nette reçue des donateurs officiels aux prix courants. Couverture des données: 50 pays de l'OCI (à l'exclusion du Bahreïn, du Brunei Darussalam, du Koweït, Oman, du Qatar, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis.) et 97 pays en développement non membres de l'OCI. Pour la période considérée, environ 33% de la valeur totale annuelle de l'APD est déclarée comme "non spécifiée" ou "régionale", et non au niveau du pays. (*)L'adhésion à l'OCI est actuellement suspendue.

Graphique 2.40: Principaux pays de l'OCI bénéficiaires de l'APD, 2020 (milliards de dollars des États-Unis)



destination des pays en développement non membres de l'OCI, en revanche, ont augmenté à un taux plus important (34,7%) et ont atteint 62,7 milliards de dollars des États-Unis en 2020. En conséquence, les pays de l'OCI ont continué à recevoir plus de la moitié du total des flux d'APD destinés aux différents pays en développement en 2020, bien que cette part ait légèrement diminué pour atteindre 54,1% cette année-là, contre 57,0% un an auparavant.⁶

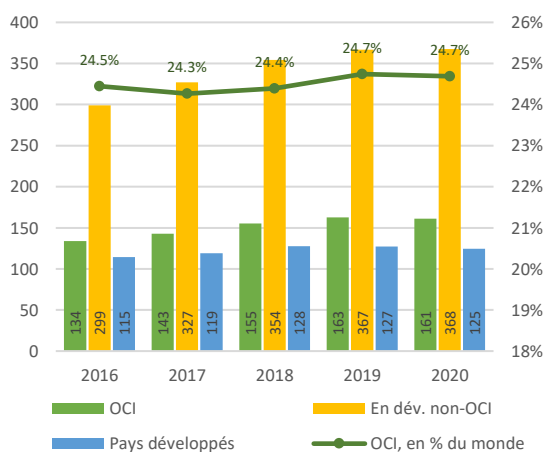
En ce qui concerne la répartition des flux d'APD entre les pays de l'OCI en 2020, les cinq plus grands bénéficiaires représentaient 35,2% du total des flux d'APD vers les pays de l'OCI, tandis que ce ratio atteignait 53,9% pour les dix plus grands bénéficiaires. La Syrie, avec des flux totaux de 10,0 milliards de dollars des États-Unis qui représentaient 13,5% du total de l'OCI, s'est classée au premier rang non seulement parmi les pays de l'OCI, mais aussi parmi tous les pays en développement. Elle est suivie par le Bangladesh (5,4 milliards de dollars, 7,3 %), l'Afghanistan (4,2 milliards de dollars, 5,7 %), le Nigeria (3,4 milliards de dollars, 4,6 %) et la Jordanie (3,1 milliards de dollars, 4,2 %) (*Graphique 2.40*). En revanche, la Malaisie a été le seul pays de l'OCI à connaître des flux négatifs en 2020, comme la Chine, car leurs remboursements de prêts d'APD passés ont été supérieurs à leurs nouvelles recettes.

Les envois de fonds personnels diminuent de 0,7 % pour atteindre 161 milliards de dollars américains

Malgré la pandémie de COVID-19, les flux de transferts de fonds sont restés résilients en 2020 dans le monde entier, enregistrant une baisse moins importante que prévu. Au niveau mondial, les flux d'envois de fonds officiellement enregistrés ont atteint 653 milliards de dollars en 2020, soit seulement 0,5% de moins que le total de 657 milliards de dollars en 2019. Selon la Banque mondiale (2021a), les principaux facteurs à l'origine de ce flux régulier sont les mesures de relance budgétaire qui ont entraîné des conditions économiques meilleures que prévu dans les pays d'accueil, un déplacement des flux de l'argent liquide vers le numérique et des canaux informels vers les canaux formels, ainsi que les mouvements cycliques des prix du pétrole et des taux de change.

L'essentiel de la baisse des flux mondiaux de transferts de fonds en 2020 est dû à la chute des flux vers les pays développés (de 2,3 %, soit 2,9 milliards de dollars, pour atteindre 125 milliards de dollars). - Les flux vers les pays de l'OCI ont diminué de 0,7% pour atteindre 161 milliards de dollars des États-Unis, tandis que les flux vers

Graphique 2.41: Envois de fonds personnels reçus (en milliards de dollars)



Source: Banque mondiale, indicateurs de développement dans le monde.

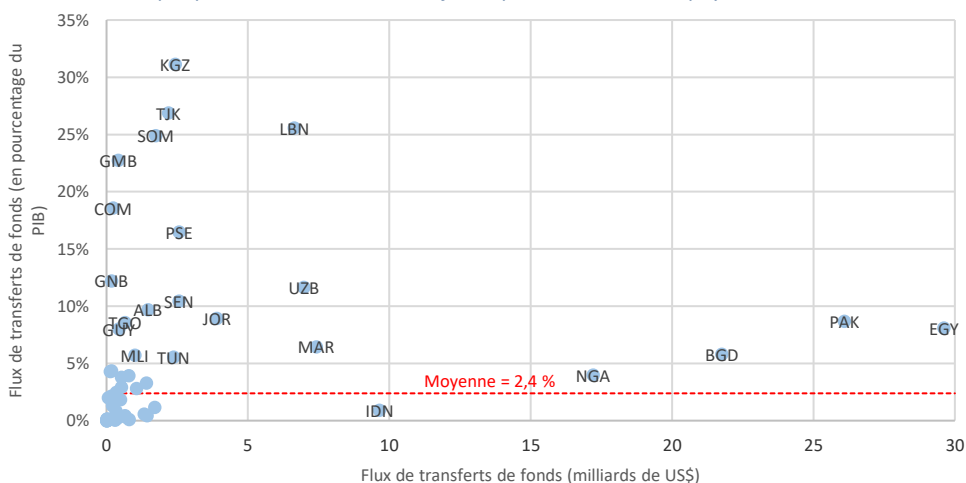
⁶ La part des pays de l'OCI dans les flux d'APD totaux mondiaux est restée à 37,9% en 2020, comme l'année précédente.



les pays en développement non membres de l'OCI se sont maintenus à environ 368 milliards de dollars, avec une légère baisse de 0,2% (*Graphique 2.41*). En conséquence, la part des pays de l'OCI dans le total mondial des flux de transferts de fonds est restée inchangée à 24,7 % en 2020.

En 2020, sur les 51 pays de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles, 23 ont connu une baisse des envois de fonds, 5 n'ont enregistré aucun changement, et seulement 23 ont signalé une augmentation par rapport à l'année précédente. Le Pakistan (3,8 milliards de dollars), le Bangladesh (3,4 milliards de dollars), l'Égypte (2,8 milliards de dollars), le Maroc (452 millions de dollars) et la Tunisie (318 millions de dollars) ont connu les plus fortes augmentations, tandis que le Nigeria (6,6 milliards de dollars), l'Indonésie (2 milliards de dollars), l'Ouzbékistan (1,6 milliard de dollars), le Liban (777 millions de dollars) et la Palestine (593 millions de dollars) ont enregistré les plus fortes baisses.

Graphique 2.42: Flux d'envois de fonds personnels vers les pays de l'OCI, 2020

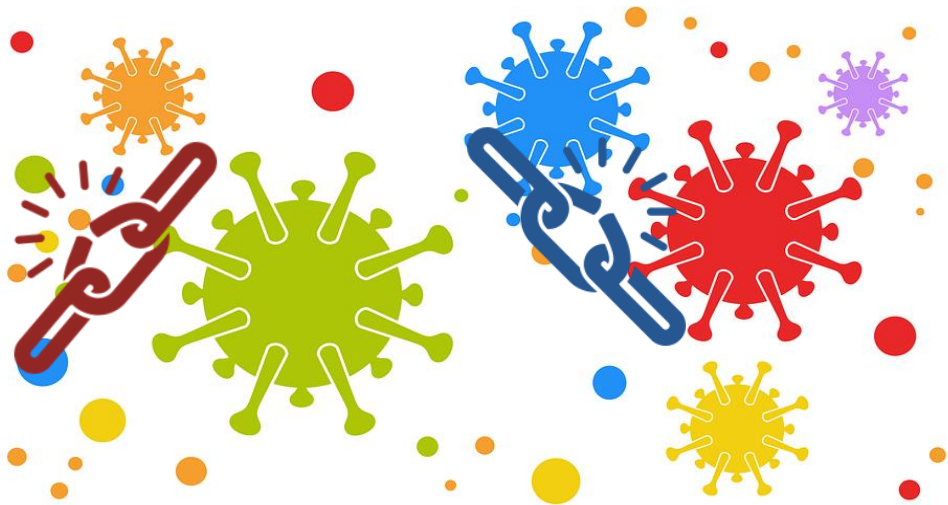


Source: Banque mondiale, indicateurs de développement dans le monde.

Note: Voir l'annexe A pour les codes de pays.

En 2020, une partie importante des transferts de fonds à destination des pays de l'OCI demeure concentrée dans quelques membres. Les flux à destination de l'Égypte ont augmenté de 10,5 % pour atteindre le niveau record de 29,6 milliards de dollars, ce qui en fait le plus grand bénéficiaire parmi les pays de l'OCI. Il était suivi du Pakistan (26,1 milliards de dollars), du Bangladesh (21,8 milliards de dollars), du Nigeria (17,2 milliards de dollars) et de l'Indonésie (9,7 milliards de dollars). Ces cinq pays représentaient ensemble les deux tiers (64,7 %) du total des envois de fonds vers les pays de l'OCI en 2020, tandis que ce ratio atteignait jusqu'à 81,7 % pour les dix plus grands bénéficiaires. Néanmoins, dans les cinq premiers pays, la part des envois de fonds dans le PIB était inférieure à 10 % et beaucoup plus basse que dans de nombreux autres pays membres dont le montant des envois est plus faible. Les principaux bénéficiaires en termes de part des transferts de fonds dans le PIB en 2020 comprenaient la République kirghize (31,1%), le Tadjikistan (26,9%), le Liban (25,6%), la Somalie (24,9%) et la Gambie (22,7%). En moyenne, les envois de fonds représentaient 2,4 % du PIB des pays bénéficiaires de l'OCI en 2020 (*Graphique 2.42*).

CHAPITRE 3: PARVENIR A UNE REPRISE DURABLE ET RESILIENTE APRES LA PANDEMIE DE COVID-19



Les mesures prises pour contenir la pandémie de COVID-19, telles que les confinements et les restrictions de mobilité, ont inévitablement entraîné un ralentissement sans précédent des activités économiques dans le monde entier. La pandémie n'a pas touché les pays de la même manière et à la même échelle en raison des variations des conditions préexistantes et du niveau de préparation ainsi que de l'adéquation des réponses politiques et de l'efficacité des mesures prises pour contenir les effets de la pandémie. La structure de l'économie dans le contexte de la dépendance à certains secteurs (comme le tourisme international ou les exportations de produits de base), la solidité des systèmes de santé nationaux, la disponibilité des infrastructures technologiques et numériques pour faciliter l'adaptation aux nouvelles méthodes de travail et la capacité à prendre des mesures fiscales, monétaires et financières pour maintenir la vie économique étaient particulièrement importantes. Tout comme l'apparition de la pandémie, il est prévu que la reprise soit également inégale. Comme certains pays connaissent une croissance beaucoup plus rapide que d'autres, cela entraîne une divergence entre les pays et exacerbe les disparités.

Les divergences dans la vitesse de la reprise sont susceptibles de créer des écarts de niveau de vie nettement plus importants entre les pays que durant la période pré-pandémique. Compte tenu des projections récentes relatives aux niveaux de revenu par habitant (en termes de PPA à prix constants 2017), d'environ la moitié (25) des pays membres de l'OCI ne devraient pas retrouver les niveaux de vie d'avant la pandémie d'ici à la fin de 2022, et pour 15 autres membres, l'amélioration entre 2019 et 2022 devrait être inférieure à 5 % seulement. En conséquence, dans de nombreux pays de l'OCI, la pandémie a détérioré les progrès réalisés pour rattraper le revenu par habitant des pays développés. Bien que les pays de l'OCI, en moyenne, convergeaient avec les pays développés dans la décennie qui a précédé l'apparition de la pandémie en enregistrant un taux relativement plus élevé de croissance du revenu par habitant, on estime qu'ils subiront un processus de divergence d'ici 2022 en raison d'une performance plus faible (SESRI, 2022a).

Compte tenu des différences d'impact économique de la pandémie entre les pays ainsi que des variations attendues dans la vitesse de récupération, ce chapitre propose un certain nombre d'orientations politiques pour réduire les vulnérabilités des pays de l'OCI et renforcer leur résistance aux chocs futurs. Il commence par quelques faits stylisés sur les impacts de la pandémie, suivis d'une brève évaluation des crises en cours qui affectent l'économie mondiale. Le chapitre présente ensuite des options politiques alternatives dans le cadre de huit questions thématiques afin de favoriser la préparation aux chocs futurs.

FAITS STYLISÉS SUR LES IMPACTS DE LA PANDEMIE

Apparue comme une crise sanitaire, la pandémie du COVID-19 s'est rapidement transformée en une crise mondiale complexe qui a non seulement coûté la vie à plus de 5 millions de personnes, mais a également perturbé la production, endommagé la connectivité économique et sociale et a fait plonger des millions de personnes dans la pauvreté. Le bilan sans précédent de la pandémie sur la santé et la prospérité des populations a simplement reflété l'ampleur de l'impréparation du monde à de tels chocs systémiques. Elle a également mis en évidence les vulnérabilités et les lacunes des systèmes de base. La pandémie a annulé une grande partie des progrès réalisés au

niveau mondial en matière de réduction de la pauvreté et a eu un impact négatif sur les perspectives en matière de santé et d'éducation. La combinaison de vulnérabilités persistantes et du manque de capacités de réponse a accentué le risque de divergences et d'inégalités accrues entre les pays et au sein de ces derniers. Avant de présenter des orientations politiques alternatives pour des réformes structurelles à long terme afin de mieux reconstruire, les impacts les plus notables de la pandémie sont brièvement passés en revue afin de fournir une évaluation compacte des conséquences économiques de la pandémie de COVID-19.

Fait 1. Chaînes d'approvisionnement interrompues

Les chaînes de valeur mondiales (CVM) ont été une caractéristique de la mondialisation croissante avec la fragmentation de la production, la spécialisation croissante et la productivité croissante. La réduction des barrières commerciales et des coûts de transport a été l'un des moteurs de l'expansion des chaînes de valeur mondiales. Pourtant, les mesures prises par les gouvernements pour protéger leurs citoyens de la pandémie ont perturbé les chaînes d'approvisionnement, comme le montre la montée en flèche de l'indice de pression de la chaîne d'approvisionnement mondiale (*Graphique 3.1*), et généré de graves chocs de l'offre et de la demande. Les perturbations des CVM dues à la pandémie de COVID-19 ont renforcé les appels à une plus grande autosuffisance et à la relocalisation de la production. La pandémie a exercé une forte pression à la baisse sur les flux commerciaux, qui étaient déjà confrontés à des défis croissants avant la pandémie en raison des tensions commerciales entre les principales économies.

Les conséquences économiques de la pandémie ont déjà déclenché des discussions sur la nécessité de réorganiser les chaînes d'approvisionnement mondiales. L'une des stratégies possibles consiste à renforcer les opérations régionales en concentrant les chaînes d'approvisionnement dans des lieux plus proches. Cependant, la résistance à de tels chocs n'exige pas que les chaînes de valeur mondiales se reposent uniquement sur l'autosuffisance. En outre, l'évolution de la dynamique de la politique commerciale mondiale augmente les barrières commerciales, crée une incertitude quant à la future politique commerciale, ce qui pousse les entreprises à reporter ou à annuler leurs décisions d'investissement à l'étranger et à les reporter dans leur pays d'origine. Avant la pandémie, les changements de politique commerciale incitaient déjà les entreprises à reconfigurer leurs chaînes d'approvisionnement vers des pays où les droits de douane étaient

Graphique 3.1 : Indice de pression de la chaîne d'approvisionnement mondiale, 2010-2022



Source: Banque de la Réserve fédérale de New York, L'indice de pression de la chaîne d'approvisionnement mondiale, <https://www.newyorkfed.org/research/gscpi.html>.

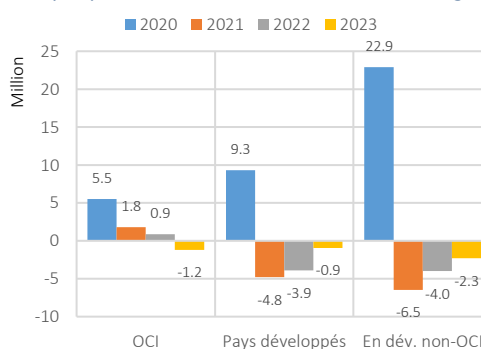


moins élevés. Face à la pandémie, il est devenu essentiel de revoir les réseaux de la chaîne d'approvisionnement existants afin de les rendre plus résistants à des chocs similaires.

Fait 2. Le taux de chômage a augmenté

La pandémie a eu des effets dévastateurs sur le monde du travail et a entraîné une augmentation du chômage, du sous-emploi et des pertes de revenus. Les femmes ont subi des pertes d'emplois et de revenus disproportionnées, notamment en raison de leur surreprésentation dans les secteurs les plus durement touchés. La crise a également perturbé l'éducation, la formation et l'emploi des jeunes, rendant encore plus difficile pour eux la recherche d'un emploi. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime que le taux de chômage mondial est passé de 5,4 % en 2019 à 6,6 % en 2020. On estime également que le revenu mondial du travail était inférieur de 3700 milliards de dollars (8,3 %) en 2020 à ce qu'il aurait été en l'absence de pandémie, ce qui correspond à 4,4 % du PIB mondial de 2019 (OIT, 2021). Le chômage mondial a augmenté de plus de 37 millions en 2020, principalement dans les pays en développement non membres de l'OCI. Bien qu'une certaine reprise soit attendue dans les pays non membres de l'OCI, il faudra plus de temps pour atteindre les niveaux pré-pandémiques (*Graphique 3.2*).

Graphique 3.2 : Variation annuelle du chômage



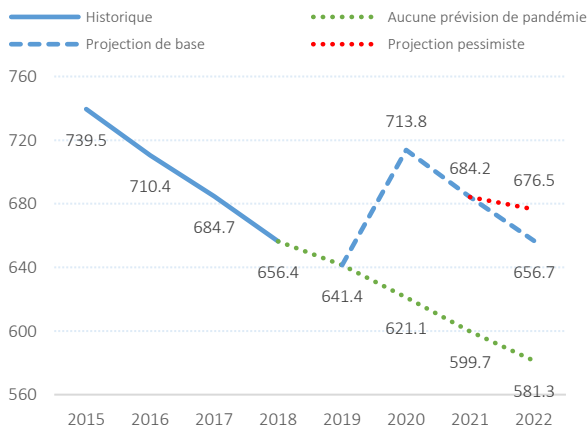
Source: Calculs des auteurs de SESRIC basés sur ILOSTAT, estimations modélisées de l'OIT, novembre 2021.

La pandémie a entraîné des perturbations sans précédent sur les marchés du travail dans les pays de l'OCI, tout comme dans d'autres parties du monde. Bien que les taux de chômage devraient diminuer dans les autres groupes de comparaison en 2021, ils devraient continuer à augmenter dans les pays de l'OCI (voir *Graphique 2.14*). Selon l'OIT, les pays de l'OCI ne connaîtront une baisse du nombre total de chômeurs qu'en 2023 (*Graphique 3.2*). Cela montre comment les défis induits par la crise mondiale de la santé ont encore exacerbé le manque actuel d'opportunités d'emploi.

Fait 3. La pauvreté a augmenté avec la hausse du chômage et des prix des denrées alimentaires.

Les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation ont connu d'importantes perturbations en raison de la pandémie de COVID-19, ce qui a mis en péril des millions de personnes dépendant fortement de l'agriculture. L'indice des prix des aliments de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) indique que les prix des aliments sur les marchés internationaux ont augmenté de 3,2 % en 2020 et de 28,2 % en 2021 (voir *le Graphique 3.6*). Des personnes ont perdu leur emploi ou ont connu une baisse significative de leurs revenus à cause

Graphique 3.3 : Prévisions actuelles de l'extrême pauvreté, 2015-2022



Source: Mahler et al. (2022).

de plus qui risquent de souffrir de la faim en 2020 par rapport à 2019. La prévalence de la sous-alimentation a augmenté au niveau mondial, passant de 8,4 % en 2019 à entre 9,2 % et 10,4% en 2020.

La pandémie de COVID-19 menace de remettre en cause des années de progrès dans la lutte contre la pauvreté et risque d'aggraver les inégalités de revenus. Elle continue d'exercer une pression importante sur les systèmes de santé des pays développés et en développement, et ses effets représentent une charge supplémentaire pour les communautés plus larges, touchant à nouveau les groupes sociaux les plus vulnérables. Ces problèmes sont encore exacerbés par la hausse de l'inflation et les effets de la guerre en Ukraine. Mahler et al. (2022) de la Banque mondiale estiment que ces crises combinées entraîneront une augmentation de 75 à 95 millions de personnes vivant dans l'extrême pauvreté en 2022, par rapport aux projections antérieures à la pandémie (Graphique 3.3). Les gouvernements peuvent atténuer ces impacts par des politiques de protection sociale. Les systèmes économiques fragiles de nombreux pays de l'OCI ne sont malheureusement pas en mesure de relever pleinement ces défis. Le manque de ressources financières pour fournir un soutien permettant de surmonter les longues périodes d'activité économique réduite et les interruptions des activités économiques informelles, dont dépendent des millions de personnes, aggravent encore le problème de la pauvreté et des inégalités dans ces pays.

Fait 4. Les finances publiques se sont détériorées suite à la baisse des recettes et à la croissance des dépenses publiques

La pandémie a donné lieu à des dépenses publiques, les pays cherchant à atténuer les effets sanitaires et économiques de la crise. Les gouvernements du monde entier ont dépensé leur budget pour renforcer les systèmes de santé et fournir une aide d'urgence aux ménages et aux entreprises. Parallèlement, les recettes ont chuté en raison du ralentissement économique, en particulier dans les pays fortement dépendants des exportations de matières premières et de pétrole, du tourisme et des transferts de fonds. Dans cet état de fait, les soldes budgétaires se

de la récession économique liée à la pandémie. Cette situation a plongé de nombreux ménages dans la pauvreté et a mis en péril la sécurité alimentaire globale de nombreux pays. Les estimations montrent que le nombre total de personnes sous-alimentées a continué à augmenter dans le monde pendant la pandémie (FAO et al., 2021). Entre 720 et 811 millions de personnes dans le monde ont combattu la faim en 2020, ce qui correspond à entre 70 et 161 millions de personnes



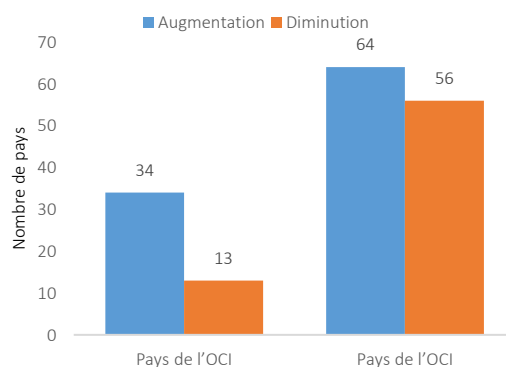
sont détériorés et ont poussé les niveaux d'endettement à de nouveaux sommets. Comme indiqué ci-dessus, les mesures budgétaires liées à la pandémie s'élevaient à 16 900 milliards de dollars au niveau mondial en septembre 2021, et le soutien budgétaire, en pourcentage du PIB, était environ quatre fois plus important dans les pays développés que dans les pays en développement. En moyenne, les pays de l'OCI ont fourni un soutien relativement limité en fonction de leur PIB, par rapport aux pays développés et en développement. (Voir le *Graphique 1.16* et le *Graphique 2.21*).

La pandémie de COVID-19 a suscité des besoins exceptionnels en matière de dépenses publiques. De plus, elle a réduit les recettes en raison de la récession économique, entraînant des déficits budgétaires historiquement élevés dans le monde entier. Les déficits budgétaires des administrations publiques en pourcentage du PIB ont augmenté de manière significative dans de nombreux pays. Les déficits se sont également creusés dans les pays de l'OCI, atteignant en moyenne 6,7% du PIB en 2020, contre 3,2% l'année précédente (voir le *Graphique 2.19*). Cela a engendré des vulnérabilités des systèmes financiers de nombreux pays de l'OCI, la dette publique extérieure atteignant déjà des niveaux élevés.

Fait 5. Le développement du capital humain s'est arrêté en raison de l'interruption des services d'éducation et de santé

Les efforts déployés pour contenir la propagation de la pandémie de COVID-19 ont affecté des millions d'étudiants et ont considérablement détérioré les résultats scolaires dans le monde entier. Elle a posé de grands défis aux gouvernements pour préserver les acquis de l'éducation et de l'alphabétisation au cours des dernières décennies. Par conséquent, le développement à long terme de la jeune génération est mis en péril comme jamais auparavant. Le déclenchement de la pandémie a mis en évidence la vulnérabilité et les lacunes des systèmes éducatifs dans la mise en œuvre de mesures politiques appropriées pour assurer leur fonctionnement ininterrompu en temps de crise. Une comparaison de l'indice du capital humain (ICH) de la Banque mondiale entre 2018 et 2020 révèle que l'ICH a diminué dans 69 des 167 pays du monde, pour lesquels des données sont disponibles. Les scores de l'ICH ont relativement baissé dans une part plus faible (28%) des pays de l'OCI par rapport aux pays non membres de l'OCI (47%). Les scores ont baissé dans 13 des 47 pays de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles (*Graphique 3.4*).

Graphique 3.4 : Indice du capital humain, 2018 vs 2020



Source: L'indice du capital humain 2020, Banque mondiale.
<http://databank.worldbank.org/data/source/human-capital-index>.

Une comparaison de l'indice du capital humain (ICH) de la Banque mondiale entre 2018 et 2020 révèle que l'ICH a diminué dans 69 des 167 pays du monde, pour lesquels des données sont disponibles. Les scores de l'ICH ont relativement baissé dans une part plus faible (28%) des pays de l'OCI par rapport aux pays non membres de l'OCI (47%). Les scores ont baissé dans 13 des 47 pays de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles (*Graphique 3.4*).

La pandémie a poussé tous les systèmes de santé à leurs limites, montrant à quel point ils sont réellement vulnérables aux chocs sanitaires. La réorientation des ressources du système de santé vers la prise en charge du COVID-19, associée à l'insuffisance des fournitures de prévention des

infections et des capacités de dépistage, a entraîné des perturbations considérables des services de santé essentiels. En outre, de nouveaux obstacles à la demande de soins de santé, tels que la restriction des déplacements, la capacité de paiement réduite et la peur des infections, ont posé des défis supplémentaires et sans précédent. Les perturbations de la prestation des services de santé ont détérioré la santé et le bien-être des personnes ayant besoin de soins, en particulier dans les pays à faible revenu. En outre, la pandémie a considérablement affaibli la couverture d'assurance maladie dans le monde entier. Cette hausse du chômage a entraîné une perte de l'assurance de l'employeur pour de nombreuses personnes. Les taux élevés de sous-assurance découragent les gens d'utiliser les services de santé essentiels, ce qui entraîne des maladies chroniques non traitées.

Fait 6. La dépendance à l'égard d'un petit nombre de fournisseurs a créé des vulnérabilités et détérioré les capacités de réponses.

Dès le début de la pandémie, de nombreux pays ont été confrontés à des pénuries critiques d'équipements de protection individuelle (EPI) et d'autres dispositifs médicaux essentiels, notamment de ventilateurs pour aider les patients souffrant de graves problèmes respiratoires. L'achat de panique, la thésaurisation et l'utilisation abusive ont aggravé la situation initiale, aggravée par les interdictions d'exportation de fournitures médicales et d'EPI pour endiguer les pénuries locales (ADB & UNESCAP, 2021). La pandémie a donc démontré la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales en fournitures médicales essentielles. La concentration géographique des principaux fabricants de vaccins et d'EPI rend l'offre vulnérable aux chocs localisés et aux changements de politiques nationales. Par exemple, la forte dépendance à l'égard de quelques grands centres de fabrication a entraîné des ruptures d'approvisionnement lorsque les principales installations de fabrication de ces centres régionaux ont dû fermer, ce qui a provoqué des perturbations tout au long de la chaîne d'approvisionnement en EPI.

Les produits médicaux ne sont pas la seule raison à exacerber les vulnérabilités lors de la pandémie du COVID-19, les chaînes d'approvisionnement alimentaire ont également subi la pression des perturbations nationales et internationales. Les fermetures de frontières et les restrictions à l'exportation ont entravé l'approvisionnement de la production agricole, perturbant les chaînes d'approvisionnement alimentaire transfrontalières, mettant en danger la sécurité alimentaire et la nutrition des pays qui dépendent des importations. La dépendance à un petit nombre de fournisseurs pour les produits alimentaires est devenue particulièrement préoccupante à la suite de la guerre en Ukraine. Il est évident que la performance économique des pays est fortement liée aux composantes structurelles de leurs économies. La diversification des activités économiques réduit les vulnérabilités aux chocs économiques et facilite une plus grande compétitivité sur les marchés mondiaux. Au cours de la période post-pandémique, les politiques économiques devraient se concentrer sur la mise en place d'une économie diversifiée, avec une industrie manufacturière forte et sophistiquée, en vue de réduire les vulnérabilités et d'améliorer la compétitivité dans l'économie mondiale.

Fait 7. La mobilité a diminué et les activités de tourisme et de transport ont été perturbées.

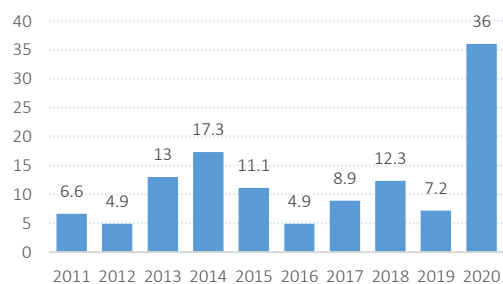
Les mesures de confinement prises pour enrayer la pandémie de COVID-19 ont entraîné de graves perturbations dans presque tous les aspects du transport national et international. Le transport de passagers à l'intérieur et au-delà des frontières a été le plus durement touché en raison des mesures de quarantaine strictes. Le transport de marchandises et la logistique sont restés plus robustes au cours de cette période, malgré des interruptions et des obstacles occasionnels au fil du temps. La résilience du transport maritime a été particulièrement déterminante pour éviter les interruptions de la chaîne d'approvisionnement dans les régions.

La demande de voyages ayant atteint un niveau historiquement bas, la crise de COVID-19 du secteur des transports a nécessité l'élaboration par les gouvernements d'une réponse politique forte. Les exigences en matière d'espacement physique et de quarantaine ont considérablement réduit la capacité de transport disponible, tant pour les voyages nationaux qu'internationaux. Le secteur du tourisme dans les pays de l'OCI a également été sévèrement touché par la pandémie. Les effets dévastateurs de la pandémie, qui ont érodé la confiance dans les voyages internationaux, et les mesures d'endiguement strictes mises en place ont entraîné des pertes importantes en termes d'arrivées de touristes et de recettes touristiques. Étant la plus grande crise dans l'histoire du secteur du tourisme depuis la Seconde Guerre mondiale, la pandémie a repris les gains réalisés au cours de la dernière décennie dans le groupe de l'OCI en termes d'arrivées de touristes internationaux et de recettes touristiques, d'activités touristiques intra-OCI, de création d'emplois et de contribution au PIB.

Fait 8. La demande d'outils et d'infrastructures numériques a augmenté

La menace que représente la pandémie de COVID-19 a nécessité une mobilisation rapide des activités liées à la science, à la technologie et à l'innovation (STI) pour apporter des solutions. Les solutions apportées pour faire face à la crise ont conduit à une expansion du Cloud, les outils de vidéoconférence et de collaboration numérique, les achats en ligne et l'apprentissage en ligne. Une croissance exceptionnelle a été observée dans les outils numériques et l'intelligence artificielle (IA) pour répondre à l'urgence sanitaire COVID-19 et faire fonctionner l'économie pendant la crise. En conséquence, le financement total des infrastructures numériques dans les marchés émergents a augmenté pour atteindre 36 milliards de dollars US en 2020, contre 7,2 milliards de dollars US en 2019 (*Graphique 3.5*). La pandémie a également suscité des inquiétudes en matière de cybersécurité, car des cybercriminels exploiteraient la situation et diffuseraient des contenus malveillants contenant des informations trompeuses sur le coronavirus. Parmi les

Graphique 3.5 : Financement total de l'infrastructure numérique dans les marchés émergents (milliards de dollars US)



Source: IFC (2021)

facteurs qui ont contribué à l'augmentation des cyberattaques, citons les risques de sécurité accrus dus au travail ou à l'apprentissage à distance, au travail dans des espaces publics et à l'utilisation de l'internet gratuit, ainsi que les retards dans la détection et la réaction aux cyberattaques.

La plupart des pays ont mis en œuvre des mesures visant à stimuler des réponses rapides et innovantes au large éventail de défis posés par le COVID-19 - allant de la prévention de la transmission du virus à la production de fournitures essentielles, en passant par la lutte contre la désinformation et la gestion des effets du confinement. Des gouvernements, des entreprises et des fondations ont engagé des sommes importantes pour financer des activités de R&D visant à développer des vaccins, des traitements et des diagnostics pour le COVID-19. La transformation numérique s'accélère et la technologie numérique est utilisée pour la recherche des contacts, les passes vaccinales et la distribution des vaccins durant la pandémie. L'utilisation plus large des applications des technologies numériques ainsi que des outils d'analyse des big data et d'IA devrait entraîner une augmentation des innovations numériques pour répondre à la demande croissante d'applications numériques, allant des services de santé en ligne à l'apprentissage automatique pour la recherche.

Fait 9. Les petites entreprises ont souffert d'une baisse de la demande et d'un accès limité aux marchés et aux financements.

Les petites et moyennes entreprises (PME) représentent la majorité des entreprises dans le monde et contribuent largement à la création d'emplois et au développement économique mondial. Selon l'ITC (2021), alors que 60% des micro et 57% des petites entreprises sont fortement touchées par la pandémie, cette part était de 43% dans le cas des grandes entreprises. Cela s'explique en partie par le fait que les petites entreprises ont, en moyenne, des niveaux de résilience inférieurs à ceux des grandes entreprises. Un certain nombre de facteurs ont contribué à l'impact surproportionné de la crise sur les performances des PME, allant des capacités financières et managériales à la concentration sectorielle.⁷

De nombreuses enquêtes ont été menées auprès des PME au niveau de chaque pays pour évaluer l'impact de la pandémie sur les PME. Une étude de l'OCDE (OECD, 2021a) fournit un résumé de plus de 180 enquêtes menées dans 32 pays. Selon l'étude, environ 70 à 80% des PME ont connu une baisse importante de leurs revenus. Une part importante d'entre eux ont eu peur de la faillite au début de la pandémie et une majorité d'entre eux ont commencé à utiliser davantage les technologies numériques, bien que des différences substantielles existent entre les pays. De ce fait, la crise du COVID-19 a révélé la trop grande vulnérabilité des PME à la pandémie et aux mesures de confinement. Le score de résilience pré-COVID-19 des micros et petites entreprises s'est avéré être de 16% inférieur à celui des moyennes et grandes entreprises (ITC, 2021). Afin de soutenir davantage la résilience des PME, certains pays ont pris des mesures pour aider les PME à adopter de nouveaux processus de travail, à accélérer la numérisation et à trouver de nouveaux marchés. Ces politiques comprennent le soutien à la recherche de nouveaux marchés

⁷ Voir SESRIC (2022a) pour une discussion détaillée.



alternatifs, accélération de la numérisation, stimulation de l'innovation et requalification de la main-d'œuvre.

Fait 10. Les investissements sont fortement perturbés par un accroissement des incertitudes.

Dans un monde de chaînes de valeur mondiales et de capitaux mobiles, les flux d'investissement internationaux sont essentiels au développement durable des pays en développement, y compris les pays de l'OCI. En particulier, dans des conditions appropriées, les investissements directs étrangers (IDE) peuvent améliorer la croissance économique et le niveau de vie, créer des opportunités d'emploi, transférer des technologies et du savoir-faire, faciliter l'accès aux intrants, biens et services étrangers et améliorer les chaînes d'approvisionnement. Pourtant, la pandémie a eu un impact significatif sur les flux d'IDE. Les confinements dans le monde entier ont ralenti les projets d'investissement, et les attentes élevées d'une récession mondiale ont découragé les investisseurs internationaux et les ont amenés à reconsidérer la faisabilité de nouveaux projets.

En conséquence, les flux mondiaux d'IDE ont chuté de façon spectaculaire en 2020, pour revenir aux niveaux de 2005, en raison de la pandémie (UNCDAT, 2022). Ils ont chuté de 35% à 963 milliards de dollars US, contre environ 1500 milliards de dollars US en 2019, principalement en raison de la baisse des flux vers les pays développés. Les flux d'IDE vers les pays développés ont diminué de 46 % pour atteindre 483 milliards de dollars US, tandis que les flux vers les pays en développement ont diminué de 19 % pour atteindre 481 milliards de dollars US (voir le [Graphique 1.13](#)). Les flux d'IDE vers les pays de l'OCI ont suivi une évolution similaire à celle des pays en développement et ont chuté de 16,2% pour atteindre 97 milliards de dollars US en 2020, contre 115 milliards de dollars US en 2019 (voir le [Graphique 2.31](#))

ACCROISSEMENT DES RISQUES LIÉS AUX CONFLITS ET AUX CATASTROPHES

Au moment où les décideurs politiques cherchent la meilleure façon de se remettre des effets dévastateurs de la pandémie de COVID-19, l'économie mondiale est frappée par un autre choc résultant du conflit entre la Russie et l'Ukraine. S'il s'agit essentiellement d'une crise humanitaire, le conflit exacerbe les problèmes économiques mondiaux existants et brise davantage les chaînes d'approvisionnement mondiales déjà affaiblies. Les deux pays sont des acteurs clés dans certaines grandes industries mondiales, comme les céréales, les huiles végétales, les métaux, le pétrole et le bois. Ensemble, ils représentent un quart des exportations mondiales de blé. L'Ukraine est le plus grand exportateur d'huiles végétales au monde, notamment d'huile de tournesol. La Russie est responsable de 12 % des exportations mondiales de pétrole brut et de 10 % des exportations de produits pétroliers, ce qui signifie que le conflit est susceptible d'affecter tout ce qui nécessite un transport.

Vu que les capacités d'exportation de l'Ukraine et de la Russie sont limitées pour une raison ou une autre, les conséquences économiques du conflit ont été particulièrement douloureuses, notamment pour les pays qui dépendent fortement des approvisionnements en provenance de Russie et d'Ukraine. Les pénuries d'approvisionnement et les interruptions des chaînes de valeur mondiales contribuent à l'augmentation des prix mondiaux déjà en hausse due à la pandémie. La

flambée des prix de l'énergie, des denrées alimentaires et d'autres produits de base renforce les pressions inflationnistes, avec des répercussions sur la répartition des revenus et la pauvreté.

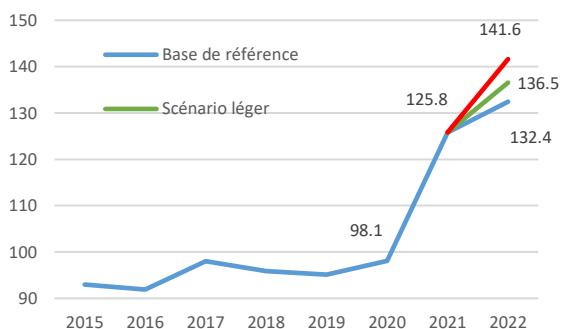
La crise évolue toujours et les pourparlers de paix n'ont pas encore donné de résultats positifs concrets. L'impact final des chocs sur les perspectives socio-économiques, tant au niveau national que mondial, est incertain. Néanmoins, cette situation fluide est alarmante pour les pays en développement, y compris les pays de l'OCI, dont certains sont particulièrement exposés au conflit et à ses ramifications.

Les préoccupations relatives à une baisse des exportations de la Russie et de l'Ukraine ne concernent pas seulement les pénuries d'approvisionnement, mais aussi les répercussions sur les prix et l'inflation. Dans le domaine des carburants, par exemple, les prix mondiaux de l'énergie montent en flèche déjà avec la perspective d'une réduction des achats de pétrole, de gaz et de charbon en provenance de Russie sous l'effet des sanctions. Dans le même ordre d'idées, les prix des denrées alimentaires, déjà en hausse en raison des conditions de la pandémie de COVID-19, ont pris de l'ampleur avec les inquiétudes liées à la réduction des exportations de denrées alimentaires en provenance de la région du conflit, exposant surtout les pays particulièrement dépendants des importations en provenance de la Russie et de l'Ukraine au risque d'être confrontés à une hausse des prix des denrées alimentaires en cas de non-satisfaction de la demande d'importation.

Mesurant les prix internationaux d'un panier de cinq produits de base (céréales, huiles végétales, produits laitiers, viande et sucre), l'indice FAO des prix alimentaires devrait encore augmenter en raison du conflit (*Graphique 3.6*), selon les simulations de l'OCDE (OECD, 2022). Cela affectera les ménages des pays à faible revenu qui consacrent une part plus importante de leurs revenus à l'alimentation. L'espace fiscal déjà limité dont disposent les gouvernements des pays en développement en raison de la pandémie rendra difficile pour eux de subventionner les prix des aliments. Pour tenter d'éliminer toute agitation possible contre la hausse des prix des denrées alimentaires, les gouvernements peuvent avoir besoin d'obtenir davantage de dettes pour les subventions alimentaires, créant ainsi de nouvelles instabilités économiques à long terme. Cela serait particulièrement difficile pour les pays de l'OCI fortement endettés (voir le *Graphique 2.36*).

Une baisse des expéditions de maïs en provenance d'Ukraine, qui est un important producteur de maïs, pourrait également nuire aux agriculteurs de nombreux pays africains qui l'utilisent pour

Graphique 3.6 : Indice des prix alimentaires de la FAO



Source: OECD (2022).

Note: Le "scénario optimiste" pour 2022 suppose qu'il aura une récession en Russie et en Ukraine, une diminution de 20% de la superficie récoltée en Ukraine et des problèmes d'exportation dans les deux pays. Le scénario "pas d'exportations ukrainiennes" suppose en outre que les exportations de céréales en provenance d'Ukraine sont nulles en 2022. L'indice FAO des prix alimentaires (FFPI) est une mesure des prix internationaux d'un panier de cinq produits de base : céréales, huiles végétales, produits laitiers, viande et sucre.



l'alimentation animale, où la hausse des prix du maïs se traduira par une viande et une bouillie de maïs plus chères. L'Ukraine est également le plus grand exportateur d'huile de tournesol. La flambée des prix se répercute sur les produits de substitution tels que l'huile de palme, qui est populaire en Afrique de l'Ouest.

En conséquence, la sécurité alimentaire devrait être une préoccupation croissante pour les pays importateurs de denrées alimentaires en raison des pénuries d'approvisionnement en provenance d'Ukraine et de Russie. De nombreux pays de l'OCI pourraient devoir trouver d'autres fournisseurs pour répondre à la demande intérieure, plus probablement à des niveaux de prix plus élevés. Les simulations de la FAO qui mesurent les impacts potentiels d'une réduction soudaine et forte des exportations de céréales et de graines de tournesol par les deux pays indiquent que ces déficits ne pourraient être que partiellement compensés par d'autres sources pendant la saison de commercialisation 2022/23. Le déficit d'approvisionnement mondial qui en résulterait pourrait faire augmenter les prix internationaux des denrées alimentaires et des aliments pour animaux de 8 à 22 % par rapport à leurs niveaux déjà élevés (FAO, 2022). Cela aura pour effet de détériorer les budgets publics. Par conséquent, au lieu d'allouer une grande partie de ressources pour subventionner le pain et d'autres produits de base, il serait plus judicieux d'investir dans le renforcement des capacités de production agricole afin d'accroître l'autosuffisance dans les principaux produits agricoles.

Les perturbations de l'approvisionnement des principaux produits céréaliers en provenance de Russie et d'Ukraine signifient que les pays les plus pauvres dépendant des importations pourraient être confrontés à des chocs d'approvisionnement importants. L'inflation affecte différents ménages de différentes manières. Les ménages les plus pauvres consacrent une plus grande partie de leurs revenus aux dépenses alimentaires et énergétiques. Une hausse des prix de ces produits affecte davantage l'allocation de leur budget au détriment des articles non alimentaires, réduisant ainsi leur niveau de vie global. Dans les pays à faible revenu, cela peut pousser les ménages les plus pauvres à la faim et à la malnutrition, car ils peuvent être contraints de réduire leur consommation ou ne pas avoir accès à la nourriture du tout. Compte tenu de la récente famine dans certains pays africains, dont la Somalie, ainsi que de l'instabilité actuelle dans certains pays, dont le Yémen, les pénuries alimentaires pourraient avoir des conséquences dramatiques sur les pauvres.

Dans l'ensemble, la crise russo-ukrainienne a déjà eu des effets économiques considérables dans le monde entier, notamment sur les marchés des matières premières. La prolongation de la crise entraînera sans aucun doute des retombées économiques plus importantes dans le monde entier, qui vont affecter également les pays de l'OCI. Alors que de nombreux pays de l'OCI s'efforcent déjà de " revenir à la normale " après deux ans de pandémie, ces nouveaux défis rendront encore plus difficile la reprise, au risque d'aggraver encore la situation.

Ce seul conflit montre l'ampleur de la vulnérabilité de l'économie mondiale aux chocs extérieurs. Alors que les conflits existants créent de graves problèmes économiques et sociaux, les risques géopolitiques et la menace de conflits ont malheureusement tendance à s'accroître. Compte tenu des défis liés au changement climatique et au nombre croissant de sécheresses, d'inondations et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes, il est impératif de renforcer

la résilience aux chocs futurs, quelle qu'en soit la cause. Sinon, une crise profonde ferait disparaître tous les acquis du développement obtenus au cours des dernières décennies.

ORIENTATIONS POLITIQUES POUR UNE REPRISE DURABLE ET RESILIENTE

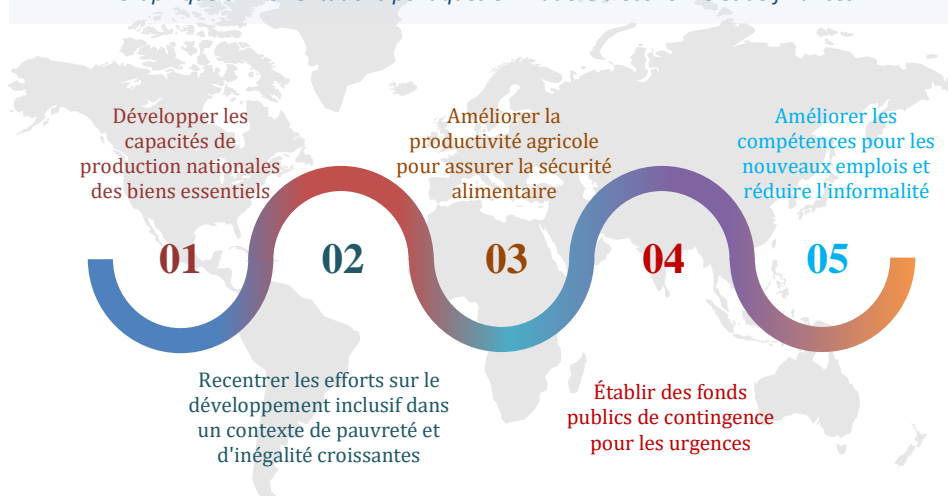
Les perspectives d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) fixés en 2015 s'éloignent alors que le monde est accablé par une multitude de crises. Certaines de ces crises pourraient être évitées grâce à des interventions opportunes. Lorsqu'il n'est pas possible de s'échapper, la préparation est la clé pour atténuer les impacts possibles. Cette sous-section met en évidence un certain nombre de mesures politiques visant à renforcer la résilience économique aux chocs futurs, classées en huit grandes catégories. Ces mesures ne sont certes pas exhaustives, mais elles fournissent des orientations possibles pour remédier aux vulnérabilités économiques des pays de l'OCI.

Économie et finances

La plupart des vulnérabilités découlant de la gestion générale des activités économiques et financières sont liées à l'utilisation inefficace des sources de production, à la répartition inégale des richesses et au manque de diversification des activités et des partenaires économiques. À cet égard, les domaines résumés dans le *graphique 3.7* requièrent une attention particulière de la part des décideurs politiques afin de renforcer la résilience économique face aux chocs futurs.

Développer les capacités de production nationales pour les biens essentiels : La dépendance à l'égard d'un nombre limité d'acteurs pour la fourniture de biens, de services, de données, d'infrastructures, de compétences et de technologies, ainsi qu'une capacité limitée de production interne, peuvent constituer un facteur majeur de vulnérabilité dans des circonstances extraordinaires. L'évaluation des dépendances stratégiques implique non seulement l'identification des dépendances, mais aussi l'évaluation de leur caractère stratégique qui entraîne une vulnérabilité. Le traitement des dépendances stratégiques nécessite des mesures ciblées en fonction de la nature de la dépendance et de ses risques potentiels au niveau de

Graphique 3.7: Orientations politiques en matière d'économie et de finances



chaque pays. Cela peut alors nécessiter la mise en place d'actions spécifiques. Les points suivants incluent certaines des considérations les plus critiques pour l'expansion des capacités dans les domaines stratégiques :

- Garantir un système de passation de marchés moderne, bien géré et efficace par les autorités publiques pour permettre la réalisation des priorités clés en matière de réduction des vulnérabilités et de renforcement des capacités locales ;
- Fournir un financement ciblé dans le domaine de la recherche et de l'innovation et axé sur les priorités stratégiques ;
- Fournir un soutien spécifique aux PME pour qu'elles puissent diversifier leurs chaînes d'approvisionnement et accroître leur résilience ;
- Développer les compétences de la main-d'œuvre dans des domaines d'importance stratégique.

Recentrer le développement inclusif face à la montée de la pauvreté et des inégalités : La pandémie de COVID-19 a inversé les progrès réalisés dans la réduction de la pauvreté et des inégalités au cours des dernières décennies. Étant donné la nature asymétrique de la pandémie, son impact sur l'emploi et les revenus a été très inégal selon les groupes de travailleurs, touchant de manière disproportionnée les femmes, les travailleurs informels et les personnes ayant un niveau d'éducation relativement faible. Pour que la reprise soit équitable et profite à tous les groupes au sein des pays de l'OCI, il est nécessaire d'engager des dépenses et des politiques qui ciblent les femmes, les travailleurs peu qualifiés et les travailleurs du secteur informel urbain. Il s'agit notamment de fournir un accès égal aux services financiers et d'investir dans des filets de sécurité et des assurances sociales. Outre le soutien direct, l'augmentation du niveau d'éducation des femmes, l'amélioration du niveau et de la qualité de l'enseignement et l'augmentation des possibilités d'emploi non agricole peuvent accélérer le passage de la pauvreté extrême à la pauvreté modérée.

Améliorer la productivité agricole pour assurer la sécurité alimentaire: Il est essentiel d'accroître la résilience de tous les systèmes, en particulier des systèmes agricoles et alimentaires, pour garantir la sécurité alimentaire et protéger la santé des générations actuelles et futures. Une attention particulière doit être accordée aux populations vulnérables et aux petits exploitants agricoles qui sont touchés de manière disproportionnée par la pandémie. Le développement des infrastructures est essentiel pour la croissance et la résilience de l'agriculture, ainsi que pour le développement rural. De nombreux pays de l'OCI présentent encore des lacunes en matière d'infrastructures qui les empêchent de développer un secteur agricole et alimentaire solide, notamment en ce qui concerne les routes rurales et leur accessibilité, le développement des ressources en eau et l'électricité. L'utilisation accrue des technologies numériques dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement peut également contribuer à accroître la résilience et à réduire la probabilité de perturbations en fournissant des données permettant d'identifier et d'évaluer une variété de risques et d'opportunités en matière d'efficacité des ressources. Enfin, les mesures de relance devraient viser à remodeler les politiques du secteur pour promouvoir la durabilité et la résilience environnementales, ainsi que l'innovation pour une meilleure productivité, tout en sécurisant les emplois et en prévenant les ruptures d'approvisionnement à court terme. Les

investissements et les formations visant à encourager les agriculteurs à adopter des pratiques agricoles plus durables seraient bénéfiques tant pour l'environnement et le climat que pour les moyens de subsistance des agriculteurs.

Établir des fonds publics de contingence pour les urgences : Après les crises, les gouvernements doivent être bien préparés à résister aux pressions sans précédent qui s'exercent sur l'économie et la population et à fournir un soutien budgétaire de grande ampleur en réponse à une crise économique en cours. La constitution d'une marge de manœuvre (espace budgétaire) ou l'établissement d'un fonds d'urgence en temps "normal" à utiliser dans les moments difficiles facilite une réponse efficace aux crises et accélère la reprise, tandis que l'absence d'espace budgétaire pourrait même aggraver les impacts sur l'économie et la population. Les faits montrent que, lorsque ces fonds sont structurés de manière appropriée et suffisamment importants, ils contribuent à atténuer l'impact des chocs et à améliorer la discipline budgétaire (Brunet et al., 2021). Pourtant, il est essentiel de mettre en place un mécanisme permettant de hiérarchiser les paiements en faveur des secteurs et des objectifs prioritaires.

Améliorer les compétences en vue d'occuper de nouveaux emplois et réduire l'informalité : De nombreuses personnes pourraient être confrontées à un chômage prolongé, érodant leurs compétences et leur productivité future, et les nouveaux embauchés pourraient faire face à des revenus inférieurs à long terme en raison de la pandémie (IMF, 2021e). La résilience économique peut être obtenue par la mise en œuvre d'une combinaison adéquate de politiques macroéconomiques et de politiques du marché du travail. Les stratégies de développement des compétences doivent être alignées sur les priorités du développement économique afin d'éviter l'inadéquation des compétences, la sous-utilisation de la main-d'œuvre et la faible productivité. Il convient d'élaborer des politiques visant à soutenir une éducation et une formation de qualité et un travail décent pour les jeunes, afin de maximiser leur potentiel en tant que source de dynamisme, de talent, de créativité et d'innovation dans le monde du travail et en tant que force motrice pour façonner un meilleur avenir du travail. Un accès équitable à la formation, à l'orientation professionnelle et à d'autres activités du marché du travail peut faciliter des transitions réussies sur le marché du travail et réduire l'inadéquation des compétences. L'informalité ajoute aux défis à relever pour faire face à la pandémie et parvenir à une reprise solide. Des mesures innovantes sont nécessaires pour mieux atteindre et soutenir les travailleurs et les entreprises informels avec des politiques de développement à plus long terme, comme des plateformes et des bases de données en ligne, des progrès dans la numérisation et l'inclusion financière.

Commerce et intégration

Au cours des dernières décennies, les droits de douane et autres barrières commerciales ont considérablement diminué en même temps que la pensée économique libérale dominait de plus en plus l'élaboration des politiques économiques. Cependant, ces dernières années ont été marquées par un appétit croissant pour un protectionnisme accru, alimenté par des motivations unilatérales. L'adoption de mesures protectionnistes a suscité des craintes de guerre commerciale et pesé lourdement sur les flux commerciaux et les décisions d'investissement en

raison de la détérioration du climat du marché et de l'appétence pour le risque au niveau mondial. Les chaînes d'approvisionnement mondiales sont compromises en raison du protectionnisme croissant et des restrictions liées aux pandémies. Avec la diminution de l'incertitude liée au commerce pendant la période post-pandémique, un certain nombre de mesures pourraient accroître la résilience des pays aux chocs futurs en termes de liens commerciaux et d'intégration économique comme l'illustre le *Graphique 3.8*.

Graphique 3.8: Orientations politiques en matière de commerce et d'intégration



Minimiser l'incertitude politique :

L'incertitude politique découlant de l'escalade des tensions commerciales a considérablement affecté le

comportement d'investissement des entreprises. L'incertitude croissante entraîne le report des décisions d'investissement des entreprises, tandis que les consommateurs réduisent également leurs dépenses et que les banques augmentent leur coût de financement. Celles-ci réduisent la demande globale et la croissance économique. Les pays de l'OCI doivent minimiser l'incertitude politique en communiquant clairement et en temps utile les changements futurs de la politique commerciale afin de soutenir les investissements et les comportements de consommation.

Accélérer les mesures de facilitation du commerce :

La facilitation des échanges consiste à accélérer le dédouanement des marchandises afin de réduire le temps et le coût des procédures d'importation, d'exportation et de transit pour assurer la libre circulation des marchandises aux frontières. Les mesures numériques, telles que les guichets uniques, ont considérablement aidé les pays à traverser la crise et au-delà, car elles automatisent les procédures commerciales et remplacent la nécessité de processus physiques et manuels. Le nombre élevé de procédures requises pour accomplir les formalités douanières, le coût élevé du transport, les longs délais d'attente en douane et l'absence de normes de qualité harmonisées ou uniformes à l'échelle de l'OCI pour les biens et services sont parmi les obstacles qui limitent l'efficacité du commerce des marchandises dans de nombreux pays de l'OCI. Pour que le niveau de coopération commerciale entre les pays de l'OCI doit atteindre les niveaux souhaités, il est nécessaire de rendre rapidement opérationnels les programmes de facilitation du commerce tels que le système de préférences commerciales de l'OCI (OIC-TPS), le crédit à l'exportation et l'assurance des investissements ainsi

que la reconnaissance des normes, de la réglementation technique et des procédures d'évaluation de la conformité. La mise en place de mécanismes de coordination inter-agences au niveau national et le renforcement de la coopération entre les agences transfrontalières sont également essentiels pour répondre rapidement aux urgences liées au commerce.

Investir dans la résilience de la chaîne d'approvisionnement et réduire la dépendance à l'égard d'un seul fournisseur : L'efficacité est depuis longtemps le principal moteur des CMV. Avec l'émergence du choc des politiques commerciales et la crise COVID-19, la priorité a commencé à passer de l'efficacité à la résilience. Il est devenu évident que la forte dépendance à l'égard des biens importés et la forte concentration des réseaux de fournisseurs d'intrants étrangers rendent ces secteurs plus vulnérables aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Afin de rééquilibrer l'efficacité et la résilience de la chaîne d'approvisionnement, les gouvernements peuvent concevoir des stratégies visant à réduire les dépendances à une seule source. En outre, grâce à des politiques appropriées, les pays de l'OCI peuvent bénéficier du raccourcissement du temps d'approvisionnement en se procurant davantage de produits à proximité et en produisant le produit final plus proche des utilisateurs finaux. D'autre part, de nombreux pays, quel que soit leur niveau de développement, ont connu une pénurie de produits de santé essentiels en réponse à l'apparition rapide de la pandémie de COVID-19. Cela a bien mis en évidence la vulnérabilité excessive vis-à-vis d'un seul fournisseur et l'importance cruciale d'atteindre l'autosuffisance pour les produits stratégiques. Afin de mieux résister à des chocs similaires à l'avenir, il est nécessaire que les pays de l'OCI réduisent leur dépendance à un petit nombre de fournisseurs et parviennent à être autonomes au niveau des produits essentielles ou stratégiques.

Se concentrer sur les chaînes de valeur intra-régionales : Une nationalisation ou une régionalisation substantielle des chaînes d'approvisionnement risque de réduire la diversification des fournisseurs dans l'économie mondiale et de limiter les possibilités pour les économies en développement de bénéficier des flux de capitaux et des transferts de technologie associés aux chaînes de valeur mondiales. Cela menacerait le potentiel des pays en développement, y compris les pays de l'OCI, à s'industrialiser en s'associant aux chaînes de valeur mondiales. Une solution consisterait à se concentrer sur les chaînes de valeur intra-régionales, qui devraient être plus résistantes que les chaînes interrégionales. Elles peuvent être un catalyseur permanent pour le transfert de capitaux et de technologies pour les pays de l'OCI. Cela contribuerait également à réaliser une plus grande intégration économique parmi les pays de l'OCI, comme le prévoit le PAD de l'OCI-2025.

Créer des modules de groupement industriel : Dans un contexte régional, l'établissement de clusters régionaux pour différents secteurs attirerait les entreprises opérant dans certains secteurs. Les modules de groupement établissent une concentration géographique d'entreprises, de fournisseurs et d'institutions associées interconnectés. Ils offrent d'importants avantages en termes de coûts en créant des synergies directes et indirectes entre les entreprises des modules de groupement et contribuent à la productivité et à la compétitivité des pays. Cela serait particulièrement fonctionnel lorsque les pays qui engagent des modules de groupement régionaux sont économiquement petits et que les activités économiques ne sont pas

suffisamment diversifiées. La création de modules de groupement régionaux dans les pays de l'OCI nécessiterait une forte volonté politique et une plus grande intégration économique au niveau régional.

Mettre en place des modules logistiques : Afin de soutenir leur compétitivité régionale, les pays de l'OCI peuvent également mettre en place des pôles logistiques régionaux pour assurer une livraison rapide et efficace des produits intermédiaires. En traitant de grands volumes de fret, il est possible de réaliser des économies d'échelle et de gamme au sein de modules de groupement. En outre, les modules de groupement logistiques offrent des avantages basés sur l'interchangeabilité des moyens de transport et de logistique. Cela permettrait d'accroître la compétitivité des pays utilisant le module de groupement et de faciliter la livraison accélérée des marchandises. La création de zones de traitement des exportations et de zones de libre-échange pourrait également contribuer au développement du commerce intra-OCI.

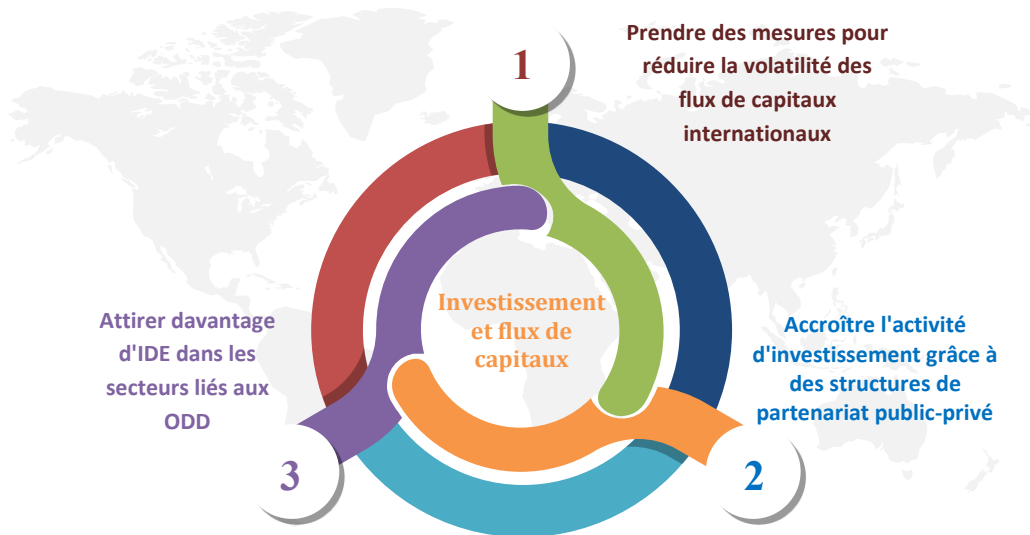
Investissement et flux de capitaux

Les flux de capitaux internationaux ont ralenti en raison d'un certain nombre d'incertitudes liées à la pandémie de COVID-19. Les investissements ont également été affectés par la pandémie. De nombreux pays en développement et développés ont été confrontés à des sorties sans précédent d'investissements de portefeuille, sous l'effet des ventes d'actifs de portefeuille par des investisseurs étrangers, un schéma habituel selon lequel les investisseurs internationaux transfèrent des capitaux dans leur pays ou investissent dans des actifs plus sûrs en période d'incertitude (OECD, 2020a). Le 2020, les données disponibles pour 27 membres indiquent que les investissements de portefeuille nets ont diminué de 58 % pour atteindre environ 43 milliards de dollars en 2020, contre 102 milliards de dollars en 2019 (SESRIC, 2022a). L'augmentation des dépenses publiques et la baisse des recettes ont entraîné une augmentation de l'encours total de la dette extérieure des pays de l'OCI de 5,8 % pour atteindre 1900 milliards de dollars en 2020. Par conséquent, des mesures doivent être prises pour réduire la volatilité des flux internationaux de capitaux et d'investissements afin d'éliminer tout effet perturbateur dû à des arrêts soudains.

Les flux d'IDE vers les pays de l'OCI ont ralenti comme dans d'autres pays du monde en raison de la pandémie. Bien qu'ils aient montré quelques signes de reprise en 2021 et 2022, les pays de l'OCI, en tant que groupe, sont loin de leur potentiel en termes d'attraction de nouveaux projets d'IDE et de rétention des projets existants.

En outre, de nombreux pays de l'OCI ne sont pas en mesure de profiter pleinement des retombées positives apportées par les investisseurs étrangers, qui pourraient potentiellement améliorer la compétitivité et l'avancée technologique du secteur privé, principalement en raison de pénuries de capital humain et d'infrastructures physiques inadéquates (ICIEC et al., 2017). Cela limite encore la contribution des IDE au développement durable dans les pays de l'OCI. À la lumière de ce qui précède, le *Graphique 3.9* présente quelques grandes orientations politiques dans le domaine des investissements et des flux de capitaux pour une reprise plus résiliente.

Graphique 3.9 : Orientations politiques en matière d'investissement et de flux de capitaux



Prendre des mesures pour réduire la volatilité des flux de capitaux internationaux: La baisse des flux de capitaux internationaux de portefeuille pourrait être compensée par une augmentation des emprunts extérieurs ou des envois de fonds. Pourtant, les troubles actuelles de l'économie mondiale, alimentées par les incertitudes sur les nouvelles variantes du virus de COVID-19, la hausse des prix de l'énergie et la crise actuelle entre la Russie et l'Ukraine, ne créent pas un environnement favorable aux emprunts extérieurs à long terme ou à l'augmentation des envois de fonds en 2022 et 2023. L'augmentation des IDE et la restructuration des dettes extérieures apparaissent comme des options viables pour de nombreux pays en développement, y compris plusieurs pays de l'OCI (SESRIC, 2022a). À cet égard, les options politiques suivantes pourraient être envisagées par les décideurs politiques des pays de l'OCI sur le lien entre les flux de capitaux, les dettes extérieures et la reprise post-pandémique afin de répondre aux incertitudes causées par la pandémie de COVID-19 et de soutenir une reprise durable dans la période post-pandémique.

- Se concentrer sur les politiques visant à réduire les vulnérabilités financières externes en améliorant la gestion des finances publiques, par exemple en reportant des investissements publics relativement moins importants, à moins qu'une amélioration des perspectives économiques mondiales ne devienne prévisible ;
- Développer des pratiques saines de gestion de la dette afin de garantir que le niveau et le taux de croissance de la dette publique soient fondamentalement durables dans l'ère post-pandémique ;
- Développer les capacités pour améliorer la résilience des finances extérieures, par exemple en investissant dans les ressources humaines et les réserves financières nationales ;



- Entamer des négociations avec les banques multilatérales de développement, les organismes donateurs et les pays développés pour restructurer les niveaux de la dette extérieure, en particulier pour prolonger ou reporter leurs périodes d'échéance ; et
- Élaborer des politiques permettant de mieux tirer parti du rôle potentiel des investissements de portefeuille pour le financement du développement durable dans l'ère post-pandémique privilégiant les investissements de portefeuille à long terme aux investissements à court terme, en réduisant les incertitudes macroéconomiques et en améliorant le cadre réglementaire de protection des investisseurs étrangers.

Accroître l'activité d'investissement par le biais de structures de partenariat public-privé : Compte tenu du montant limité de l'épargne dans de nombreux pays en développement, le mécanisme de partenariat public-privé (PPP) pourrait être proposé comme un modèle viable pour financer des projets de développement durable. Dans ce mécanisme, les projets sont financés et exécutés par un partenariat entre des unités gouvernementales et des agents du secteur privé. Les PPP permettent souvent au secteur public de profiter du dynamisme entrepreneurial et des nouvelles possibilités de financement qu'offre le secteur privé dans un contexte de contraintes budgétaires, ainsi que de ses méthodes innovantes et effectives de gestion et ses propres capitaux, compétences et expériences. À cet égard, compte tenu des défis socio-économiques liés à la pandémie, la mise en œuvre réussie des PP-P pourrait aider de nombreux pays de l'OCI à combler les lacunes en matière d'investissement et à stimuler la croissance économique et le développement. En fait, l'expérience de plusieurs pays de l'OCI, comme la Türkiye et la Malaisie, avant le déclenchement de la pandémie, avec le mécanisme des PP-P a donné des résultats positifs dans de nombreux secteurs, du transport à la santé (SESRIC, 2015). Les expériences réussies de ces pays de l'OCI en matière de PP-P pourraient avoir une influence sur de nombreux autres pays de l'OCI dans l'ère post-pandémique. En particulier, les leçons apprises et certains principes politiques généraux pourraient aider les pays de l'OCI à développer des PP-P plus efficaces et à élargir leurs impacts sur le développement tout en minimisant les coûts pour le secteur public. À cet égard, les décideurs politiques des pays de l'OCI pourraient considérer les points suivants en vue d'accroître l'activité d'investissement par le biais de structures des PP-P.

- Entreprendre des études diagnostiques nationales complètes pour identifier les secteurs comportant les écarts d'investissement les plus importants ;
- Identifier les secteurs les plus appropriés pour les structures de PP-P en considérant les différents types d'accords de PP-P, y compris, mais sans s'y limiter, les approches: build-own-operate (BOO), build-develop-operate (BDO), design-build-finance-operate (DBFO) et build-own-operate-transfer (BOOT) à la lumière des expériences internationales ;
- Étudier soigneusement l'impact des projets de PP-P sur le développement à long terme, notamment en tenant compte de l'impact sur les communautés locales, les réserves naturelles, les finances publiques et la croissance économique ;
- Envisager de donner la priorité aux projets de PP-P dans les secteurs de la santé et de l'industrie pharmaceutique qui pourraient favoriser un redressement durable après la pandémie et renforcer la résistance aux chocs futurs ; et

- Bénéficier de l'expertise et de l'expérience des banques multilatérales de développement comme la Banque mondiale et la Banque islamique de développement dans le développement et l'exécution de tels projets PP-P.

Attirer davantage d'IDE dans les secteurs liés aux ODD : La pandémie a commencé à remodeler le paysage des IDE dans le monde entier. On observe une tendance accrue à la localisation dans des secteurs tels que les produits pharmaceutiques, les soins de santé et l'alimentation, dont l'importance a augmenté en raison de la pandémie. Cette nouvelle tendance est susceptible d'affecter les flux commerciaux internationaux, les chaînes d'approvisionnement mondiales et, par conséquent, les flux de capitaux. En outre, les sociétés multinationales (SMN) sont susceptibles d'entreprendre un repositionnement géographique de leurs activités à l'étranger sur le long terme pour mieux faire face aux chocs futurs qui ont accru l'importance des chaînes de valeur régionales. À cet égard, les multinationales limitent leur dépendance à aux chaînes de valeurs mondiales pour se protéger des perturbations de la chaîne d'approvisionnement ou encore, cherchent à se diversifier géographiquement pour réduire leur exposition aux chocs locaux (OECD, 2020a ; OCDE, 2020b). Ces dispositions de délocalisation vont sans aucun doute stimuler les flux d'IDE dirigés vers les pays de l'OCI. À cet égard, les pays de l'OCI devraient suivre un ensemble de politiques pour avoir une meilleure position mondiale dans la période post-pandémique afin d'attirer davantage d'IDE vers les secteurs liés aux ODD. Ces projets d'IDE apporteront non seulement certains avantages économiques aux pays de l'OCI, mais les aideront également à atteindre une série d'objectifs liés aux ODD en améliorant la vie des gens. Pour ce faire, les pays de l'OCI devraient envisager les points suivants :

- Identifier et éliminer les obstacles liés au commerce et à l'investissement, tels que les mesures restrictives, les taxes élevées sur le commerce et l'investissement internationaux et l'économie informelle, afin de créer un environnement plus favorable aux investisseurs ;
- Étudier et dresser la liste des secteurs prioritaires liés aux ODD pour les investisseurs afin de mieux promouvoir ces secteurs au niveau international et de faciliter les nouveaux investissements étrangers, par exemple en leur offrant certaines incitations ;
- Investir dans l'amélioration des capacités des agences nationales de promotion des investissements (API) en vue d'attirer de nouveaux investisseurs et de communiquer efficacement avec les investisseurs internationaux ; et
- Améliorer la coopération intra-OCI dans le domaine de l'investissement, par exemple en promouvant les opportunités d'investissement et en facilitant l'échange d'expériences.

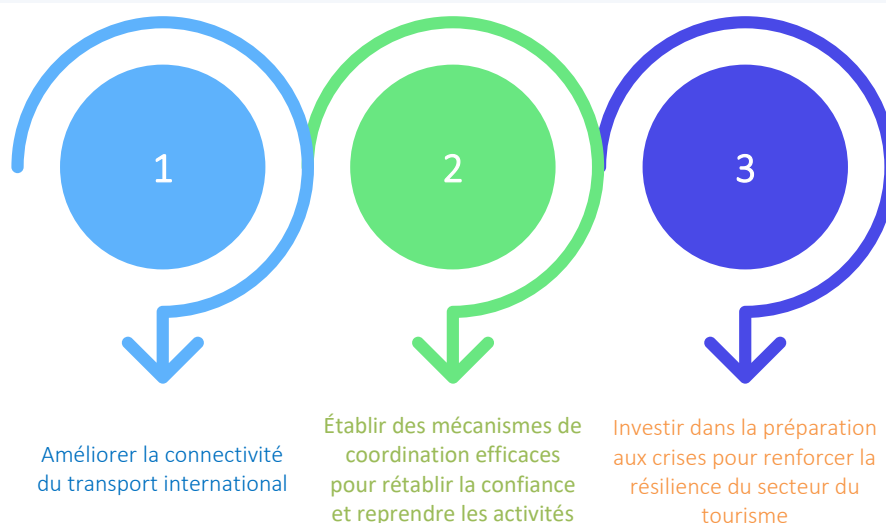
Transport et tourisme

Le secteur des transports a été l'un des secteurs les plus sévèrement touchés en raison des mesures restrictives prises pour contenir la propagation de la pandémie. À cet égard, la pandémie a souligné l'importance de disposer de chaînes d'approvisionnement résilientes et de connexions à des réseaux logistiques alternatifs (OECD, 2020c). Elle a également révélé les risques d'une dépendance à l'égard de certains types de transport. Le transport maritime a fortement ralenti pendant la pandémie de COVID-19, entraînant une régression de la production mondiale. Par



exemple, grâce aux couloirs aériens disponibles, de nombreux pays ont pu se procurer du matériel médical et des médicaments pendant la pandémie de COVID-19. En outre, le secteur des transports joue un rôle particulièrement important, non seulement pour faciliter le commerce transfrontalier, mais aussi pour permettre le tourisme. La pandémie de COVID-19 ayant durement touché les activités touristiques internationales, qui dépendent fortement de la connectivité aérienne, plusieurs pays de l'OCI ont commencé à investir dans le tourisme intérieur pour se remettre de la pandémie. La pandémie de COVID-19 ayant durement touché les activités touristiques internationales, qui dépendent fortement de la connectivité aérienne, plusieurs pays de l'OCI ont commencé à investir dans le tourisme intérieur pour se remettre de la pandémie. Pour renforcer la résilience à long terme, il faut donc améliorer les infrastructures de transport et la connectivité, mettre en place des mécanismes de confiance et investir dans la préparation aux crises (*Graphique 3.10*).

Graphique 3.10 : Orientations politiques en matière de transport et de tourisme



Améliorer la connectivité du transport international : Le bon fonctionnement des réseaux de transport international est essentiel non seulement pour maintenir le commerce international et les activités touristiques, mais aussi pour lutter contre les situations de crise, comme dans le cas d'un choc sanitaire (par exemple, la pandémie de COVID-19). Investir dans la connectivité du transport international pourrait aider les pays de l'OCI à renforcer leur résilience face aux crises futures et a le potentiel de favoriser le commerce international, notamment en réduisant les coûts de transport et en améliorant la compétitivité. Afin de renforcer la connectivité du transport international dans l'ère post-pandémique et d'accroître la résilience du secteur du transport, les pays de l'OCI devraient prendre les mesures suivantes :

- Investir davantage dans la numérisation et l'automatisation des services de transport afin de gagner en efficacité et en durabilité ;
- Préparer des plans d'urgence afin de garantir que certains réseaux de transport et postes frontaliers restent opérationnels en cas de chocs ou de catastrophes futurs ;

- Mettre en place des mécanismes de coordination nationale en vue d'accroître la prévisibilité et le déploiement efficace des mesures aux frontières et d'assurer une surveillance efficace des réseaux de transport ;
- Diversifier les investissements dans les réseaux de transport alternatifs, notamment routiers, ferroviaires, maritimes et aériens, afin d'enrichir les modes de transport disponibles en vue de soutenir la mobilité des biens et des personnes à l'intérieur et à l'extérieur des frontières en tout temps ; et
- Examiner le potentiel de la modalité du PP-P pour stimuler les investissements dans les réseaux de transport.

Établir des mécanismes de coordination efficaces pour rétablir la confiance et reprendre les activités touristiques : La rapidité et l'ampleur de la reprise du tourisme international dépendront de la levée des restrictions aux voyages et du rétablissement de la confiance. L'adoption de la vaccination dans les pays d'origine et de destination sera déterminante à cet égard. Avec l'apparition de nouvelles variantes du virus de COVID-19 et l'augmentation du nombre de cas, les efforts d'inoculation sont devenus très importants pour soutenir les activités touristiques internationales dans la région de l'OCI et ailleurs. Si les pays de l'OCI parviennent à augmenter rapidement la part de la population vaccinée, les activités touristiques internationales devraient continuer à se redresser et pourraient dépasser les chiffres pré-pandémiques dès que possible. Pour y parvenir, il est essentiel d'assurer une coordination efficace par le biais de mécanismes établis entre diverses autorités telles que les ministères de la santé et du tourisme. L'existence et l'utilisation efficace de tels mécanismes de coordination contribueraient à réduire les problèmes causés par les questions de coordination et de communication interservices. En parallèle, ces politiques devraient être soutenues par des stratégies de communication ciblées et fiables (SESRIC, 2022b). De cette manière, il est possible de parvenir à une reprise sûre et résiliente du tourisme international en rétablissant la confiance.

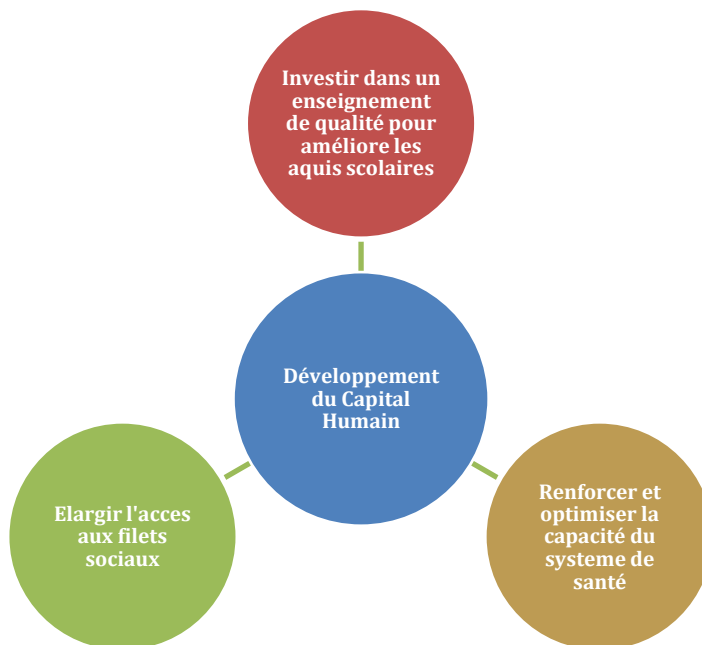
Investir dans la préparation aux crises pour renforcer la résilience du secteur du tourisme : La gestion de crise couvre la préparation et la réponse aux chocs, tandis que la résilience va au-delà et inclut l'adaptation après une perturbation. Le renforcement de la résilience dans le tourisme vise à minimiser les impacts futurs des chocs. Comme il s'agit de la plus grande crise de l'histoire du tourisme international depuis la Seconde Guerre mondiale, il est vital pour les pays de l'OCI d'investir dans la préparation aux crises dans le secteur du tourisme afin d'éviter de futurs chocs importants qui pourraient toucher les différents acteurs du tourisme, notamment les voyageurs, les hôteliers, les guides touristiques, les compagnies aériennes, les PME, etc. La pandémie du COVID-19 pourrait fournir un certain nombre d'enseignements en matière de la gestion des crises et du renforcement de la résilience dans les pays de l'OCI. Par exemple, les pays de l'OCI qui ont investi dans des marchés touristiques de niche comme l'écotourisme et le tourisme islamique ou qui ont développé des campagnes de tourisme alternatif comme "la relance du tourisme domestique " pourraient récupérer une partie de leurs pertes dans le secteur pendant la pandémie. En outre, plusieurs pays de l'OCI, à savoir l'Algérie, l'Arabie saoudite et le Bangladesh, ont mis en place un mécanisme/une équipe de crise interne au niveau du ministère du Tourisme dans le but de gérer les impacts négatifs du COVID-19 sur le secteur (SESRIC, 2022b). Au-delà de

la pandémie, il est également recommandé que tous les pays de l'OCI envisagent de mettre en place de telles équipes spécialisées et formées au sein de leurs ministères respectifs afin de renforcer la résilience face aux chocs futurs (catastrophes, attaques, accidents, etc.) et de gérer les crises de manière rapide et efficace. Le fait de doter ces équipes de connaissances et de travailler sur divers scénarios susceptibles de toucher le secteur du tourisme contribuerait à accroître la résilience et l'état de préparation des acteurs du tourisme des pays de l'OCI et à réduire les effets négatifs potentiels des chocs futurs.

Développement du capital humain

Le développement humain est confronté à des défis sans précédent en raison des chocs que subit actuellement l'économie mondiale. En outre, ces chocs ont inversé les progrès accomplis dans la réalisation des ODD. Le renforcement de l'éducation est devenu essentiel, car la pandémie de COVID-19 pourrait provoquer une "catastrophe générationnelle" en raison de la perte de scolarisation, de la perte d'apprentissage et de la perte de revenus futurs des élèves d'aujourd'hui. Pour éviter un ralentissement du développement humain, les responsables politiques doivent mettre en place des moyens de rattraper la scolarisation et l'apprentissage perdus. En outre, une reprise résiliente nécessitera des initiatives gouvernementales majeures, telles que l'amélioration et l'optimisation des systèmes de santé et l'expansion des filets de sécurité sociale (Graphique 3.11).

Graphique 3.11 : Orientations politiques en matière de développement du capital humain



Investir dans un apprentissage de qualité pour améliorer les résultats scolaires : Pendant la pandémie de COVID-19, les écoles ont été progressivement fermées dans le monde entier, affectant plus de 1,6 milliard d'étudiants dans le monde. Bien que les fermetures d'écoles soient temporaires, les répercussions peuvent être de longue durée. On estime que les écoliers ont perdu entre 0,3 et 1,1 année de scolarité pendant la pandémie. Si aucune mesure corrective n'est prise d'urgence, cela pourrait entraîner une perte potentielle de 10 000 milliards de dollars US de revenus au cours de leur vie (Azevedo et al., 2021). Il est essentiel de récupérer l'apprentissage

perdu pour éviter une catastrophe générationnelle. Il est essentiel de surveiller les opportunités d'apprentissage manquées par les élèves afin d'évaluer le l'étendue des dommages causés par la fermeture des écoles. Les écoles doivent adapter leurs programmes et créer des programmes de rattrapage en fonction du niveau d'apprentissage de leurs élèves. En outre, les enseignants doivent disposer d'un soutien suffisant pour aider les élèves à apprendre. Toutes ces interventions se sont avérées rentables pour aider les élèves à rattraper l'apprentissage perdu (Global Education Evidence Advisory Panel, 2022).

La pandémie a également mis en lumière les lacunes du système éducatif mondial, notamment en termes de préparation à l'enseignement à distance. Pendant la pandémie, l'apprentissage à distance dans de nombreux pays de l'OCI, notamment ceux dont les infrastructures TIC sont inadéquates, s'avère difficile, ce qui entrave l'enseignement et l'apprentissage de millions d'écoliers. Si les systèmes sont améliorés et que la technologie est utilisée plus efficacement, l'enseignement à distance et hybride pourrait changer la façon dont les gens apprennent à l'avenir (The World Bank, 2018). Par conséquent, les investissements dans la numérisation et la connectivité dans les pays de l'OCI offriront une chance de fournir des systèmes éducatifs résilients avec une meilleure collecte et un meilleur partage des données, de promouvoir l'accès des étudiants à des ressources d'apprentissage de haute qualité et d'élargir les possibilités de participation et de soutien des parents. Des efforts doivent également être déployés pour améliorer l'égalité d'apprentissage, y compris l'allocation de ressources aux étudiants défavorisés.

Renforcer et optimiser les capacités du système de santé : Il est important de garantir la santé et le bien-être de la société pour éradiquer la pauvreté et parvenir à un développement durable, source de croissance économique et de communautés heureuses. La récente pandémie de COVID-19 a démontré l'importance de la santé publique pour la stabilité régionale, car elle a eu des effets considérables sur la vie et l'économie des gens. Par conséquent, le renforcement et l'optimisation des capacités du système de soins de santé sont devenus essentiels pour garantir les progrès du développement humain et renforcer la résilience face aux crises futures. Lorsque la pandémie de COVID-19 a frappé, les systèmes de santé de nombreux pays de l'OCI n'étaient pas préparés à l'afflux rapide de patients. Par conséquent, l'amélioration des mécanismes de préparation et de réponse aux urgences sanitaires doit être la première préoccupation. Il est essentiel d'assurer l'existence de programmes de préparation et de réponse aux urgences cohérents, coordonnés et efficaces au niveau national, avec les dispositions institutionnelles requises et des ressources suffisantes (SESRI, 2022a).

Dans de nombreux pays, l'insuffisance du personnel de santé est l'un des principaux facteurs à l'origine de la capacité limitée du système de soins de santé. La pénurie de personnel de santé est un problème chronique qui exige des réponses politiques cohérentes, notamment le développement et l'amélioration de la formation, du recrutement et de l'administration du personnel de santé, ainsi que la mise en place d'une coopération avec toutes les parties prenantes afin de stimuler les investissements dans les établissements d'enseignement et de formation en matière de santé. En outre, l'utilisation des technologies de l'information offre de nombreuses possibilités d'améliorer et de transformer le système de soins de santé. Selon l'OMS

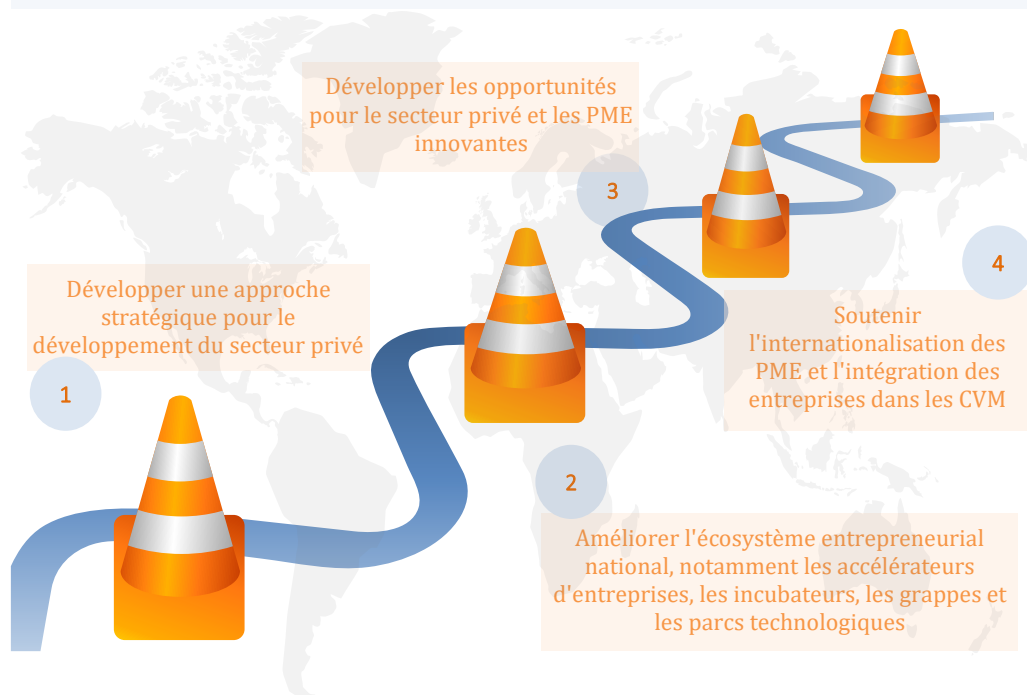
(2021), l'adoption de technologies numériques dans les soins de santé peut rendre les systèmes de santé plus efficaces et durables, leur permettant ainsi de fournir des soins de haute qualité, rentables et équitables. Pendant la crise, l'utilisation accrue d'applications technologiques numériques, ainsi que d'outils d'analyse de big data et d'intelligence artificielle, devrait entraîner une augmentation des innovations numériques pour répondre à la demande croissante d'applications numériques. Il est nécessaire de faciliter l'adoption généralisée et à long terme de ces technologies et techniques pour tirer pleinement parti de cette transition. Cela nécessite des investissements et des changements de politique pour permettre aux différentes parties prenantes d'utiliser plus facilement les infrastructures avec une sécurité numérique et une confidentialité améliorées.

Élargir l'accès aux filets de sécurité sociale : La protection sociale a pris une importance croissante dans le cadre des réponses à la pandémie de COVID-19. Elle a permis aux pays de l'OCI de fournir une assistance sociale, économique et médicale à des millions de personnes. Pourtant, en 2020, le nombre de personnes dans les pays de l'OCI qui étaient protégées par au moins une mesure était inférieur à la moyenne mondiale (SESRIC, 2022a). En outre, les filets de sécurité excluent souvent un pourcentage important des ménages les plus pauvres et ne parviennent pas à atteindre les groupes les plus vulnérables. Il est nécessaire d'étendre la couverture dans les zones appauvries et de cibler les familles de migrants, les orphelins et les chômeurs, qui sont confrontés à des menaces importantes pour leurs moyens de subsistance et bénéficient d'une assistance sociale minimale. Sans aucune mesure de sécurité sociale, ces groupes s'enfonceront davantage dans la pauvreté et la détresse mentale. La clé d'une reprise solide et à long terme pour les pays de l'OCI est de comprendre que les lacunes de leurs systèmes de protection sociale doivent être comblées rapidement afin que les systèmes de protection soient renforcés à long terme et soient mieux positionnés pour répondre aux crises futures. Finalement, cet effort peut simultanément avoir un impact direct sur les efforts des pays de l'OCI vers la promotion d'un développement inclusif et durable.

Les PME et le développement du secteur privé

Les gouvernements de nombreuses régions du monde ont réagi rapidement aux défis sans précédent auxquels les PME sont confrontées en raison de la pandémie de COVID-19, en adoptant un large éventail de mesures de stimulation et de soutien. Ces mesures consistaient principalement en une aide d'urgence sous forme de liquidités, mais elles ont été progressivement accompagnées d'un soutien structurel et de plans de relance plus larges. Le but de ces mesures structurelles était d'aider les PME à s'adapter à l'évolution de l'environnement commercial et à renforcer leur résilience. Ces politiques comprenaient un soutien à la numérisation, à l'innovation et au développement technologique, l'amélioration et le renouvellement des compétences, encourager les jeunes entreprises et aider dans la recherche des marchés alternatifs.

Graphique 3.12 : Orientations politiques du développement du secteur privé



Élaborer une approche stratégique pour le développement du secteur privé : Une approche stratégique de la promotion de l'investissement privé comprend un certain nombre de dimensions politiques. Les décideurs politiques doivent identifier les secteurs stratégiques après une évaluation minutieuse des secteurs économiques pour la promotion des investissements en fonction de leur taille, du niveau de compétitivité internationale, des gains de productivité attendus pour l'économie, du temps et des ressources nécessaires pour investir, et du potentiel d'investissements supplémentaires. Une fois les secteurs prioritaires identifiés, les obstacles spécifiques au secteur doivent être détectés à un niveau suffisamment détaillé pour déterminer les interventions critiques et favoriser le développement du secteur privé. Les besoins particuliers des entreprises de tailles ou de localisations différentes doivent être évalués en étroite collaboration avec les parties concernées et des mesures nécessaires doivent être prises en conséquence. Une stratégie distincte devrait être élaborée pour soutenir les facteurs clés d'un investissement productif, notamment le capital financier, le capital humain, les infrastructures et la technologie. Enfin, les décideurs politiques devraient procéder à des évaluations régulières des interventions politiques et à des analyses coûts-avantages pour s'assurer que ces interventions produisent les résultats escomptés. Un mécanisme de coordination clair entre les différents niveaux d'agences gouvernementales doit être établi pour une mise en œuvre et un suivi efficaces des interventions politiques.

Améliorer l'écosystème entrepreneurial national, notamment les accélérateurs d'entreprises, les incubateurs, les grappes et les parcs technologiques : Les entrepreneurs innovants sont capables de combiner les facteurs de production pour générer de nouveaux produits, processus de



production, marchés ou chaînes de valeur. Pour ce faire, il faut adopter une approche fondée sur l'écosystème entrepreneurial, où les conditions-cadres (par exemple, l'accès aux actifs, aux infrastructures, aux talents et aux marchés) et les conditions systémiques (réseaux, leadership, financement, connaissances, organisations intermédiaires) sont des éléments clés pour déterminer le succès des nouvelles entreprises en matière de durabilité et de prospérité (Isenberg, 2010). L'existence de conditions-cadres favorables peut accélérer la création de nouvelles entreprises et stimuler la compétitivité des PME. Il est possible d'étendre les politiques visant à développer les incubateurs d'entreprises et les accélérateurs de démarrage, qui offrent aux entreprises en phase de démarrage un soutien et un encadrement tout au long du processus de création d'entreprise. En outre, la disponibilité des services de soutien aux entreprises par le biais des organisations de clusters fait partie des conditions favorables de l'infrastructure de soutien aux entreprises. Les clusters sont des écosystèmes d'entreprises et d'institutions associées dans une industrie, reliés par des points communs et des externalités. Ils contribuent à améliorer les conditions de qualité générale des écosystèmes d'entreprises régionaux en favorisant la création d'espaces de collaboration intersectorielle dynamiques pour l'innovation et l'esprit d'entreprise. Les parcs technologiques peuvent être considérés comme des grappes de haute technologie.

Développer les opportunités pour le secteur privé et les PME innovantes : Le secteur privé doit avoir la possibilité d'investir et de se développer dans toute activité économique génératrice de croissance et d'emplois. Cela nécessite un environnement propice à l'investissement, avec des réglementations favorables, un marché financier profond, une main-d'œuvre possédant les compétences et les capacités requises, des infrastructures solides, un accès aux technologies et aux connaissances, et des canaux de coordination efficaces entre les autorités publiques et les représentants du secteur privé. Des incitations spéciales devraient être prévues pour les PME, en particulier celles qui sont innovantes, afin de favoriser leur entrée sur le marché et leur accès au crédit. En outre, des mesures devraient être prises pour renforcer les principaux catalyseurs de l'investissement, tels que l'élaboration de nouveaux mécanismes pour le développement des compétences nécessaires, l'accès au financement et les infrastructures adéquates. Par ailleurs, la participation du secteur privé aux investissements publics devrait être soutenue, car elle génère d'importants gains d'efficacité. Elle permet au secteur public de bénéficier du dynamisme entrepreneurial, des possibilités de financement élargies dans un environnement de contraintes budgétaires, des styles de gestion innovants et efficaces du secteur privé.

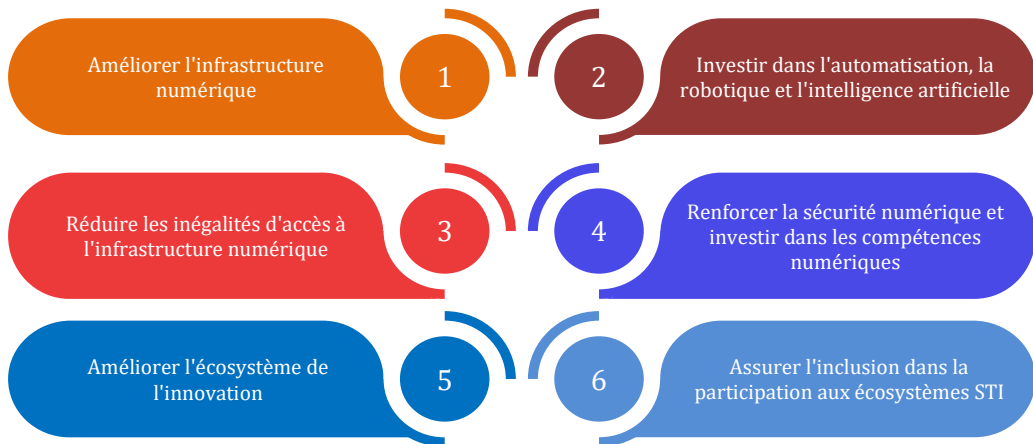
Soutenir l'internationalisation des PME et l'intégration des entreprises dans les chaînes de valeur mondiales : La participation au commerce international et aux réseaux de production mondiaux offre aux entreprises la possibilité d'améliorer leur productivité, d'étendre leur part de marché et de s'informer auprès de leurs partenaires sur les nouvelles technologies et pratiques commerciales. Cela améliorera leur compétitivité et leur potentiel de croissance dans leur secteur d'activité. Malgré les gains potentiels, les PME sont sous-représentées sur les marchés d'exportation et les réseaux de production mondiaux en raison d'un certain nombre de contraintes. Les PME sont confrontées à des difficultés considérables pour accéder au financement de nouveaux investissements, à l'information, aux compétences et à la technologie,

autant d'éléments qui réduisent leur compétitivité internationale et leur capacité à faire face aux coûts commerciaux. Pour ce faire, il convient d'élaborer des politiques efficaces visant à éliminer les défis spécifiques auxquels sont confrontées les PME innovantes, notamment en prenant des mesures de facilitation des échanges, en levant les réglementations relatives aux marchés de produits et en soutenant les investissements dans les compétences. La fourniture d'informations sur les règles et réglementations, la diffusion d'informations sur les marchés, les foires commerciales internationales ou le soutien à l'identification de partenaires commerciaux étrangers peuvent également aider les PME à s'engager dans une activité internationale.

Technologies de l'information et des communications

Pendant la pandémie, il y a une transformation numérique accélérée et l'utilisation de la technologie numérique pour la recherche des contacts, les passeports vaccinaux et la distribution des vaccins. L'utilisation plus large des applications des technologies numériques ainsi que des outils d'analyse des big data et d'intelligence artificielle (IA) pendant la crise COVID-19 devrait entraîner une augmentation des innovations numériques pour répondre à la demande croissante d'applications numériques, allant des services de santé en ligne à l'apprentissage automatique pour la recherche. Afin de bénéficier de cette transformation, les pays de l'OCI doivent faciliter l'adoption généralisée et durable de ces technologies et outils par les centres de recherche, les entreprises et les entités publiques concernées. Cela nécessite des investissements et des actions politiques pour améliorer la qualité et l'accessibilité de l'infrastructure numérique par la communauté au sens large.

Graphique 3.13 : Orientations politiques en matière de technologies de l'information et de la communication



Le renforcement de la résilience aux crises est devenu une nouvelle priorité politique pour de nombreux gouvernements afin de prévenir ou d'atténuer les effets de crises similaires à l'avenir. Selon l'OCDE (2021b), la STI peut contribuer à deux dimensions de la résilience. La première est l'anticipation, qui consiste à développer des solutions pour prévenir et améliorer la préparation aux crises futures. Le second est l'agilité et la réactivité aux chocs, ce qui implique la capacité de s'adapter rapidement en cas de choc afin d'en atténuer les impacts négatifs et de saisir les



opportunités émergentes. De plus, la crise du COVID-19 incite les STI à jouer un rôle plus important dans la construction d'un avenir plus durable, inclusif et résilient sur le plan environnemental.

Améliorer l'infrastructure numérique : L'infrastructure numérique permet de connecter les personnes et les lieux, améliorer la productivité, accroître la croissance économique, améliorer la durabilité et adopter de nouvelles technologies. De nouvelles technologies sont constamment introduites pour améliorer l'efficacité, la durabilité et les services des réseaux d'infrastructure. Sans une capacité suffisante pour développer, adopter ou utiliser ces technologies, il sera difficile de répondre à une crise. Alors que la mise en place d'une infrastructure physique favorable nécessite des investissements importants, le manque d'attention portée à l'infrastructure numérique nuirait gravement à la compétitivité et limiterait les capacités de réaction aux crises.

Investir dans l'automatisation et la robotique et l'intelligence artificielle: L'automatisation et l'IA font partie des caractéristiques émergentes des produits et services qui devraient façonner les activités économiques à moyen terme. Les entreprises sont en phase de transformation vers des réseaux d'approvisionnement numériques grâce aux technologies numériques, notamment la chaîne de blocs et l'internet des objets. Les chocs récents ont stimulé les entreprises sur l'urgence de cette transformation. Cela permettrait non seulement de diminuer l'importance de la main-d'œuvre à faible coût, mais aussi de minimiser les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. La demande croissante de réduction des interactions humaines devrait également accélérer les investissements dans la robotique et l'automatisation qui étaient déjà en cours. À cet égard, les pays de l'OCI doivent investir dans les technologies avancées et déployer des efforts pour adapter leurs industries manufacturières à ces nouvelles technologies afin de rester compétitifs.

Réduire les inégalités d'accès aux infrastructures numériques : Les disparités en matière d'accès et de maîtrise des TIC font depuis longtemps l'objet de politiques publiques. En effet, compte tenu des nombreuses possibilités offertes par la technologie en matière de participation civique, de mise en réseau ou d'amélioration de la productivité, la « fracture numérique » peut perpétuer, voire exacerber, les inégalités existantes. Selon l'Union internationale des télécommunications (UIT), quelque 2,9 milliards de personnes n'auront même pas accès à l'internet à la fin de 2021. Par conséquent, de nombreux étudiants et travailleurs ont eu du mal à travailler à domicile et à suivre les cours en ligne pendant la pandémie de COVID-19. Le fossé numérique peut être à l'origine de la pauvreté et de l'exclusion sociale, privant certains citoyens de ressources essentielles au développement et à la création de richesses. Pour y remédier, il faut que les gens aient un accès égal aux infrastructures numériques, mais il faut aussi leur apprendre à faire bon usage de ces ressources et à en tirer le meilleur parti.

Renforcer la sécurité numérique et investir dans les compétences numériques : Les politiques d'innovation numérique pourraient devenir un élément plus important des politiques STI prospectives, mais l'adoption future de la numérisation dépendra de la sécurité de ces systèmes. Le renforcement de la capacité et de la résilience cybernétiques des gouvernements, de la société civile, du secteur privé et des citoyens est essentiel pour soutenir la reprise sociale et économique au cours des prochaines années. La protection de la confidentialité des données est également

cruciale. Les règles et règlements doivent être conçus de manière à protéger le droit d'un individu ou d'un groupe à conserver le contrôle et la confidentialité des informations le concernant contre le partage involontaire et la collecte et l'utilisation illégales de données. En outre, il convient de développer les compétences en matière de culture numérique, en particulier chez les groupes de population les plus exposés aux inégalités structurelles et aux inégalités numériques, afin qu'ils puissent accéder à l'information, la gérer, la comprendre, l'intégrer, la communiquer, l'évaluer et la créer de manière sûre et appropriée au moyen d'appareils numériques et de technologies en réseau pour participer à la vie économique et sociale.

Améliorer l'écosystème de l'innovation : Dans une perspective à plus long terme, il convient d'investir dans les cinq éléments constitutifs des systèmes d'innovation afin d'améliorer les capacités en matière de STI (UNCDAT, 2019). Ceux-ci comprennent:

- Le cadre politique et réglementaire devrait inciter les entreprises établies et émergentes à investir dans l'apprentissage, la connaissance et l'innovation, et à prendre les risques qui en découlent.
- Le cadre institutionnel et la gouvernance sont essentiels pour soutenir et gérer l'apprentissage, la création de connaissances et l'accumulation de capacités technologiques par les entreprises et les centres de recherche.
- Les écosystèmes entrepreneuriaux et l'accès au financement sont essentiels pour encourager l'incubation d'entreprises et la croissance des entreprises innovantes.
- Le capital humain permet l'adoption de la technologie et le processus d'innovation, et peut exploiter les avantages plus larges de la STI, y compris dans les communautés les plus pauvres et les régions les plus reculées.
- L'infrastructure technique et de R&D comprend l'infrastructure technique de base, l'infrastructure spécialisée soutenant les processus de R&D et d'innovation, et les technologies existantes. L'infrastructure technique de base est l'un des principaux facteurs favorisant l'innovation, car elle améliore la mobilité physique des personnes et permet les échanges d'informations et de connaissances au niveau local et international.

Assurer l'inclusion dans la participation aux écosystèmes STI : La pandémie a également posé des défis majeurs aux systèmes STI, menaçant les principales capacités de production et d'innovation. Une grande partie des PME, des jeunes entreprises en phase de démarrage, des jeunes chercheurs et des femmes ont été gravement touchés en termes de capacités STI, principalement en raison des contraintes de ressources et des incertitudes économiques. Dans ce contexte, la crise du COVID-19 crée un certain nombre de menaces pour l'inclusion future dans les systèmes STI. Si les difficultés découlant de la crise touchent de manière disproportionnée les familles d'étudiants issus de milieux défavorisés, la pandémie risque d'exacerber l'inégalité de participation aux écosystèmes STI. Dans ces conditions, il convient d'apporter un soutien ciblé aux PME et aux entreprises des secteurs traditionnels afin de développer leurs capacités en matière de STI et d'applications numériques, et de soutenir leur productivité.

Économie verte

Les différents chocs qui se sont produits récemment affectent les vies humaines dans tous les domaines. Cependant, cela représente une occasion unique de "reconstruire en mieux", en plaçant le développement sur la voie d'une croissance plus durable, inclusive et résiliente. Le retour à des modes de développement conventionnels et destructeurs de l'environnement doit être évité si l'on veut que la reprise soit durable et résiliente. En revanche, une stratégie de relance de la croissance verte doit être mise en place. La transition vers une économie verte n'aura pas seulement des répercussions positives sur l'environnement, mais apportera également d'importants co-bénéfices à l'économie et au bien-être social. Selon l'OIT (2018), le passage à une économie verte devrait ajouter environ 24 millions d'emplois d'ici 2030.

Graphique 3.14 : Orientations politiques de l'économie verte



Les gouvernements du monde entier adoptent de plus en plus la stratégie de croissance verte pour souligner et faire progresser l'écologisation de leurs économies. La Corée du Sud a été parmi les pays pionniers à adopter la croissance verte comme stratégie de développement national (The World Bank, 2012). L'Union européenne se transforme en une économie plus efficace en termes de ressources et plus compétitive grâce à son "European Green Deal". Cette stratégie de croissance verte vise à atteindre des émissions nettes nulles de gaz à effet de serre d'ici 2050, à dissocier la croissance économique de l'utilisation des ressources et à garantir l'inclusion (EC, 2022b). La relance verte a également aidé les pays à se remettre plus rapidement des crises économiques passées (Hepburn et al., 2020). Pour parvenir à la relance de la croissance verte dans les pays de l'OCI, il faut donner la priorité à au moins quatre domaines clés : l'agriculture durable "intelligente sur le plan climatique", l'économie circulaire, les villes intelligentes et la transition vers le système énergétique (*Graphique 3.14*).

Adopter des technologies agricoles "intelligentes sur le plan climatique" : L'agriculture est à la fois un contributeur majeur aux émissions de gaz à effet de serre (GES) et un secteur fortement touché par le changement climatique. Les systèmes agroalimentaires mondiaux sont responsables de 31 % des émissions mondiales de GES (FAO, 2021). L'augmentation des températures, la variabilité de l'approvisionnement en eau et les phénomènes météorologiques extrêmes pourraient réduire les rendements des cultures, voire provoquer des mauvaises récoltes. Le changement climatique devrait réduire la productivité agricole de 2 à 15 % d'ici à 2050 (Delincé et al., 2015), ce qui constitue une menace supplémentaire pour l'avenir de la

sécurité alimentaire mondiale. Étant donné la relation significative entre la sécurité alimentaire et le bien-être de la société, la sortie de crise devrait viser à remodeler les politiques pour promouvoir la durabilité et la résilience environnementales. La FAO (2017) suggère que la solution réside dans l'adoption de pratiques et de technologies agricoles "intelligentes sur le plan climatique". L'agriculture intelligente face au climat a trois objectifs principaux : augmenter la productivité agricole, réduire les émissions de gaz à effet de serre et renforcer la capacité et la résilience face aux chocs climatiques.

Les investissements et les formations visant à encourager les agriculteurs à adopter des pratiques agricoles plus durables et adaptées au climat seraient bénéfiques à la fois pour l'environnement et pour les moyens de subsistance des agriculteurs (the World Bank, 2021b). En Chine, un projet d'agriculture intelligente du point de vue climatique a permis d'améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau sur 44 000 hectares de terres agricoles, d'améliorer l'état des sols et de stimuler la production de riz de 12 % et de maïs de 9 %. Au Niger, l'agriculture intelligente face au climat est bénéfique pour les agriculteurs et les éleveurs grâce à la distribution de semences améliorées et tolérantes à la sécheresse, à une irrigation plus efficace et à une utilisation accrue des forêts pour l'agriculture et des techniques d'agriculture de conservation.

Concevoir des politiques pour soutenir la transition vers une économie circulaire : La consommation de matériaux fait partie intégrante de l'économie et contribue au changement climatique. À l'échelle mondiale, la production de biens est responsable d'environ 23 % de toutes les émissions de gaz à effet de serre (Hertwich, 2021). Selon l'OCDE (2019), la consommation mondiale de matériaux devrait être multipliée par deux, passant de 79 Gt en 2011 à 167 Gt en 2060. Les possibilités de croissance verte dans ce secteur impliquent la transition vers une "économie circulaire", qui désigne un système économique dans lequel les matières premières, les composants et les produits conservent autant que possible leur valeur. Actuellement, seuls 8,6 % des 92 milliards de tonnes de matériaux qui entrent chaque année dans l'économie mondiale sont réutilisés (Circle Economy, 2022). Il existe donc une opportunité importante d'appliquer les principes circulaires pour réduire l'apport de ressources, les déchets, les émissions et les pertes d'énergie par le biais d'un ensemble d'interventions comprenant la conception durable, l'entretien, la réparation, la réutilisation, la refabrication, la rénovation et le recyclage. Une économie circulaire peut également offrir des avantages économiques importants. La transition vers un système circulaire devrait avoir un potentiel de croissance économique de 4500 milliards de dollars d'ici 2030 et entraîner des économies de matériaux de consommation de 700 milliards de dollars (OECD, 2020d).

Investir dans la transition du système énergétique : Le secteur de l'énergie est le principal émetteur d'émissions de gaz à effet de serre qui contribuent au changement climatique. Pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C (comme l'exige l'accord de Paris), les émissions de gaz à effet de serre doivent être réduites de 45 % d'ici 2030 et atteindre zéro d'ici 2050. Les gouvernements du monde entier sont de plus en plus conscients de la nécessité d'intégrer des objectifs "zéro émission" dans leurs politiques climatiques. La décarbonisation du secteur de l'énergie est essentielle à la réalisation de cet objectif. Le nombre de pays qui se sont engagés à atteindre des émissions nettes nulles d'ici le milieu du siècle ou peu après continue d'augmenter,

et la réalisation de cet objectif nécessite une transformation complète des systèmes énergétiques, notamment de la manière dont l'énergie est produite, transportée et utilisée. Les combustibles fossiles étant la principale source d'émissions de carbone, le processus de transition énergétique implique l'arrêt des nouveaux investissements dans les combustibles fossiles et l'abandon progressif de leur utilisation au profit d'alternatives plus viables sur le plan économique et environnemental. Selon le scénario 'Zéro émission nette d'ici 2050' de l'AIE (International Energy Agency, 2021), le pourcentage de combustibles fossiles dans l'approvisionnement énergétique mondial devrait baisser à environ 20 % d'ici à 2050 au profit de sources renouvelables, principalement solaires et éoliennes.

Encourager les initiatives de villes intelligentes : Selon l'ONU (2018), 55 % de la population mondiale réside dans des zones urbaines, et cette proportion devrait atteindre 68 % d'ici 2050. La population des pays de l'OCI, en particulier, s'urbanise plus rapidement que la moyenne mondiale (SESRIC, 2019). La grande majorité de l'activité économique mondiale, de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre se produit dans les villes. Les villes devront réduire leur consommation d'énergie et passer à des sources d'énergie renouvelables si elles veulent réduire sensiblement leur empreinte carbone. Les "villes intelligentes" peuvent donc jouer un rôle crucial dans la réalisation de ces objectifs. Une ville intelligente et durable utilise les TIC et d'autres moyens pour améliorer la qualité de vie, le fonctionnement et les services urbains, ainsi que la compétitivité, tout en répondant aux besoins économiques, sociaux, environnementaux et culturels des générations actuelles et futures. Ces initiatives ont également prouvé qu'elles rendaient les villes innovantes et résilientes en temps de crise. Par exemple, le SUTD et l'IMD (2021) ont indiqué que, pendant la pandémie de COVID-19, des villes plus "intelligentes" dotées d'une forte culture technologique et d'une infrastructure numérique établie ont facilité l'endiguement de la propagation de la maladie grâce à des mesures innovantes de recherche des contacts, de coordination de la distribution d'équipements de protection, d'utilisation des installations médicales disponibles, ainsi que de campagnes de vaccination.

Annexe: Classifications des pays

A. Principaux groupes de pays utilisés dans le rapport

Pays de l'OCI (56+1)

Code	Nom	Code	Nom	Code	Nom
AFG	Afghanistan	GUY	Guyana	PAK	Pakistan
ALB	Albanie	IDN	Indonésie	PSE	Palestine
DZA	Algérie	IRN	Iran	QAT	Qatar
AZE	Azerbaïdjan	IRK	Irak	SAU	Arabie Saoudite
BHR	Bahreïn	JOR	Jordanie	SEN	Sénégal
BGD	Bangladesh	KAZ	Kazakhstan	SLE	Sierra Leone
BEN	Bénin	KWT	Koweït	SOM	Somalie
BRN	Brunei Darussalam	KGZ	République kirghize	SDN	Soudan
BFA	Burkina Faso	LBN	Liban	SUR	Surinam
CMR	Cameroun	LBY	Libye	SYR	Syrie*
TCD	Tchad	MYS	Malaisie	TJK	Tadjikistan
COM	Comores	MDV	Maldives	TGO	Togo
CIV	Côte d'Ivoire	MLI	Mali	TUN	Tunisie
DJI	Djibouti	MRT	Mauritanie	TUR	Türkiye
EGY	Égypte	MAR	Maroc	TKM	Turkménistan
GAB	Gabon	MOZ	Mozambique	UGA	Ouganda
GMB	Gambie	NER	Niger	ARE	Émirats arabes unis
GIN	Guinée	NGA	Nigéria	UZB	Ouzbékistan
GNB	Guinée-Bissau	OMN	Oman	YEM	Yémen

*L'adhésion à l'OCI est actuellement suspendue.

Pays développés* (40)

Andorre	France	Lettonie	Saint Marin
Australie	Allemagne	Lituanie	Singapour
Autriche	Grèce	Luxembourg	République slovaque
Belgique	RAS de Hong Kong	Macao	Slovénie
Canada	Islande	Malte	Espagne
Chypre	Irlande	Pays-Bas	Suède
République Tchèque	Israël	Nouvelle-Zélande	Suisse
Danemark	Italie	Norvège	Province chinoise de Taiwan
Estonie	Japon	Portugal	Royaume-Uni
Finlande	Corée	Puerto Rico	États-Unis

* Fait référence aux "économies avancées" telles que classées par le FMI. Dernière mise à jour avril 2022.

Pays en développement

Comprend tous les pays autres que ceux classés comme pays développés.



B. Pays de l'OCI par groupe de revenu

Revenu élevé* (7)

Bahreïn	Koweït	Qatar	Émirats arabes unis
Brunei Darussalam	Oman	Arabie Saoudite	

Revenu moyen supérieur* (13)

Albanie	Irak	Malaisie	Turkménistan
Azerbaïdjan	Jordanie	Maldives	
Gabon	Kazakhstan	Surinam	
Guyana	Libye	Türkiye	

Revenu moyen inférieur* (21)

Algérie	Djibouti	Mauritanie	Tadjikistan
Bangladesh	Égypte	Maroc	Tunisie
Bénin	Indonésie	Nigéria	Ouzbékistan
Cameroun	Iran	Pakistan	
Comores	République kirghize	Palestine	
Côte d'Ivoire	Liban	Sénégal	

Revenu bas* (15+1)

Afghanistan	Guinée	Niger	Syrie**
Burkina Faso	Guinée-Bissau	Sierra Leone	Togo
Tchad	Mali	Somalie	Ouganda
Gambie	Mozambique	Soudan	Yémen

* Le regroupement des pays par niveau de revenu est basé sur la classification de la Banque mondiale par RNB par habitant en 2021. Par conséquent;

- Pays à faible revenu : dont le RNB par habitant est inférieur ou égal à 1 085 dollars,
- Pays à revenu moyen inférieur : dont le RNB par habitant se situe entre 1086 et 4255 dollars,
- Pays à revenu intermédiaire supérieur : dont le RNB par habitant se situe entre 4256 et 13 205 dollars, et
- Pays à revenu élevé : dont le RNB par habitant est égal ou supérieur à 13 205 dollars.

**L'adhésion à l'OCI est actuellement suspendue.

Références

ADB & UNESCAP (2021). *Asia-Pacific Trade Facilitation Report 2021 - Supply Chains of Critical Goods amid the COVID-19 Pandemic Disruptions, Recovery, and Resilience*. Asian Development Bank. Manila.

Azevedo, J. P., Hasan, A., Goldemberg, D., Geven, K., & Iqbal, S. A. (2021). Simulating the Potential Impacts of COVID-19 School Closures on Schooling and Learning Outcomes: A Set of Global Estimates. *The World Bank Research Observer*, 36(1), 1–40.

<https://doi.org/10.1093/WBRO/LKAB003>.

Brunet, J., L.C. Sáez and J.J. Perez (2021). Contingency Public Funds for Emergencies: The Lessons from the International Experience. *Banco de Espana Occasional Paper No. 2032*. Disponible sur <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3779998>.

Circle Economy (2022). *The Circularity Gap Report 2022*. <https://www.circularity-gap.world/2022#Download-the-report>

Delincé, J., Ciaian, P., & Witzke, H.-P. (2015). Economic impacts of climate change on agriculture: the AgMIP approach. *Journal of Applied Remote Sensing*, 9(1), 97099.

European Commission (2022a). European Economic Forecast. Spring 2022. Institutional Paper 173 | May 2022, Luxembourg: Publications Office of the European Union.

European Commission (2022b). *A European Green Deal*. https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal_en.

FAO (2017). *The State of Food and Agriculture 2017: Leveraging Food Systems for Inclusive Rural Transformation*. Rome: Food and Agriculture Organization.

FAO (2021). *The share of agri-food systems in total greenhouse gas emissions: Global, regional*

and country trends. 12.

<https://www.fao.org/3/cb7514en/cb7514en.pdf>

FAO (2022). *The importance of Ukraine and the Russian Federation for global agricultural markets and the risks associated with the current conflict*. Note d'information. Rome: Food and Agriculture Organization.

FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO. (2021). *The State of Food Security and Nutrition in the World 2021. Transforming food systems for food security, improved nutrition and affordable healthy diets for all*. Food and Agricultural Organization. Rome.

Global Education Evidence Advisory Panel (2022). *Prioritizing learning during COVID-19: The most effective ways to keep children learning during and postpandemic* (Issue January). The World Bank, FCDO, and UNICEF Office of Research - Innocenti.

Hepburn, C., O'Callaghan, B., Stern, N., Stiglitz, J., & Zenghelis, D. (2020). Will COVID-19 fiscal recovery packages accelerate or retard progress on climate change? *Oxford Review of Economic Policy*, 36(Supplement_1), S359–S381. <https://doi.org/10.1093/oxrep/graa015>.

Hertwich, E. G. (2021). Increased carbon footprint of materials production driven by rise in investments. *Nature Geoscience* 2021 14:3, 14(3), 151–155. <https://doi.org/10.1038/s41561-021-00690-8>.

ICIEC, SESRIC and WAIPA (2017). *The State of investment in OIC Member Countries and the role of Export Credit Agencies and Investment Promotion Agencies*. <https://sesricdiag.blob.core.windows.net/sesric-site-blob/files/article/716.pdf>

IFC (2021). *Short Term Effects of COVID-19 on Digital Infrastructure in Emerging Markets*. International Finance Corporation, World Bank.



- ILO (2018) *World Employment and Social Outlook: Greening with jobs*. International Labour Organization. Geneva.
- ILO (2021) *ILO Monitor: COVID-19 and the world of work*. Seventh edition. Geneva: International Labour Organization.
- ILO (2022) *ILO Monitor on the world of work. Ninth edition*. Geneva: International Labour Organization.
- IFC (2020). *Global Financial Stability Report: Markets in the Time of COVID-19*. Washington, DC: International Monetary Fund, April.
- IMF (2021a). *World Economic Outlook: Managing Divergent Recoveries*. Washington, DC: International Monetary Fund, April.
- IMF (2021b). *Global Financial Stability Report: COVID-19, Crypto, and Climate: Navigating Challenging Transitions*. Washington, DC: International Monetary Fund, October.
- IMF. (2021c). *Fiscal Monitor: A Fair Shot*. Washington, DC: International Monetary Fund, April.
- IMF. (2021d). *Fiscal Monitor: Database of Country Fiscal Measures in Response to the COVID-19 Pandemic (October 2021)*. <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Fiscal-Policies-Database-in-Response-to-COVID-19>
- IMF (2021e). *Boosting Productivity in the Aftermath of COVID-19*. Prepared by Staff of the International Monetary Fund for the G-20. June.
- IMF (2022a). *World Economic Outlook: War Sets Back the Global Recovery*. Washington, DC: International Monetary Fund, April.
- IMF (2022b). *World Economic Outlook Update: Rising Caseloads, a Disrupted Recovery, and Higher Inflation*. Washington, DC: International Monetary Fund, January.
- International Energy Agency (2021). *Net Zero by 2050: A Roadmap for the Global Energy Sector*. International Energy Agency, 224. <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>.
- Isenberg D. J. (2010). How to start an Entrepreneurial Revolution. *Harvard Business Review*. Harvard Business School Publishing Corporation.
- ITC (2021). *SME Competitiveness Outlook 2021. Empowering the Green Recovery*. Geneva: International Trade Centre.
- Mahler D. G., Y. Nishant, R. Hill, C. Lakner, H. Wu and N. Yoshida (2022). "Pandemic, prices, and poverty." Disponible sur le site <https://blogs.worldbank.org/opendata/pandemic-prices-and-poverty>
- OECD (2019). *Global Material Resources Outlook to 2060*. <https://doi.org/10.1787/9789264307452-en>
- OECD (2020a). COVID-19 and Global Capital Flows. OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19). Disponible sur le site: <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/covid-19-and-global-capital-flows-2dc69002/>
- OECD (2020b). Foreign Direct Investment Flows in the Time of COVID-19. OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19). Disponible sur le site <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/foreign-direct-investment-flows-in-the-time-of-covid19-a2fa20c4/>
- OECD (2020c). *COVID-19 and the aviation industry: Impact and policy responses*. 15 October 2020. Paris: Organization for Economic Cooperation and Development.
- OECD (2020d). *The Circular Economy in Cities and Regions*. OECD. <https://doi.org/10.1787/10ac6ae4-en>
- OECD (2021a). An in-depth analysis of one year of SME and entrepreneurship policy responses to COVID-19: Lessons learned for moving forward. *OECD SME and Entrepreneurship Papers* No: 25. OECD Publishing, Paris. <https://dx.doi.org/10.1787/6407deee-en>.
- OECD (2021b). How will COVID-19 reshape science, technology and innovation? OECD

Policy Responses to Coronavirus (COVID-19). 23 June 2021. OECD, Paris.

OECD (2022). *OECD Economic Outlook, Interim Report March 2022: Economic and Social Impacts and Policy Implications of the War in Ukraine*. OECD Publishing, Paris.

SESRIC (2015). *OIC Economic Outlook 2015*. The Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries. Ankara. Disponible sur le site: <https://sesricdiag.blob.core.windows.net/sesric-site-blob/files/article/517.pdf>

SESRIC (2019). *Urban Development in OIC Countries*. The Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries. Ankara.

SESRIC (2021). *OIC Women and Development Report 2021: Progress towards the Implementation of the OIC Plan of Action for the Advancement of Women (OPAAW)*. Ankara: Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries. <https://sesricdiag.blob.core.windows.net/sesric-site-blob/files/article/769.pdf>

SESRIC (2022a). *Socio-Economic Impacts of the COVID-19 Pandemic in OIC Countries: Pathways for Sustainable and Resilient Recovery*. The Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries. Ankara.

SESRIC (2022b). *International Tourism in the OIC Countries 2022: Prospects and Challenges amid the COVID-19 Pandemic*. The Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries. Ankara. Disponible sur le site: <https://sesricdiag.blob.core.windows.net/sesric-site-blob/files/article/809.pdf>

SUTD & IMD. (2021). *Cities in a Time of Global Emergencies: Can Smart Cities Help?* (A. Bris, C. Cabolis, C. H. Chee, & B. Lanvin (eds.)). IMD.

UN (2018). 68% of the world population projected to live in urban areas by 2050 says UN.

<https://www.un.org/development/desa/en/news/population/2018-revision-of-world-urbanization-prospects.html>.

UN. (2021). *World Economic Situation and Prospects: July 2021*. Briefing, No. 151.

UNCTAD (2022). *World Investment Report 2022: International Tax Reforms and Sustainable Investment*. Geneva: United Nations.

WHO (2021). *Global strategy on digital health 2020-2025*. World Health Organization. Geneva.

World Bank (2012). *Korea's Global Commitment to Green Growth*. <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2012/05/09/Korea-s-Global-Commitment-to-Green-Growth>.

World Bank (2018). *World Development Report 2018: Learning to Realize Education's Promise*. <https://doi.org/10.4000/ries.6107>.

World Bank. (2020). *Global Economic Prospects, June 2020*. Washington, DC: World Bank.

World Bank. (2021a, May 12). *Defying Predictions, Remittance Flows Remain Strong During COVID-19 Crisis*. Press Release, No: 2021/147/SPJ.

World Bank (2021b). *Development Projects: Integrated Modern Agriculture Development Project - P125496*. <https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/project-detail/P125496?lang=en>.

World Bank. (2022). *Global Economic Prospects, June 2022*. Washington, DC: World Bank.



Principales sources de données

ILO, ILOSTAT

IMF, Direction of Trade Statistics (DOTS)

IMF, Fiscal Monitor: Database of Country Fiscal Measures in Response to the COVID-19 Pandemic, October 2021

FMI, Statistiques financières internationales (IFS)

IMF, World Economic Outlook (WEO) Database

OECD, OECD.Stat

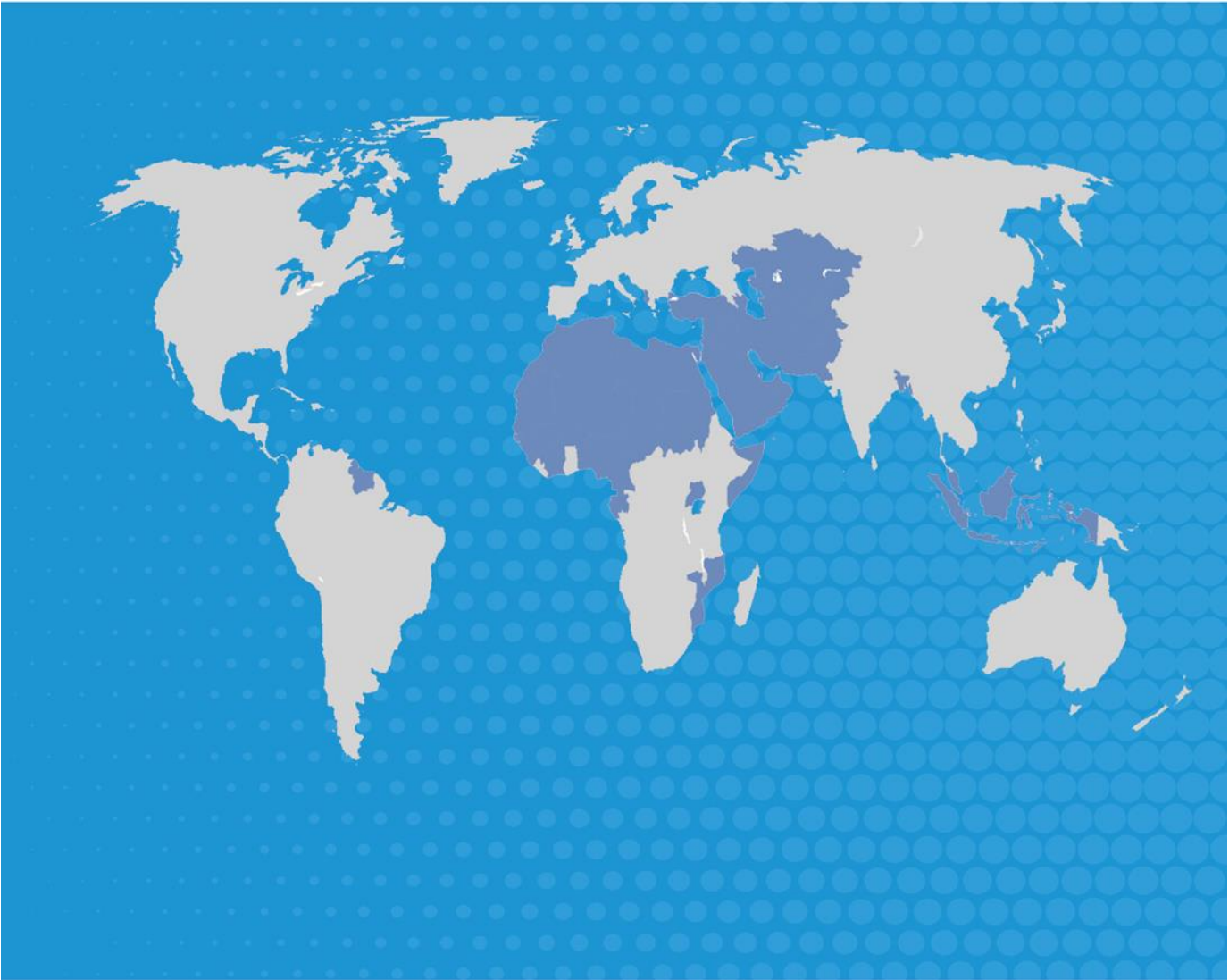
SESRIC, OIC-STAT Database

UNCTAD, World Investment Report 2022, Annex Tables

UNSD, National Accounts Main Aggregates Database

World Bank, World Development Indicators (WDI)

WTO, Data Portal



CENTRE DE RECHERCHES STATISTIQUES, ÉCONOMIQUES ET
SOCIALES ET DE FORMATION POUR LES PAYS ISLAMIQUES

Kudüs Cad. No: 9, Diplomatik Site, 06450 ORAN, Ankara, Türkiye
Téléphone : (90-312) 468 61 72-76 Fax: (90-312) 468 57 26
Email: oicankara@sesric.org Web: www.sesric.org